

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

COMMUNICATION, AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT
ET DIPLOMATIE :
LES ACCORDS DU FORUM CHINE-COMMUNAUTÉ DES ÉTATS
LATINO-AMÉRICAINS ET DES CARAÏBES (CELAC) 2015,
VERS UN NOUVEAU TYPE DE COOPÉRATION SUD-SUD?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR
LAURIANNE ST-ONGE

JUIN 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiendrais tout d'abord à remercier du fond du cœur ces premiers professeurs de l'Université McGill qui ont su allumer en moi ce désir irrésistible de comprendre ce fascinant endroit qu'est l'Amérique latine. Merci à la professeure Catherine LeGrand, pour ses cours d'histoire captivants. Merci au professeur José Jouve-Martin, pour ses analyses si intrigantes et poignantes des classiques de la littérature latino-américaine. Finalement, un grand merci au professeur Daviken Studnicki-Gizbert, pour m'avoir plongé dans la dynamique complexe des ressources naturelles en Amérique latine et ses impacts sur le développement social et humain des territoires touchés.

Ensuite, je désire remercier du fond du cœur Carmen Rico, une professeure passionnée et unique sans qui ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. Carmen, tu m'as convaincu de me faire confiance à moi-même et de plonger tête première dans cette merveilleuse aventure qu'est la maîtrise, merci. De plus, je souhaite remercier chaleureusement le professeur Claude-Yves Charron qui a su me guider tout au long de l'écriture de ce mémoire à l'aide de sa finesse légendaire, de ses métaphores éloquentes et de ses précieux conseils.

Au final, un énorme merci à ma mère Roselyne et mon père Jacques, mes frères et mes cousines, ainsi que tous mes proches pour l'encouragement et le soutien tout au long de ma maîtrise. J'aimerais décerner une mention spéciale à ma marraine Nicole et mon parrain Bob, merci pour le bon vin et les sages conseils que seules des têtes blanches comme les vôtres peuvent offrir. Pour terminer, je souhaite remercier Pierre-Etienne pour son support constant, ses mots d'encouragements et son sourire si réconfortant.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE.....	7
1.1 Un résumé du développement latino-américain.....	7
1.2 L'émergence de la Chine comme acteur de coopération Sud-Sud	12
1.3 Après l'Afrique, l'Amérique latine.....	14
1.3.1 Intérêts économiques.....	16
1.3.2 Intérêts politiques	17
1.3.3 Intérêts idéologiques	18
1.4 Diplomatie publique ou propagande?	21
1.5 Les accords Chine-CELAC 2015.....	23
1.6 Objectifs et questions de recherche.....	28
1.7 Positionnement personnel et hypothèses.....	30
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE	33
2.1 Le pouvoir	33
2.2 La communication et la diplomatie.....	36
2.3 La communication pour le développement : deux pensées.....	38
2.3.1 La communication au service de la diffusion des innovations	39
2.3.3 La pensée critique latino-américaine	44
2.3.4 La communication au service de la démocratie	45
CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE.....	53
3.1 Le discours et le développement.....	53

3.2 L'analyse de discours selon Foucault.....	55
3.3 Le discours comme outil de propagande	58
3.4 Les documents sélectionnés.....	59
3.5 La grille d'analyse élaborée.....	61
CHAPITRE IV	
ANALYSE ET RÉSULTATS	63
4.1 Les documents officiels du premier forum Chine-CELAC 2015.....	63
4.2 Les discours officiels, Chine et Brésil	70
4.3 Résultats.....	81
4.4 Limites	85
CONCLUSION	87
5.1 Résumé	87
5.2 Nouvelles pistes de recherche.....	93
ANNEXE A	
THE BEIJING DECLARATION.....	95
ANNEXE B	
COOPERATION PLAN (2015-2019).....	101
ANNEXE C	
INSTITUTIONAL ARRANGEMENTS.....	115
ANNEXE D	
DISCOURS DU PRESIDENT CHINOIS, XI JINPING.....	121
ANNEXE E	
DISCOURS DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES BRESILIEN, MAURO VIEIRA.....	129
BIBLIOGRAPHIE.....	135

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADB	Asian Development Bank
AIIB	Asian Infrastructure Investment Bank
ALENA	Accord de libre-échange Nord-Américain
BID	Banque interaméricaine de développement
BM	Banque mondiale
CELAC	Communauté des états latino-américains et des Caraïbes
FMI	Fonds monétaire international
IAMCR	International Association for Media and Communication
MERCOSUR	Marché commun du sud
OEA	Organisation des états américains
ONU	Organisation des Nations Unies
PRC	People's Republic of China (République populaire de Chine)
UNASUL	Union des nations sud-américaines

RÉSUMÉ

La Chine occupe depuis quelques décennies une place grandissante au sein des pays du Sud, s'imposant de plus en plus comme un partenaire incontournable grâce à ses investissements faramineux et son approche distincte d'aide au développement prônant la non-conditionnalité. En janvier 2015, l'Amérique latine officialise un partenariat de coopération Sud-Sud d'envergure avec le géant asiatique à l'aide de la signature des accords entre la Communauté d'états latino-américains et des Caraïbes (CELAC) et la Chine, confirmant par le fait même des centaines de milliards de dollars en investissements chinois dans la région.

Préoccupée comme auteure par les enjeux communicationnels entourant le développement international, ce mémoire se concentre sur l'aide chinoise publique au développement dans un contexte diplomatique. Tout en considérant l'apport latino-américain important en matière de critiques face à la communication pour le développement, ce mémoire tente de répondre à la question suivante : comment est-ce que la Chine utilise les accords Chine-CELAC comme instrument diplomatique ?

La réponse à cette question se construit à l'aide de l'exploration des thèmes suivants : la coopération Sud-Sud, la relation de pouvoir existante entre la Chine et l'Amérique latine ainsi que de la communication pour le développement. Cette recherche repose sur deux théories de la communication pour le développement, la diffusion des innovations et la pensée critique latino-américaine, ainsi que sur le concept du pouvoir. Avec comme méthodologie l'analyse de discours inspirée par Foucault, ce mémoire se penche sur des documents et discours issus du premier forum Chine-CELAC, plus précisément sur trois documents officiels, la Déclaration de Beijing, le Plan de coopération (2015-2019) et les Arrangements institutionnels, ainsi que sur deux discours, celui du président chinois Xi Jinping et celui du ministre brésilien des Affaires étrangères Mauro Vieira.

En définissant la communication internationale dans un contexte diplomatique comme étant une communication politique persuasive, ce mémoire argumente que la Chine utilise ces nouveaux accords comme un instrument diplomatique afin de disséminer sa puissance douce (« *soft power* ») et de légitimer ses investissements et nombreux projets dans la région latino-américaine.

MOTS-CLÉS : Diplomatie, Aide publique au développement, Chine-CELAC, Communication internationale, Coopération Sud-Sud.

INTRODUCTION

En janvier 2015, la Chine et l'Amérique latine, représentée par la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC), se rencontraient à Beijing afin de signer des accords historiques touchant une panoplie de domaines. Rassemblant les parties prenantes autour d'un discours rappelant les rouages classiques de la stratégie chinoise étrangère – bénéfices mutuels, coopération « gagnante-gagnante », respect de la souveraineté de chacun et dialogue ouvert – un plan de coopération Sud-Sud, comportant des investissements chinois massifs dans la région latino-américaine, a été élaboré. Selon le président Xi Jinping, les accords ne font pas que la promotion de la coopération Sud-Sud; ils créent un nouveau modèle de coopération Sud-Sud visant à promouvoir un nouvel ordre mondial plus juste, plus égalitaire. Pour leur part, les dirigeants et les représentants latino-américains s'entendent sur le fait que les intérêts économiques et politiques chinois et latino-américains sont complémentaires. Certains, à l'instar du président vénézuélien Nicolas Maduro, vont plus loin et proclament que ces accords se distinguent des initiatives de développement Nord-Sud « néocolonialistes » en ce qu'ils cherchent à bâtir une véritable coopération d'égal à égal. Est-ce vraiment le cas? Ce partenariat avec la Chine propose-t-il réellement une rupture avec les pratiques traditionnelles de développement Nord-Sud?

Au fil des dernières décennies, plusieurs théories critiques ont vu le jour en Amérique latine, en réaction notamment aux premières théories de la communication pour le développement trop hiérarchisées (*top down*) issues du courant de la modernisation. Des auteurs latino-américains, tels Luis Ramiro Beltrán, Juan Diaz Bordenave et Antonio Pasquali, ont contribué à l'élaboration de nouvelles conceptions de la communication pour le développement, conceptions se concentrant en particulier sur des modèles de communication horizontale. Ces modèles avaient alors comme

objectifs la démocratisation, le droit à l'autodétermination et la promotion de canaux de communication ouverts à la participation de tous les acteurs présents dans la société (Barranquero, 2004, 246). Jesus Martin Barbero résume l'idée d'un courant de pensée latino-américaine en ce qui a trait à la communication et au développement :

Un principe fondamental semble définir la pensée communicationnelle alternative en Amérique latine : l'idée de transformer le processus, la forme dominante et normale de la communication sociale, pour faire en sorte que les classes et les groupes dominés soient ceux qui prennent la parole. [...] La communication est en fait plus liée à la libération de celui qui prend la parole, à l'activité et à la créativité populaire que liée au pouvoir et aux types de moyens utilisés (Barbero, 2000, dans Barranquero 2004, p.250)¹.

Il appert que cette vision latino-américaine octroie à la communication un rôle de véritable levier de développement social, substituant aux structures de pouvoir traditionnelles établies des approches cherchant à donner la parole à ceux se trouvant désavantagés face au système. Au vu des récents engagements d'envergure conclus entre la Chine et l'Amérique latine, il convient d'examiner, au regard des avancées théoriques latino-américaines sur le sujet et de leurs répercussions sur la région latino-américaine, le type de communication pour le développement à l'œuvre ici.

Cette nouvelle alliance, qui se qualifie de coopération Sud-Sud, semble, à première vue, répondre à plusieurs critiques latino-américaines en matière de développement. En effet, cette alliance, qui se félicite de ne rassembler que des pays en voie de développement partageant des défis semblables, prétend prôner une approche favorisant le dialogue, le respect mutuel et des bénéfices pour tous. Mais qu'en est-il

¹ Traduction libre: « un propósito fundamental parece definir lo alternativo en materia de comunicación en Latinoamérica: transformar el proceso, la forma dominante y normal de la comunicación social, para que sean las clases y los grupos dominados los que tomen la palabra. [...] la comunicación ha estado ligada más a la liberación del habla, de la actividad y la creatividad popular que a la potencia y el tipo de medios utilizados »

vraiment? Les accords Chine-CELAC sont-ils en concordance avec la pensée latino-américaine en matière de développement et de communication ou ces accords sont-ils au contraire en contradiction avec les savoirs et théories que l'Amérique latine a produits au courant des dernières décennies? Les intérêts latino-américains sont-ils réellement pris en compte dans ces engagements ou les intérêts chinois priment-ils? Des questionnements qui ne pouvaient laisser indifférente la bachelière que je suis. En effet, mon parcours à l'Université McGill, où j'ai complété un baccalauréat de type *honours* en *Latin American studies*, assorti d'une mineure en *International Development studies*, me prédisposait à vouloir fouiller ce sujet, l'historique du développement en Amérique latine et les nombreux défis relevés par ses populations au fil des décennies ayant toujours exercé sur moi une réelle fascination.

De fil en aiguille, de questionnement en questionnement, a surgi l'idée d'explorer ces accords d'aide publique au développement non pas seulement en tant qu'engagements de coopération, mais aussi en tant que véritable outil diplomatique. Le but premier de ce mémoire sera donc de déterminer comment les accords Chine-CELAC, propulsés par l'aide officielle chinoise, sont utilisés par les Chinois comme instrument diplomatique. À cette fin, nous explorerons la vision des accords Chine-CELAC de la coopération Sud-Sud, les rôles octroyés aux acteurs y participant ainsi que le type de communication pour le développement privilégié par cette entente de coopération. En particulier, nous chercherons à établir dans quelle mesure la vision de la coopération Sud-Sud s'aligne avec la réalité de la relation qu'entretient la Chine avec l'Amérique latine et jusqu'à quel point ces accords respectent un plan de communication pour le développement répondant au type de coopération promu. C'est par le truchement d'une analyse de discours, soutenue par un cadre théorique rassemblant des théories de communication pour le développement et le recours à un concept central – celui du pouvoir – que nous avons exploré ces avenues de réflexion.

Analysant en profondeur les accords Chine-CELAC, l'influence chinoise au sein de ceux-ci et ses incidences sur la communication et le développement en Amérique latine, ce mémoire se présente en quatre chapitres.

Dans le premier chapitre, nous passons tout d'abord en revue le contexte des accords en résumant brièvement le processus de développement en Amérique latine ainsi que l'émergence de la Chine comme acteur de coopération internationale d'envergure. Puis, nous examinons les intérêts partagés et distincts qui guident cette nouvelle alliance internationale. Enfin, nous examinons la question principale de ce mémoire ainsi que les questions sectorielles sous-jacentes à la lumière des hypothèses personnelles que nous avançons.

Dans le deuxième chapitre, nous exposons le cadre théorique de cette recherche. Un concept clé – celui du pouvoir exploré sous l'angle foucauldien – et deux théories opposées relatives à la communication et au développement – la diffusion des innovations et la pensée critique latino-américaine – forment notre cadre théorique.

Dans le troisième chapitre, nous décrivons la méthodologie que nous avons retenue afin de répondre aux questions clés de ce mémoire. Puisque notre questionnement porte sur un phénomène social, les données qui font l'objet de notre analyse sont de l'ordre des écrits, des mots, de la pensée. Nous avons donc opté pour une approche qualitative. À ce titre, nous proposons ici une analyse de discours selon Foucault et en apprécions la pertinence dans un contexte de développement et de coopération internationale.

Dans le quatrième chapitre, nous présentons les résultats de notre analyse, résultats que nous avons regroupés en trois volets. Dans un premier volet, nous brosons un

tableau résultant de l'analyse des documents officiels des accords Chine-CELAC, soit la Déclaration de Beijing, le Plan de Coopération 2015-2019 et, dans une moindre mesure, les Arrangements institutionnels. Dans un deuxième volet, nous peignons les résultats de l'analyse des deux discours officiels, prononcés respectivement par le président chinois Xi Jinping et par le ministre brésilien des Affaires étrangères Mauro Vieira. Si dans ces deux premiers volets, nous cherchons plus particulièrement à évaluer l'influence chinoise au sein des accords Chine-CELAC, nous tentons dans le troisième et dernier volet de ce chapitre de répondre globalement aux questions concernant la communication et le développement en y énonçant les conclusions que nous avons tirées de l'analyse de tous les documents retenus et discours choisis.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE : LE FORUM CHINE-CELAC ET SA PLACE AU SEIN DE L'HISTOIRE DU DÉVELOPPEMENT LATINO-AMÉRICAIN

Le forum Chine-CELAC, qui a eu lieu les 8 et 9 janvier 2015 à Beijing, s'inscrit à un moment particulièrement intéressant du développement latino-américain. Avant toutefois de se pencher sur le contenu des accords signés par les dirigeants chinois et latino-américains, il est de mise de bien situer cette initiative dans l'histoire du développement latino-américain et la montée chinoise en tant que pays partenaire de coopération.

Après un 20^e siècle marqué du sceau de théories, d'idéologies et de pratiques de développement les plus diverses, la Chine se positionne désormais comme un acteur important dans le domaine de la coopération Sud-Sud en Amérique latine, une première pour cette région souvent considérée comme la cour arrière des États-Unis. Afin de mieux comprendre le contexte latino-américain et sa relation étroite avec le concept du développement, nous résumons ici les grandes lignes de l'histoire officielle du développement dans cette région.

1.1 Un résumé du développement latino-américain

Depuis ses victorieuses guerres pour l'indépendance face aux forces coloniales espagnoles, guerres qui se sont presque toutes terminées dans les années 1820,

l'Amérique latine a mis en œuvre diverses stratégies de développement afin de rattraper son « retard » face aux puissances mondiales. Jusqu'en 1920, la région nouvellement indépendante mise sur une stratégie économique libérale, fortement influencée par la pensée de l'économiste anglais Adam Smith, prônant l'efficacité de la « main invisible » du marché. Selon cette logique, les pays doivent principalement se concentrer sur leurs avantages comparatifs respectifs et exploiter ce qu'ils peuvent produire de la manière la moins coûteuse possible, et ce, préférablement sans intervention de la part des états. Pour l'Amérique latine, cette pensée se traduit par l'exportation de ressources naturelles et agricoles, des ressources hautement recherchées dans une Europe en intense période d'industrialisation (Skidmore, Smith et Green, 2010, p.354).

Le krach boursier de 1929 vient changer la donne : la pensée économique libérale perd son charme, et les dirigeants latino-américains se lancent à la poursuite de l'industrialisation. Ce tournant appelle alors une plus grande intervention de la part des gouvernements en place que ce soit sur le plan de la protection des marchés ou encore de l'octroi de subventions gouvernementales pour aider les industries émergentes. L'Amérique latine voit en cette industrialisation la possibilité de devenir autosuffisante et, par-dessus tout, indépendante face aux autres nations (Skidmore, Smith et Green, 2010, p.359). Or, cette stratégie fut un échec, l'industrialisation n'ayant créé que des booms économiques à court terme, alors que le protectionnisme des états en question n'a pu prévenir la saturation des marchés latino-américains, les hauts coûts de production et la hausse des prix pour les consommateurs.

Ces deux premières stratégies de développement économique laissent leurs marques dans le paysage social de la région : inégalités économiques et sociales, issues d'un favoritisme marqué envers une élite privilégiée que sont les propriétaires terriens et les entrepreneurs, au détriment des masses populaires, constituées principalement de

fermiers et de travailleurs (Skidmore, Smith et Green, 2010, p.362). C'est alors qu'au début des années 1950, plusieurs penseurs latino-américains commencent à proposer des avenues plus radicales, tels le socialisme et l'idéologie marxiste, afin de combattre les inégalités sociales et économiques ravageant les populations locales. Les écrits marxistes-léninistes gagnent la faveur des masses populaires aux prises avec un fort sentiment d'oppression, et les mouvements révolutionnaires se succèdent les uns les autres dans la région, alimentés en partie par la théologie de la libération et par le désir de sortir du pouvoir des dictatures corrompues et violentes.

Dès le début des années 1980, l'élan vers la gauche s'estompe alors que la crise du pétrole et l'incapacité des pays latino-américains d'assurer le paiement de leurs dettes nationales amènent ces pays à accepter des plans de mesures d'austérité préparés par le Fonds monétaire international (FMI) (Skidmore, Smith et Green, 2010, p.368). En 1989, les États-Unis, sous la supervision de l'économiste John Williamson, lancent le « Washington Consensus », rassemblant plusieurs mesures de restructuration économique visant notamment à supporter le secteur privé et à réduire le rôle de l'état dans l'économie. Comme suite à la signature de plusieurs traités de libre-échange dans la région au courant des années 1990, dont l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), plusieurs pays latino-américains réussissent à engendrer un développement économique positif, sans toutefois réussir à régler les grands problèmes d'inégalités qui caractérisent la région (Skidmore, Smith et Green, 2010, p.371). C'est alors qu'un nouveau mouvement vers la gauche se fait jour, alimenté en partie par l'élection du président vénézuélien Hugo Chavez, qui a inspiré par la suite divers gouvernements se considérant socialistes (Équateur, Bolivie, Nicaragua, etc.).

Ce constant va-et-vient entre la gauche et la droite en Amérique latine reflète jusqu'à aujourd'hui un paysage politique et économique soucieux de se positionner fortement face aux grands courants mondiaux tout en respectant les spécificités propres à la

région. Cependant, peu importe la tactique de développement mise en place depuis l'indépendance des pays latino-américains, les inégalités sociales et économiques persistent, invitant grandement la critique en matière de développement et de dépendance face aux pays développés. Eduardo Galeano, penseur uruguayen spécialisé en histoire des ressources naturelles, ouvre ainsi son œuvre majeure *Las venas abiertas de América latina* (Les veines ouvertes de l'Amérique latine) :

The division of labor among nations is that some specialize in winning and others in losing. Our part of the world, known today as Latin America, was precocious: it has specialized in losing ever since those remote times when Renaissance Europeans ventured across the ocean and buried their teeth in the throats of the Indian civilizations (Galeano, 1997, p.1).

Selon Galeano, l'enrichissement des autres nations, qui sont favorisées en ce qui a trait aux retombées économiques du jeu des importations et exportations – un système qui privilégie souvent les intérêts étrangers avant les intérêts locaux –, est la cause du « sous-développement » dont souffre l'Amérique latine.

Ce point représente une idée centrale de la pensée critique latino-américaine : le sentiment de faire partie d'un système mondial qui ne permet pas, même par le biais de plan de développement ou de coopération, de réduire d'une part l'écart de richesse entre les pays du Nord et les pays du Sud et, d'autre part, l'écart entre les pauvres et les riches à l'intérieur des pays du Sud. Selon cette vision, l'Amérique latine n'aurait pas la possibilité d'exercer son droit à l'autodétermination et n'aurait pas non plus le pouvoir de prendre en main de manière autonome et indépendante son propre développement.

Au courant des dernières décennies, le mouvement pour la coopération Sud-Sud a pris beaucoup d'ampleur sur le continent sud-américain, notamment grâce à l'apport

brésilien. Ce nouveau type de coopération, qui s'oppose à la coopération Nord-Sud, propose des manières différentes de fonctionner en matière de projet de développement. Ce type de coopération se base sur le respect de la souveraineté nationale, sur la non-ingérence des pays partenaires dans les politiques et affaires internes ainsi que sur un dialogue horizontal, une caractéristique clé de ce genre d'initiative (Rojas Aravena, 2011, p.14). Dans un ouvrage dédié à la coopération Sud-Sud en Amérique latine, Rojas Aravena précise que la coopération Sud-Sud doit dépasser le simple envoi de ressources financières ou autres dans les pays dans le besoin ; il doit plutôt s'agir de repenser la coopération et les réalités concrètes qui touchent les régions visées. Selon lui, les forces de la coopération Sud-Sud résident en l'importance du transfert de connaissances et d'habiletés et en l'absence de conditionnalité à l'aide (Rojas Aravena, 2011, p.15). Toujours selon cet auteur, la valeur ajoutée de la coopération Sud-Sud est qu'elle se doit de respecter le droit de parole des pays récepteurs et d'assurer la participation de tous lors des processus décisionnels. Les pays concernés doivent faire preuve de transparence, et ce, dans l'optique de favoriser un appui social aux initiatives, légitimant ainsi les actions de coopération entreprises.

C'est dans ce contexte que la Chine se propose en tant que nouveau partenaire d'importance dans le cadre d'une entente de coopération Sud-Sud, une approche qui, selon les discours officiels, bénéficierait à toutes les parties prenantes, dans le respect de la souveraineté de chacun. En se définissant elle aussi comme un pays en voie de développement, la Chine semble vouloir se placer au même niveau que ses partenaires latino-américains de façon à renforcer cette idée qu'il s'agit bien d'un engagement de coopération entre pairs égaux. Afin de comprendre pourquoi la Chine tente de s'imposer de plus en plus dans les pays du Sud, notamment en Amérique latine, faisons un bref retour sur la montée chinoise en matière de coopération.

1.2 L'émergence de la Chine comme acteur de coopération Sud-Sud

En 1964, Zhou Enlai, le premier ministre de la République de Chine sous Mao Zedong, effectue une tournée en Afrique et en Asie, et instaure les huit principes de l'aide chinoise internationale. Les voici, tel qu'ils ont été édictés en 1964 (Cheng, 2012, p.30) :

1. The Chinese government always bases itself on the principle of equality and mutual benefit in providing aid to other countries. It never regards such aid as a kind of unilateral alms but as something mutual.
2. In providing aid to other countries, the Chinese government strictly respects the sovereignty of recipient countries, and never attaches any conditions or asks for any privileges.
3. China provides economic aid in the form of interest-free or low-interest loans, and extends the time limit for the repayment when necessary so as to lighten the burden on recipient countries as far as possible.
4. In providing aid to other countries, the purpose of the Chinese government is not to make recipient countries dependent on China but to help them embark step by step on the road of self-reliance and independent economic development.
5. The Chinese government does its best to help recipient countries complete projects which require less investment but yield quicker results, so that the latter may increase their income and accumulate capital.
6. The Chinese government provides the best-quality equipment and materials manufactured by China at international market prices. If the equipment and materials provided by the Chinese government are not up to the agreed specifications and quality, the Chinese government undertakes to replace them or refund the payment.
7. In giving any particular technical assistance, the Chinese government will see to it that the personnel of the recipient country fully master the technology.

8. The experts dispatched by China to help in construction in recipient countries will have the same standard of living as the experts of the recipient country. The Chinese experts are not allowed to make any special demands or enjoy any special amenities.

Encore aujourd'hui, ces huit principes sont les piliers de l'aide chinoise au développement. Le concept d'inconditionnalité, une approche « d'égal à égal » et un respect marqué pour la souveraineté des pays partenaires sont au nombre des aspects définissant l'essence des actions chinoises à l'échelle internationale. Ils se font l'écho de la pensée confucéenne, selon laquelle le but ultime de l'aide étrangère est de créer un monde de paix et, par-dessus tout, un monde harmonieux (Lengauer, 2001, p.45). La relation entre la Chine et les pays récipiendaires d'aide doit en être une « d'ami à ami », soit une relation égalitaire (*ibid*).

Sur le plan pragmatique, l'aide étrangère chinoise s'articule autour de trois outils économiques distinctifs : les subventions, les prêts à zéro intérêt et les prêts concessionnels (People's Republic of China, Information Office of the State Council, 2011). L'outil des subventions sera privilégié dans le cas de pays récipiendaires souhaitant construire des écoles, ériger des hôpitaux ou réaliser d'autres projets à petite échelle visant le bien-être social. Pour leur part, les prêts à zéro intérêt sont dévolus à la construction d'installations publiques ayant pour but l'amélioration des moyens de subsistance des populations locales. Quant aux prêts concessionnels, ils sont octroyés aux pays récipiendaires désireux d'entreprendre des projets majeurs ayant comme objectif d'engendrer des bénéfices socio-économiques, souvent par l'entremise de projets d'infrastructures.

Depuis son ouverture au monde, la Chine n'a cessé de cultiver, de manière progressive, des partenariats de développement et de coopération avec l'Asie,

l'Afrique et, maintenant, l'Amérique latine. On ne saurait comprendre les intérêts qui motivent la Chine à ainsi investir de façon croissante dans les pays du Sud – et, en particulier, son intérêt récent pour l'Amérique latine – sans examiner au préalable la présence chinoise en Afrique.

1.3 Après l'Afrique, l'Amérique latine

C'est vers la fin du 20^e siècle que la Chine effectue une percée marquée en matière d'aide au développement sur le continent africain. S'il est difficile d'obtenir des statistiques claires et fiables en ce qui concerne les montants alloués à l'aide chinoise en Afrique, il est indéniable que les investissements directs, les prêts sans intérêts et l'aide officielle ont augmenté de manière exponentielle depuis le début du 21^e siècle et aujourd'hui. Deborah Brautigam attribue la difficulté de connaître en détail les montants octroyés au fait que l'aide chinoise à l'étranger est répartie dans divers ministères et fonctionne de façon à créer des projets financés en partie, mais non entièrement, par ce qui se qualifie d'aide officielle au développement (Brautigam, 2011, p.212). Selon le *China's Foreign Aid White Paper*, la Chine octroyait à l'Afrique, en 2009, environ la moitié de toute son aide financière, soit environ 2,4 milliards de dollars pour l'année citée, une somme principalement consacrée à des projets d'infrastructure (People's Republic of China, p.15). À propos de la nouvelle popularité du géant chinois en Afrique, Jean-Pierre Cabestan note :

Aujourd'hui, restant à l'écart des problèmes politiques intérieurs que ces États connaissent, la Chine est de plus en plus favorablement accueillie comme une alternative aux diplomaties sourcilleuses et autres programmes d'aide contraignants des pays occidentaux, d'autant plus que la plupart de ces derniers, atteints par la crise, offrent moins que par le passé (Cabestan, 2013, p.1).

Or, le succès relatif du modèle chinois sur le continent africain soulève plusieurs questionnements. Les analyses critiques de l'aide chinoise sur le continent africain pointent quant à elles vers des bilans passablement modestes en matière de développement social et humain, remettent en cause l'aveuglement volontaire de la Chine face aux politiques internes des pays partenaires qui violent les droits de la personne et soulèvent des inquiétudes face aux conséquences économiques que pourraient avoir ces projets d'infrastructures menés de A à Z par des employés et des compagnies d'origine chinoise (Cheng, 2012, p.24). Suivant cette ligne de pensée, on note aussi en Afrique cette pensée selon laquelle ce n'est pas seulement la Chine en tant que gouvernement qui s'implique dans la région, mais bien évidemment ses industries et compagnies privées, donnant cette idée que les acteurs chinois du public et du privé ne font en fait qu'un (Cabastan, 2013, p.39).

Après une progression remarquable en Afrique, la Chine fixe maintenant son choix sur l'Amérique latine. Réalisée sous le couvert d'une coopération Sud-Sud, l'avancée faite par la Chine dans la région latino-américaine au cours de la dernière décennie est à cet égard probante. C'est à la suite de la visite officielle de Hu Jintao en 2004 que la relation entre les deux régions prend son essor, cet événement marquant le début d'une nouvelle vague chinoise d'investissements importants et d'initiatives de coopération en Amérique latine (Courmont, 2004, p.114). Se positionnant toujours comme un pays en voie de développement, la Chine ne cesse de rappeler que ses actions sont sous-tendues par ses huit principes fondamentaux d'aide étrangère et de coexistence harmonieuse (« peaceful coexistence »). Malgré ces démonstrations de bonne volonté de la part des Chinois, le géant asiatique n'en recherche pas moins des avantages bien précis lorsque vient le moment de planifier son aide étrangère, tout comme, par ailleurs, l'Amérique latine voit en la Chine une source riche de possibilités de développement.

Quels sont donc les intérêts qui de part et d'autre tissent cette coopération économique et politique entre l'Amérique latine et la Chine?

1.3.1 Intérêts économiques

Les intérêts économiques de la Chine forgent en grande partie leurs actions à l'international. Pour la Chine, les enjeux sont clairs : il s'agit de s'assurer un accès à certaines ressources naturelles, notamment le pétrole et le cuivre, et d'ouvrir de nouveaux marchés lui permettant d'écouler la production matérielle chinoise (Lengauer, 2011, p.45). Accéder à ces ressources premières constitue pour la Chine un impératif de premier ordre si elle entend poursuivre le rythme de développement économique effréné qu'elle a connu au cours des dernières années.

Il semblerait donc que la Chine voit en l'Amérique latine, extrêmement riche en ressources naturelles telles que le pétrole, les minerais et les produits agricoles, une région de prédilection où s'approvisionner en matières premières (Ellis, 2009, p.9). Or, ces ressources premières représentent les matériaux les plus utilisés dans la production manufacturière chinoise; en sécuriser l'accès revêt une importance capitale. La Chine a par ailleurs un besoin criant en produits agricoles, car il lui faut nourrir une population dépassant désormais le milliard d'individus (Ellis, 2009, p.10). Mais il lui faut aussi vendre et écouler sa production manufacturière : la population latino-américaine, grandissante, lui offre d'intéressantes possibilités à ce chapitre (Ellis, 2009, p.10).

Quant à l'Amérique latine, elle s'intéresse à la Chine pour des raisons tout aussi complémentaires; un partenariat économique de cette nature signifie pour la région latino-américaine un espoir renouvelé de créer un boom économique basé sur une

économie d'exportation et constitue une nouvelle source de financement et d'investissement dans plusieurs domaines, particulièrement celui des infrastructures. Cette relation grandissante signifiait aussi la possibilité d'un nouveau type de partenariat économique qui ne soit pas dicté par les forces occidentales.

1.3.2 Intérêts politiques

En second lieu s'impose l'importance des intérêts politiques. Dans le cas de la Chine, ces intérêts s'inscrivent dans la continuation d'une diplomatie stratégique visant tout particulièrement à réduire l'appui international à Taiwan et à augmenter de manière significative son influence au sein des organisations internationales d'envergure (Lancaster, 2007, p.1).

Depuis son ouverture au monde en 1979, la Chine a réussi, de manière progressive, à diminuer de façon concrète l'appui des pays latino-américains à Taiwan. À cet effet, Evan Ellis écrivait en 2009 que 12 des 23 pays appuyant Taiwan se situaient en Amérique latine, plus précisément en Amérique centrale, ce qui pourrait en partie expliquer l'intérêt chinois d'améliorer ses relations avec cette région (Ellis, 2009, p.15). Malgré la petite taille géographique et la moindre importance économique de ces pays, Ellis explique que ceux-ci possèdent tous une voix au sein des organisations internationales, d'où l'intérêt chinois marqué de s'implanter diplomatiquement dans ces pays. He Li souligne : « Fearing Taiwan's push for international recognition will lead to its declaration of independence, Beijing is determined to contain Taiwan in every corner of the world, especially in Central America and the Caribbean » (Li, 2008, p.53). Pour briser les liens diplomatiques entre Taiwan et les pays qui reconnaissent la République de Chine en tant qu'état indépendant, la Chine s'y prend à coup de financement et d'investissements. En 2007, le Costa Rica a cessé

d'entretenir des relations avec Taiwan pour favoriser la Chine, résultat direct de diverses formes d'investissement chinois : financement du stade national costaricain, défraiement de nouvelles voitures de police et allocation d'un crédit de 900 \$ millions de dollars américains destiné à la reconstruction d'une raffinerie (Tiezzi, 2013).

La Chine tente aussi, à l'aide de ses programmes d'aide étrangère, d'obtenir un soutien politique de la part des pays du Sud récipiendaires de son assistance. La Chine souhaite que le soutien politique de ces pays partenaires se manifeste auprès de la communauté internationale, notamment au sein d'institutions comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) (*ibid*, p.1). Par exemple, c'est notamment grâce aux votes africains que la Chine a réussi à obtenir, en 1971, un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies. À la suite de ce vote, la Chine a étendu son aide au développement à 23 pays supplémentaires en Afrique, confirmant ainsi l'importance des pays du Sud comme plateforme de support de la Chine sur la scène internationale (Lengauer, 2011, p.66).

Quant à l'Amérique latine, elle voit en la Chine une manière de réduire l'influence nord-américaine dans la région et une façon de renforcer son indépendance en diversifiant ses alliances politiques et économiques (Ellis, 2009, p.28).

1.3.3 Intérêts idéologiques

Figure en troisième lieu la question des motifs idéologiques. Intérêts auparavant centrés sur le partage de l'idéologie communiste, il s'agit désormais d'étendre le *soft power* chinois à l'échelle mondiale (Brautigam, 2011, p.14).

Depuis son ouverture au monde en 1968, ce sont principalement des intérêts idéologiques qui déterminaient les actions internationales chinoises. En effet, la Chine s'alliait essentiellement avec des pays partageant les mêmes allégeances politiques, soit le communisme. En Amérique latine, ces intérêts idéologiques ont amené la Chine, dans les années 1960 et 1970, à entretenir certains liens avec des mouvements révolutionnaires communistes. Par exemple, Cuba a été le premier pays de la région à établir des relations diplomatiques avec la Chine en septembre 1960, tout juste après la révolution signée Castro, suivi en 1970 par le Chili, qui venait alors d'élire le gouvernement Allende (Cheng, 2006, p.500).

Ces dernières décennies, cet intérêt purement idéologique s'est transformé : l'impératif communiste a cédé le pas à l'idée d'un *peaceful rising* – d'une émergence pacifique – ayant comme but ultime le développement prospère de la Chine. Selon les spécialistes chinois des relations internationales, cette émergence pacifique serait un projet à long terme visant à positionner la Chine comme l'une des puissances les plus influentes à l'échelle internationale (Cheng, 2006, p.507). Ce type d'émergence est intimement lié au concept de puissance douce (*soft power*) que les dirigeants chinois ont introduit au cours des dernières décennies dans leurs politiques et relations étrangères.

Le *soft power* a été défini pour la première fois en 2004 par Joseph Nye, un analyste politique américain spécialisé en relations internationales. Nye propose la définition suivante :

[Soft power] is the ability to get what you want through attraction rather than coercion or payments. It arises from the attractiveness of a country's culture, political ideals and policies. When our policies are seen as legitimate in the eyes of others, our soft power is enhanced (Nye, 2004, p.X).

Ce type de pouvoir s'oppose au *hard power* (puissance coercitive) qui, lui, repose sur un degré de persuasion plus direct, soit par l'entremise d'une force militaire imposante ou encore d'un pouvoir économique prépondérant. Un pays possédant un *soft power* important à l'international est un pays qui attire l'attention de manière positive sur la scène mondiale sur trois principaux plans : sa culture, ses valeurs politiques ainsi que ses politiques étrangères (Nye, 2004, p.11). En possédant une réputation distinguée, un pays détenant un *soft power* peut ainsi grandement influencer les actions de ses pays partenaires. Il s'agit en fait de coopter plutôt que de contraindre un acteur à prendre une décision. Ce type de pouvoir se cultive donc à coup de politiques étrangères qui promeuvent des valeurs et des intérêts qui sont partagés par les pays partenaires et qui apparaissent légitimes aux yeux de tous (Nye, 2004, p.11).

Dans *Chine, la grande séduction, essai sur le soft power chinois*, Barthélémy Courmont fait état de cette nouvelle tangente chinoise au niveau international. Il soutient que la Chine investit présentement de manière massive dans cette nouvelle stratégie, et ce, sur plusieurs fronts. En effet, la Chine tenterait de promouvoir ce *soft power* non seulement à l'aide de projets multilatéraux et d'aide humanitaire, mais aussi à l'aide d'investissements « pharaoniques » dédiés à des projets d'infrastructures partout dans le monde, accompagnés d'un partage de la richissime culture chinoise (Courmont, 2009, p.10). L'auteur, qui souligne la culture plurimillénaire et raffinée du géant chinois, fait valoir que « c'est surtout son discours qualifié de Sud-Sud, à l'intention des pays en voie de développement, qui assure actuellement le succès de ce *soft power* chinois » (*ibid*, p.12).

Toujours selon Courmont, ce discours chinois Sud-Sud s'accompagne d'une stratégie visant à faire émergence dans les régions en développement où l'image des États-Unis s'est détériorée, ou affaiblie, dans les dernières années. Pour la Chine, il ne

s'agit pas de s'attaquer aux États-Unis, mais plutôt de promouvoir, tel que mentionné ci-haut, une émergence chinoise pacifique et harmonieuse (*ibid*, p.64). Selon Joseph Cheng, cette idée émane aussi du fait que la Chine conçoit qu'un monde « multipolaire » et harmonieux offrirait le meilleur environnement possible pour le développement économique chinois et pour le rayonnement de la Chine comme puissance mondiale (Cheng, 2006, p.505).

Cette ascension du *soft power* chinois demeure tout de même problématique pour les forces mondiales occidentales. En effet, plusieurs pays donateurs traditionnels se sentent menacés par la montée chinoise alors que plusieurs pays du Sud cessent de se rallier entièrement aux sources occidentales d'aide étrangère pour développer de nouveaux partenariats avec la Chine (Lengauer, 2011, p.36). Les sources occidentales d'aide au développement craignent par ailleurs que la Chine devienne le nouveau modèle à suivre en matière de développement et de coopération, plus particulièrement en ce qui touche le secteur économique.

La question du *soft power* chinois apparaît de plus en plus dans les débats entourant les moyens communicationnels utilisés pour promouvoir les actions chinoises à l'étranger : s'agit-il purement d'une certaine forme de diplomatie publique ou s'agit-il tout simplement de propagande?

1.4 Diplomatie publique ou propagande?

Dans le cas des relations internationales chinoises, l'auteur chinois Yiwei Wang conçoit difficilement que l'on puisse dissocier la diplomatie publique et la propagande. Celui-ci explique que le mot « propagande » en chinois, *xuan chuan*, possède une connotation positive qui trouve naturellement sa place dans la diffusion

de nouvelles, à la formation de l'idéologie et même à la création de publicité (Wang, 2008, p.259). Ce concept se subdivise ensuite en propagande interne et en propagande externe, qui, elle, se concentre sur la promotion d'une image positive de la Chine à l'étranger. Wang soutient que la Chine tente néanmoins depuis plusieurs années de se donner un fondement plus solide en matière de diplomatie en délaissant progressivement les outils propagandistes, comme l'atteste la création d'une division de diplomatie publique au sein du département de l'information du ministère des Affaires étrangères (Wang, 2008, p.260).

Shen Guofang, vice-ministre chinois aux Affaires étrangères, définit la diplomatie publique comme étant : « a very important field in diplomatic work, the basic goal of public diplomacy is to enhance the exchanges and interaction with the public in order to guide and win the understanding and support of the public for foreign policies » (Wang, 2008, p.260). Cette définition, comme le souligne Wang, fait sans l'ombre d'un doute référence au désir chinois de solidifier son *soft power*. Pour l'auteur, ce type de pouvoir précis est essentiel au développement continu de la Chine et doit dépasser les simples relations intergouvernementales : il doit tenter d'amener les sociétés civiles étrangères à se convaincre des bienfaits de cette montée chinoise.

Tsan-Kuo Chang et Lin Fen affirment aussi que les concepts de propagande et de diplomatie publique sont parfois difficiles à différencier, particulièrement dans le fait chinois. Leur vision s'apparente fort à celle de Wang. En effet, selon eux, l'angle du *soft power* favorisé dans l'approche chinoise a hautement encouragé les actions communicationnelles à l'étranger et amené la Chine à délaisser les méthodes de propagande classique au profit de politiques de diplomatie publique (Chang et Fen, 2014, p.457). Cherchant à minimiser la peur des pays étrangers envers la « menace chinoise », ces nouvelles politiques seraient plus appropriées pour promouvoir l'identité chinoise, ses idéaux et ses intérêts nationaux (Chang et Fen, 2014, p. 457).

Propagande ou diplomatie publique, peu importe : malgré tous les efforts déployés par la Chine, la réputation du pays ne s'en porte pas mieux pour autant. David Shambaugh, dans son article « China's Soft-Power Push », paru en juillet 2015 dans la revue *Foreign Affairs*, affirme que la perception de la Chine à l'international s'est en fait détériorée dans les dernières années. Sondage de la BBC à l'appui, il démontre que les visions positives de l'influence chinoise ont chuté de 14 % depuis 2005 et, qu'au total, 49 % des répondants percevait la Chine de manière négative (Shambaugh, 2015, p.11). Un autre sondage, réalisé en 2013 par le *Pew Research Center's Global Attitudes Projets*, indiquait que la Chine manquait de support civil même en Afrique et en Amérique latine, deux régions fortement visées par les politiques chinoises étrangères d'aide au développement (Shambaugh, 2015, p.11).

Dans ce contexte, serait-il possible que les accords Chine-CELAC, ainsi que le plan de coopération Sud-Sud et les discours officiels le soutenant, aient comme objectif principal de solidifier le *soft power* chinois à l'étranger en utilisant l'aide publique au développement chinois comme véritable instrument de diplomatie? Qu'advient-il alors de ce nouveau modèle de coopération Sud-Sud? Cette question s'inscrit au cœur des préoccupations soulevées dans ce mémoire en ce qui a trait à la communication et au développement. Nous ne saurions y répondre sans nous livrer à une analyse détaillée de ces accords, menée dans l'optique de tenter de comprendre les exercices discursifs à l'œuvre dans ces engagements historiques.

1.5 Les accords Chine-CELAC 2015

En janvier 2015, la relation entre la Chine et l'Amérique latine a fait un pas de géant : la signature des accords Chine-CELAC, le CELAC représentant un total de 33 états

latino-américains et des Caraïbes². Cette organisation régionale, qui a vu le jour en 2011, a pour mission de développer des mécanismes de dialogue régionaux en ce qui concerne les enjeux politiques, économiques et socioculturels majeurs de la région latino-américaine (CELAC, 2015). Il est intéressant de souligner que cette nouvelle plateforme se veut aussi un contrepoids à l'Organisation des États Américains (OEA), une organisation dirigée par Washington (Tiezzi, 2014c). Le forum officiel de 2015 organisé entre la Chine et le CELAC avait été préalablement arrangé lors d'une rencontre précédente du CELAC, qui a eu lieu à Cuba en 2014 et où la Chine avait notamment pris la parole.

L'objectif principal de ce premier forum était de mettre en place des balises entourant la présence chinoise en Amérique latine, d'ouvrir un dialogue avec les dirigeants de la région et d'établir un « *system guarantee* » pour concrétiser des plans de développement et créer un consensus politique (Tiezzi, 2015). La Chine et le CELAC ont écrit une nouvelle Déclaration de Beijing (voir Annexe A), inaugurant cet engagement gigantesque touchant de nombreux domaines et promettant des sommes faramineuses. Sur le plan des chiffres, ces accords signifient un total des investissements directs chinois dans la région latino-américaine de l'ordre de 250 milliards de dollars et une augmentation du commerce bilatéral jusqu'au montant de 500 milliards de dollars au courant des dix prochaines années.

Le plan de coopération 2015-2019 (voir Annexe B) lié aux accords officiels propose divers engagements touchant les domaines suivants: politique et sécurité, affaires internationales, commerce, investissements et finances, infrastructure et transports,

² Le CELAC regroupe les pays suivants : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominica, Équateur, El Salvador, Granada, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, St. Lucia, St. Kitts et Nevis, St-Vincent et les Grenadines, Trinidad et Tobago, Uruguay et Venezuela.

énergies et ressources naturelles, agriculture, sciences et technologies, éducation et ressources humaines, culture et sports, médias et publications, tourisme, protection environnementale et réduction de la pauvreté et, en dernière position, l'amitié entre les peuples. Poursuivant chacun au minimum sept objectifs, la politique et l'économie en constituent les deux domaines les plus importants. Les engagements inscrits dans ce plan ne touchent pas seulement les relations intergouvernementales entre la Chine et l'Amérique latine ; ils tentent aussi de rallier les grandes banques, les institutions multilatérales et internationales de même que les gouvernements locaux.

L'implantation du plan de coopération se veut flexible : effectuée dans le respect des politiques domestiques des pays partenaires, elle offre le choix et le droit de cesser de participer à tout moment aux initiatives de coopération.

Cette alliance repose non seulement sur des données économiques, mais également sur des engagements politiques et éthiques rappelant les huit principes d'aide étrangère chinoise. Les discours et les documents officiels soutiennent d'ailleurs que ces accords seront mutuellement bénéfiques pour toutes les parties prenantes, et ce, dans le respect de la souveraineté de chacun.

À ce sujet, le ministre des Affaires étrangères Wang Yi a déclaré que la Chine s'engageait « à faire des efforts pour que les deux régions bénéficient des retombées de ce forum et à construire un nouveau modèle de coopération Sud-Sud » (Tiezzi, 2015). Ce nouveau modèle de coopération, soutenu par un plan officiel de coopération pour la période 2015-2019, comprendrait une vision jugée juste et égalitaire du développement. Lors du discours d'ouverture du forum prononcé par le président chinois Xi Jinping (voir Annexe D), ce dernier a mis l'accent sur les buts similaires de développement communs à la Chine et à l'Amérique latine et sur la position chinoise par rapport à la coopération :

China adheres to the independent and peaceful foreign policy, sticks to the path of peaceful development, pursues the opening-up strategy of mutual benefits and win-win results, and adheres to and actively practices the correct viewpoint on righteousness and benefit, greatly appreciating faith, friendship, justice and morality (Ministry of Foreign Affairs, the People's Republic of China, 2015).

Les leaders latino-américains ont quant à eux souligné la singularité chinoise en matière de coopération, singularité qu'ils associent à un désir de partenariat honnête d'égal à égal. Le président vénézuélien Nicolas Maduro a tenu les propos suivants lors de la signature des accords :

La Chine a réussi à se positionner, en ce début du 21^e siècle, comme la puissance la plus importante des puissances émergentes aujourd'hui. Comme le disait le Commandant Chávez, la Chine démontre qu'il est possible de devenir une puissance sans présenter aucune prétention impériale et aucune prétention « hégémoniste » de dominance sur les régions et le monde, une véritable vertu (Maduro, 2015)³.

Il est intéressant de pointer ici que, selon Maduro, la Chine proposerait une nouvelle manière de concevoir l'ordre mondial de par ses actions à l'international, ne cherchant point à dominer et à s'imposer dans les régions du Sud par le biais de ses programmes de partenariat. Le président équatorien a quant à lui mis en lumière la complémentarité des intérêts chinois et latino-américains, surtout en qui a trait aux forces économiques de l'un et de l'autre. Celui-ci voit dans la relation Chine-

³ Traduction libre: « China ha logrado posicionarse hacia el siglo XXI como la potencia más importante de las potencias emergentes hoy por hoy, y como le gustaba decir a nuestro Comandante Hugo Chávez, una gran verdad, China está demostrando que es posible ser potencia sin pretensiones imperiales y sin pretensiones hegemónicas de dominación de regiones y del mundo, y esa es una gran virtud. »

Amérique latine la possibilité de littéralement transformer le développement tel qu'il est pratiqué selon les normes occidentales. Le président Rafael Correa explique:

Les relations entre le CELAC et la Chine doivent se baser sur le dialogue, les bénéfices mutuels, le respect, la coopération et la solidarité. Elles doivent nous permettre de poursuivre la transformation du système international qui est non seulement inégalitaire et injuste, mais aussi immoral. Il ne suffit que de mentionner l'existence de centres d'arbitrage interétatiques et transnationaux hautement partiaux, de l'instrumentalisation politique des droits humains et du système financier international issu de la conférence de Bretton Woods (Correa, 2015)⁴.

Ces engagements récents entre la Chine et l'Amérique latine ne représentent donc pas seulement un engagement économique entre deux régions, mais prétendent offrir la possibilité de fonctionner en marge des institutions de développement occidentales et de créer un système de coopération évoluant en parallèle de celui existant déjà. Or, est-ce vraiment ce que la Chine tente de concrétiser en signant de tels accords avec l'Amérique latine?

Ces nouveaux accords, soutenus par des engagements économiques importants et une ligne de pensée distincte dans le monde du développement contemporain, paveront la voie à la relation grandissante de coopération Sud-Sud entre la Chine et l'Amérique latine, grâce notamment au plan de coopération établi lors du forum Chine-CELAC.

⁴ Traduction libre : « Las relaciones entre la CELAC y China deben basarse en el diálogo, el beneficio mutuo, el respeto, la cooperación y la solidaridad y nos deben permitir avanzar en la transformación del sistema internacional que no es solo desigual e injusto sino que en muchos casos es abiertamente inmoral, basta mencionar como ejemplo, la existencia de algunos centros de arbitraje entre Estados y transnacionales descaradamente parcializados, la instrumentalización política que muchos hacen de los DDHH o el propio sistema financiero internacional surgido de Breton Woods. »

Qu'advient-il alors de la communication pour le développement dans cette nouvelle forme de coopération Sud-Sud entre ces deux acteurs?

1.6 Objectifs et questions de recherche

Ce mémoire vise essentiellement à étudier plus en profondeur la question principale suivante : dans quelle mesure la Chine utilise-t-elle son aide publique au développement comme instrument de diplomatie au sein des nouveaux accords Chine-CELAC?

Puisque les accords n'ont été signés que très récemment, il est difficile de se pencher sur les conséquences directes de ceux-ci et de cerner la manière dont l'entente forge le déroulement des échanges entre la Chine et l'Amérique latine au chapitre communicationnel. C'est pourquoi cette recherche qualitative se bâtit autour d'une analyse de discours. Trois documents officiels du forum Chine-CELAC – la Déclaration de Beijing, le plan de coopération 2015-2019 et, dans une moindre mesure, les arrangements institutionnels (voir Annexe C) – de même que les discours chinois et brésilien (voir Annexe E pour le discours brésilien) prononcés lors du premier forum qui a eu lieu à Beijing en janvier 2015 feront l'objet de cette analyse.

La pertinence communicationnelle de cette recherche repose sur l'importance de questionner la portée communicationnelle de l'aide publique au développement, de cibler notamment sa capacité à se transformer en un levier politique important, voire, dans ce cas-ci, un véritable outil diplomatique.

Il s'agit en fait de comprendre comment, dans un contexte de coopération et de communication pour le développement, les discours et les documents officiels d'une alliance peuvent se muter en outils de communication indispensables à l'atteinte d'objectifs certains.

Les objectifs principaux visés par cette recherche se définissent ainsi :

- 1- Percevoir la vision que véhiculent les accords Chine-CELAC en matière de coopération Sud-Sud;
- 2- Comprendre quels rôles et quels pouvoirs sont conférés aux pays mis en relation par les accords Chine-CELAC;
- 3- Cibler le type de communication pour le développement que laissent présager les accords Chine-CELAC.

Pour appuyer mon analyse et atteindre les objectifs que se fixe la présente recherche, j'entends explorer les trois questions sectorielles suivantes :

- 1- Quel est le positionnement des discours officiels des accords Chine-CELAC en matière de coopération Sud-Sud?
- 2- Quels rôles et quels pouvoirs l'alliance Chine-CELAC confère-t-elle aux pays participant activement aux accords?
- 3- Quel type de communication pour le développement les accords Chine-CELAC laissent-ils entrevoir?

Afin de répondre à ces questions, nous décodons comment les intérêts chinois sont représentés et assurés au travers des engagements Chine-CELAC et décryptons, de manière exploratoire en conclusion, à quelles fins la Chine utilise son aide publique au développement comme instrument de diplomatie.

1.7 Positionnement personnel et hypothèses

Après maintes années d'études sur l'Amérique latine et son développement, il m'est difficile de me distancier des courants de pensées latino-américains proprement dits et de la vision du développement propre à cette région. Mon positionnement personnel ainsi que mes hypothèses de recherche découlent de ce fait.

C'est autour du concept du pouvoir, étudié sous l'angle de pensée de Michel Foucault et selon la perspective critique latino-américaine en matière de développement, que s'inscrit l'analyse de discours que je vous propose.

Quant à mes hypothèses de recherche, c'est en lien avec chacune des questions sectorielles que je les formule. Personnellement, je ne crois pas que la Chine propose à la région latino-américaine un nouveau modèle de coopération Sud-Sud. Je pense par ailleurs que les états latino-américains sont confinés à un rôle économique et politique moindre dans la relation sino-latino-américaine, alors que les intérêts chinois, principalement économiques, semblent être favorisés dans ces accords. Quant à la communication pour le développement, le modèle actuellement mis en place semble être de type *top-down*, donnant ainsi à la Chine une importance prépondérante au sein de ces accords. Ce dernier aspect est d'importance, car, ne permettant pas une communication horizontale entre les niveaux politiques décisionnels, les sociétés civiles et les différents acteurs sociaux locaux, il peut engendrer des répercussions négatives sur la manière dont la communication pour le développement est mise en place dans la région latino-américaine.

L'hypothèse principale que je pose est donc la suivante : le discours général des accords Chine-CELAC portant sur la coopération Sud-Sud et les bénéfices mutuels

qui en résulteraient semble être une tentative de légitimer les actions chinoises en terres latino-américaines, actions menées nommément dans le but de renforcer le *soft power* chinois dans la région. L'aide publique officielle au développement chinoise représenterait un outil de diplomatie publique visant d'une part à redorer la réputation et à asseoir la crédibilité de la Chine en Amérique latine et cherchant d'autre part à favoriser les activités économiques chinoises en terres latino-américaines.

Il est à noter ici que dans ce mémoire, l'Amérique latine est perçue comme un tout. Bien que la région comporte différents courants, différentes économies et particularités socio-culturelles, certaines tendances politiques et historiques de développement s'entrecoupent à travers tous les pays. Pour cette raison, l'analyse de ce mémoire se concentre donc sur un courant communicationnel partagé par la région entière et sur des accords de développement signé entre la Chine et l'Amérique latine.

L'établissement du cadre théorique de notre recherche fait l'objet du prochain chapitre. Ce cadre théorique, rappelons-le, s'articule autour du concept du pouvoir et prend en compte deux pensées distinctes sur la communication et le développement, auxquelles s'ajoute une brève incursion dans le monde de la communication en contexte diplomatique.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE : POUVOIR ET COMMUNICATION

Afin d'étudier la relation grandissante entre la Chine et l'Amérique latine, en matière plus particulièrement de coopération Sud-Sud, il nous sera utile de recourir à différentes conceptions théoriques de la communication et du développement pour analyser les documents officiels choisis et les discours chinois et brésilien portant sur le sujet. Pour débiter cependant, voyons de plus près le concept central présidant à l'analyse du discours : le pouvoir.

2.1 Le pouvoir

La définition du pouvoir utilisée dans le cadre de ce mémoire découle de la pensée de Michel Foucault, auteur qui sera aussi le point de référence principal en ce qui a trait à la méthodologie choisie, l'analyse du discours. Nous avons retenu ce concept précis, car il entretient une relation étroite avec la production et la diffusion au sens large du discours, et la production du savoir. À ce sujet, Foucault écrit :

There are manifold relations of power which permeate, characterise and constitute the social body, and these relations of power cannot themselves be established, consolidated nor implemented without the production, accumulation, circulation and functioning of a discourse (Foucault, 1980, p.93).

Alors que certaines visions ne conçoivent le pouvoir que sur les plans économique et politique, ce mémoire optera pour une définition plus ouverte du pouvoir, fortement influencée par Foucault : une forme de domination exercée par certains acteurs sur d'autres acteurs. L'identification des relations de pouvoir en jeu sera effectuée grâce à l'analyse des formes de dominations à l'œuvre, en se concentrant non sur les acteurs, mais plutôt sur les mécanismes permettant l'exercice du pouvoir (Foucault, 1980, 102). Dans le cadre de ce mémoire, axé sur la communication et le développement, le pouvoir représente les mécanismes qui permettent à certains acteurs d'imposer leur vision de ce qui devrait être et de dicter leur manière de faire à d'autres acteurs. À l'évidence, cette définition s'associe étroitement au concept de *soft power* abordé au chapitre précédent.

Par ailleurs, ce mémoire s'intéresse tout autant à l'idée du pouvoir et à la manière dont celui-ci confère des rôles précis aux acteurs impliqués, imposant ainsi un départage entre les actions pouvant être entreprises par les uns et ne pouvant pas l'être les autres.

En 1983, Michel Foucault publiait l'article « The Subject and Power », dans un recueil de textes intitulé *Michel Foucault : Beyond Structuralism and Hermeneutics*. En remettant en perspective tous ses écrits passés, Foucault propose l'idée que ces écrits n'avaient pas pour but d'analyser le phénomène du pouvoir et ses fondations, mais que ceux-ci avaient plutôt comme objectif de comprendre comment les humains devenaient des sujets (*subjects*), comment les hommes et les femmes étaient transformés en sujets par les différentes formes existantes de pouvoir (Foucault, 1983, p.208). Selon Foucault, deux conditions président à la création, ou plutôt à la formation, d'un sujet : « subject to someone else by control and dependence; and tied to his own identity by a conscience of self-knowledge. Both meanings suggest a form of power which subjugates and makes subject to » (Foucault, 1983, p.211).

Alors que Foucault construit son constat autour des êtres humains et des institutions qui les emprisonnent d'une certaine manière à l'intérieur de rôles précis, je compte transposer cette idée de « subjectification » de l'humain aux relations internationales interétatiques. Par exemple, les états modernes sont sujets à ce phénomène au travers du discours du développement, qui oppose constamment les pays développés aux pays en voie de développement. Les pays du Sud sont dès lors considérés dans une classe différente de celle des pays du Nord, une classe qui forgera leur identité respective et définira le genre d'actions qu'il leur est possible d'entreprendre ou non. Dans le cadre de ce mémoire, il est intéressant de noter que les pays participants aux accords utilisent la définition commune de pays en voie de développement, notamment la Chine, pour légitimer leurs actions. Il sera d'autant plus intéressant de tenter de définir les rôles de ces pays du Sud à l'intérieur d'une alliance Sud-Sud à l'intérieur de laquelle tous semblent se mettre au départ sur un pied d'égalité.

Foucault propose d'analyser les relations de pouvoir selon cinq grands axes (Foucault, 1983, p.223). Le premier axe est celui du système de différenciation, qu'il qualifie de système permettant à un acteur d'agir sur les actions des autres. Cet acteur jouit de fait d'une capacité d'influer sur le cours des choses puisque ses actions sont légitimées selon des différenciations déterminées par la loi, les traditions, les privilèges, les pouvoirs économiques, le savoir, les compétences, etc. Le deuxième axe est celui des types d'objectifs, soit les buts poursuivis par les acteurs qui peuvent se permettre d'agir sur les actions des autres. Pour ces acteurs en position de pouvoir, il s'agit ici de maintenir des privilèges, d'accumuler des profits, ou encore de solidifier une forme d'autorité. En troisième lieu se retrouvent les mécanismes permettant à ces acteurs dominants de concrétiser les relations de pouvoir. Il est question ici de méthodes recourant à la menace, à la persuasion, à la surveillance, etc. En quatrième lieu, Foucault mentionne les formes d'institutionnalisation, qui peuvent être comprises comme étant des structures légales et hiérarchiques permettant

l'application des mécanismes mentionnés au point trois. Finalement, le cinquième axe est celui des degrés de rationalisation, qui mesure l'efficacité des méthodes utilisées et le degré de certitude d'atteinte des résultats escomptés.

Ce sont sur ces cinq axes, et plus précisément sur les trois premiers – les systèmes de différenciation, les types d'objectifs et les mécanismes permettant l'exercice du pouvoir –, que repose la grille d'analyse de ce mémoire.

Pour leur part, les questions sectorielles, soit le type de coopération Sud-Sud promu par les accords, les rôles des différents partenaires dans l'élaboration et la réalisation des engagements Chine-CELAC ainsi que le genre de communication pour le développement privilégié par les acteurs en jeu, seront toutes analysées selon le cadre conceptuel du pouvoir. S'il est nécessaire d'explorer deux pensées distinctes de la communication pour le développement, choisies quant à leur pertinence par rapport à l'analyse de la relation actuelle de coopération entre la Chine et l'Amérique latine, le thème de la communication dans un contexte diplomatique apporte un éclairage essentiel à une meilleure compréhension des documents et discours analysés dans ce mémoire.

2.2 La communication et la diplomatie

Pour explorer sommairement l'idée d'une communication dans un contexte de diplomatie publique, il faut se tourner vers les écrits concernant plus particulièrement les relations internationales. Pour ce faire, les écrits de Hamid Mowlana, ancien président de la International Association for Media and Communication Research (IAMCR) sont d'un précieux secours. Tout d'abord, dans son livre *Global Information and World Communication*, Mowlana affirme que les échanges

d'information diplomatiques ont été une des formes les plus traditionnelles de communication internationale, retraçant l'émergence des états-nations modernes et du système politique mondiale actuel (1997, p.8). En ce qui touche la nature de ces échanges d'information, Mowlana écrit :

But with the advent of modern communication technology and the emergence of nongovernmental actors, a new style of diplomacy arose, one more oriented towards the masses and the public. Researches have recognized this flow of information as 'political persuasive communication, propaganda' and more recently, as 'public diplomacy' (1997, p.8).

Cette idée selon laquelle les informations partagées entre des états en relation seraient dirigées vers les masses et le public en général dans un but de persuasion, ou encore de séduction, s'aligne parfaitement avec l'objectif chinois visant à renforcer son *soft power* au sein de ses pays partenaires.

Étudier ce type de communication internationale consiste en fait à comprendre quels messages sont véhiculés par-delà les frontières, par quels acteurs, et dans quel but. Mowlana soutient non moins que les échanges d'informations ne s'articulent pas seulement autour de facteurs politiques et économiques, mais prennent ancrage aussi dans la culture et les pratiques communicationnelles privilégiées. Afin d'explorer ces aspects de la communication internationale, l'auteur cite plusieurs angles d'analyse, dont la perspective de la communication et du développement. Selon cette perspective, il s'agit d'étudier les échanges d'information en examinant les systèmes de communication interne et externe des pays concernés ainsi que le contexte socio-politique, économique et culturel entourant les projets de développement (Mowlana, 1997, p.29). Il s'agit aussi de se pencher sur l'équilibre, ou le déséquilibre, des flots communicationnels entre les différents acteurs, en portant une attention particulière à certains facteurs clés, dont les facteurs idéologiques et commerciaux (*ibid*). Les

facteurs idéologiques et commerciaux représentent deux champs d'intérêt extrêmement importants pour la Chine et ses alliances régionales avec des pays du Sud.

Ces premières pistes théoriques sur la communication internationale dans un contexte de diplomatie permettront donc de mieux saisir les théories de communication pour le développement choisies pour ce mémoire. Les écrits de Mowlana, qui établissent un pont entre la communication internationale, la diplomatie et le développement, représentent un pilier pour nos prochaines étapes d'analyse en ce qui concerne les facteurs clés qu'il nous faut garder en tête et la mise en commun des trois thèmes principaux mentionnés ci-haut.

2.3 La communication pour le développement : deux pensées

La naissance officielle du développement international comme nous le connaissons aujourd'hui est généralement attribuée à la rencontre de Bretton Woods, au New Hampshire en 1944, qui réunissait les dirigeants des pays alliés alors que la fin de la guerre semblait pointer à l'horizon. Désireux de remettre de l'ordre dans le système économique international et d'élaborer des plans de relance économique pour la zone européenne dévastée par les conflits, les pays alliés ont mis sur pieds deux institutions maintenant devenues incontournables : le FMI et la Banque Mondiale (BM), originalement appelée la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Rapley, 2007, p.13). Depuis la création de ces institutions, diverses théories ont guidé les actions posées en développement et la manière de concevoir l'aspect communicationnel qui s'y rattache. Ce mémoire se penche deux théories bien distinctes : la diffusion des innovations et la pensée critique latino-américaine.

2.3.1 La communication au service de la diffusion des innovations

Issue du paradigme de la modernisation, c'est vers la fin des années 1940 qu'émerge la première conception de la communication en lien avec le développement. Cette théorie visait en fait à identifier les facteurs de réussite des pays développés pour ensuite tenter de les appliquer aux pays jugés sous-développés. Selon ce paradigme, les facteurs qui expliquent le sous-développement des pays du Sud sont tous des facteurs internes, rejetant ainsi le blâme du sous-développement sur la culture locale et la structure sociale de ces régions (Servaes, 1999, p.270). Walt Rostow, un économiste américain, est l'un des auteurs les plus souvent associés à cette théorie. Dans son ouvrage *The Stages of Economic Growth : A Non-Communist Manifesto*, il énonce les cinq stages de développement que devait franchir un pays afin d'aspirer au statut d'état moderne, un passage perçu comme celui d'une société traditionnelle vers une société moderne (Rostow, 1960). Ces cinq étapes préétablies visant la modernisation d'un pays reflètent la vision tout de même unidirectionnelle et extrêmement occidentale de la théorie de la modernisation. Mais ce ne sont pas les seuls éléments de cette théorie qui soient unilinéaires : la théorie communicationnelle accompagnant cette aspiration à une modernité uniformisée présente elle aussi une vision linéaire de la communication, limitée à la diffusion de l'information d'un émetteur vers un récepteur.

Trois auteurs clés ont principalement contribué, chacun dans leur domaine respectif, à établir une vision communicationnelle du développement sous le paradigme de la modernisation. Tout d'abord, Daniel Lerner a offert une perspective psychosociale du développement en se basant notamment sur la notion de l'empathie, qu'il définissait comme « the capacity to see oneself in the other fellow's situation, ... which is an indispensable skill for people moving out of traditional settings » (Lerner, 1958, p.50). Par la suite, Wilbur Schramm, reconnu quant à lui pour avoir étudié la relation

entre les médias de masse et la modernisation des pratiques et des institutions, propose que la modernité des réseaux de communication influencent le passage de la tradition vers la modernité au sein des instances institutionnelles d'une société donnée (Servaes, 1999, p.25). Le troisième auteur clé, Everett Rogers, s'est vu attribuer le mérite d'avoir appliqué l'idée des théories diffusionnistes au contexte du développement. Représentant une des premières conceptions de la communication associée à l'histoire officielle du développement international – conception qui établissait un modèle général de la communication –, cet auteur sera au cœur du cadre théorique présenté dans ce mémoire.

Everett Rogers, un statisticien et un sociologue américain, publie en 1962 *The Diffusion of Innovation*, un ouvrage qui sera revisité par l'auteur dans les décennies suivantes afin de répondre aux critiques émises à son égard. Essentiellement, Rogers a adapté au contexte du développement le concept de la communication comme étant un message provenant d'un émetteur vers un receveur. Grandement influencé par la célèbre formule de Laswell – “*Who says What through Which channel to Whom with What effect?*” – et par le “*two-step flow of communication*” de Lazarsfeld, Rogers a associé le processus de la modernisation à celui d'un changement de comportements de la part d'individus qui délaissent des pratiques dites traditionnelles pour adopter de nouveaux comportements plus complexes et modernes, et ce, grâce à la diffusion d'informations du haut vers le bas (Lasswell, 1948; Lazarsfeld, 1944; Servaes, 1999, p.24). Rogers a voulu créer en quelque sorte un modèle expliquant comment des nouvelles idées et des innovations réussissaient à être acceptées et implantées au sein d'une communauté donnée.

Le pilier de l'argumentaire de Rogers se situe dans la définition même de la diffusion, qu'il énonce ainsi : “*diffusion is the process by which an innovation is communicated through certain channels over time among the members of a social system*” (Rogers,

1983, p.5). La caractéristique première de la diffusion est que le contenu du message, soit l'innovation, représente un concept nouveau, inconnu de ceux et celles qui reçoivent le message, ou encore une nouvelle idée. Ce genre de communication a pour but ultime de changer les comportements de façon qu'un individu passe de l'étape où il connaît l'existence de l'innovation à l'étape où il l'adopte de manière permanente. Rogers présente les cinq étapes de ce processus (Rogers, 1983, p.20) :

- 1- Knowledge occurs when an individual is exposed to the innovation's existence and gain some understanding of how it functions.
- 2- Persuasion occurs when an individual (or other decision-making unit) forms a favorable or unfavorable attitude toward the innovation.
- 3- Decision occurs when an individual engages in activities that lead to a choice to adopt or reject the innovation.
- 4- Implementation occurs when an individual puts an innovation into use.
- 5- Confirmation occurs when an individual seeks reinforcement of an innovation decision that has already been made, but he or she may reverse this previous decision if exposed to conflicting messages about the innovation.

Pour franchir ces cinq étapes, l'information doit passer par divers canaux de diffusion. Il est intéressant de noter que Rogers entrevoit la communication comme un processus selon lequel des participants créent et partagent de l'information entre eux afin d'en arriver à une compréhension mutuelle (Rogers, 1983, p.17). Dans les premières éditions de son ouvrage, les canaux de diffusion définis par Rogers se limitaient principalement aux médias de masse et à quelques leaders d'opinion qui, eux, œuvrent plutôt au niveau interpersonnel, permettant ainsi un partage d'information. Dans les éditions subséquentes, Rogers a accordé plus de place aux acteurs locaux et au rôle que ceux-ci pouvaient jouer dans la diffusion des innovations.

Malgré tout, peu importe le moyen employé pour diffuser l'information, la conception de la communication associée à cette théorie demeure pour le moins

unidirectionnelle. Les décisions quant à savoir quelle technologie, quelle innovation ou encore quelle stratégie de développement adopter demeurent entre les mains des décideurs politiques, confirmant ainsi une imposition de ce qui devrait être adopté du haut vers le bas.

Dans cette théorie, le concept du pouvoir entre en jeu dans la mesure où des relations de domination peuvent expliquer pourquoi certains acteurs tentent d'implanter certaines idées plutôt que d'autres sur d'autres acteurs. Dans le cadre du développement, la légitimité d'un pays donateur, ou d'une organisation mondiale, qui travaillerait à l'adoption d'une nouvelle stratégie de développement nous interpelle. Quels intérêts motivent ces acteurs à appuyer tel ou tel projet à l'étranger? Quels mécanismes font en sorte que ces acteurs sont en mesure d'influencer et de persuader d'autres acteurs d'agir d'une certaine manière ou de faire certains choix plutôt que d'autres?

Cette théorie est encore aujourd'hui pertinente puisque plusieurs auteurs continuent de se pencher sur les différents concepts entourant la diffusion des innovations et les facteurs de réussite de celle-ci, notamment dans le domaine des nouvelles technologies. Barbara Wejnert, dans son article intitulé *Integrating Models of Diffusion of Innovations : A Conceptual Framework* (2002), tente d'éclairer les concepts permettant la diffusion des innovations et les variables qui entrent en jeu lors de la mise en œuvre de cette stratégie. Elle distingue trois catégories principales de concepts – les caractéristiques des innovations, les caractéristiques des innovateurs et l'environnement au sens large – et établit des liens directs entre ces trois concepts centraux et les variables qui les constituent. Wejnert entrevoit la diffusion des innovations comme un processus d'interaction hautement dynamique entre les acteurs et leur environnement, où les variables interagissent entre elles de manière spécifique à chaque situation, à chaque nouvelle tentative de diffusion d'innovation.

Malgré ces avancées théoriques, qui ont su tenir compte des commentaires formulés à leur égard, la diffusion des innovations a été vivement critiquée par les penseurs latino-américains. Ces prises de position ont grandement contribué à l'édification d'une théorie communicationnelle critique latino-américaine. De fait, comme suite à la parution de la première édition de l'ouvrage de Rogers, Juan Diaz Bordenave, un intellectuel paraguayen, a mis à mal la théorie diffusionniste (Bordenave, 1976). Alors que cette théorie se soucie principalement de la manière dont les innovations sont diffusées et du rôle des leaders d'opinion au chapitre de la diffusion, Bordenave a soulevé plusieurs questions qui devaient, selon lui, se retrouver au centre des discussions sur la communication et le développement de l'époque. Le chercheur latino-américain propose plusieurs axes d'analyse : déterminer à qui bénéficie l'adoption de ces nouvelles technologies, évaluer si celles-ci peuvent véritablement profiter au développement socio-économique de la société entière, établir qui contrôle les canaux de communication par lesquels les innovations sont diffusées et cerner les conséquences de l'adoption de telles innovations sur le plan de la migration interne et de la redistribution des ressources (*ibid*).

Ces critiques de Bordenave font en fait partie de l'argumentaire de la théorie de la dépendance, une théorie née en Amérique latine en réponse à la théorie de la modernisation et qui vise à redonner une voix aux populations locales visées par des projets de développement nationaux et internationaux. Dans le cadre du présent mémoire, cette perspective latino-américaine représente notre deuxième point d'ancrage théorique.

2.3.3 La pensée critique latino-américaine

Le fondement d'une pensée latino-américaine critique en ce qui touche la communication et le développement a cheminé en parallèle du paradigme de la dépendance, qui critiquait vivement la poursuite de la théorie visant à tout prix la modernité au détriment du traditionnel. Cette théorie a tout d'abord émergé lorsque Paul Baran a publié, en 1957, *The Political Economy of Growth*, où il argumentait que les pays développés, conceptualisés comme le centre, et la structure économique mondiale gardaient les pays du Sud, identifiés comme formant la périphérie, dans un état économique constamment inférieur (Baran, 1957).

Raul Prebisch, un économiste argentin, a ensuite contribué à renforcer les arguments économiques de la théorie de la dépendance par ses écrits sur la détérioration des termes d'échange. En effet, Prebisch soutient que les économies basées sur l'exportation de ressources naturelles, comme c'est souvent le cas pour les pays du Sud, ne peuvent se développer pleinement puisque les pays du Nord conservent le monopole sur la transformation de ces ressources en produits finis, revendus partout dans le monde à un prix nettement supérieur à celui des ressources premières (Rapley, 2007, p.27). Les pays du Sud se retrouvent donc en position d'infériorité économique en ce qui concerne la balance des importations et des exportations, ce qui rend hautement difficile l'accumulation de capital pour investir dans l'économie nationale. Alors que la théorie de la modernisation accusait les facteurs internes et endogènes d'empêcher le développement des pays du Sud, la théorie de la dépendance, quant à elle, rejette le blâme du sous-développement sur des facteurs externes et met en cause les relations de dépendance économique au niveau international.

La solution proposée par la théorie de la dépendance prévoyait que les pays du Sud se dotent de politiques nationales de développement qui soient endogènes et indépendantes des pays du Nord, en tentant de diminuer leurs liens économiques avec le système économique international.

Dans le cadre de ce mémoire, Luis Ramiro Beltrán, un journaliste et un théoricien de la communication d'origine bolivienne qui a écrit son mémoire sous la supervision de Everett Rogers, est l'auteur clé de la perspective latino-américaine mettant en lien la communication et le développement, et plus précisément la communication et la théorie de la dépendance. Cet auteur, qui aura été fortement influencé par les écrits de Paulo Freire, est considéré comme un des pères fondateurs de l'*École latino-américaine de communication*⁵ et aura été l'un des rares théoriciens latino-américains à influencer la recherche en communication en Amérique du Nord (Barranquero, 2014, p.17).

2.3.4 La communication au service de la démocratie

Dans son ouvrage *Pedagogy of the Oppressed*, paru en 1970, Paulo Freire, penseur brésilien, met en lumière la relation entre les oppresseurs et des opprimés dans le domaine de l'éducation populaire au Brésil, appelant à la libération des masses. Freire écrit:

The pedagogy of the oppressed, animated by authentic, humanist (not humanitarian) generosity, presents itself as a pedagogy of humankind. Pedagogy which begins with the egoistic interests of the oppressors (an

⁵ Ancrée dans les contextes international, régional et local, l'École latino-américaine de communication (Escuela Latinoamericana de Comunicación) est conçue comme représentant la vision régionale de la communication, influencée par les pensées nord-américaines et européennes, ayant comme caractéristiques principales le pluralisme, l'importance de la variable sociopolitique, un métissage théorique et des méthodologies dites hybrides (Gonçalves, p.25).

egoism cloaked in the false generosity of paternalism) and makes of the oppressed the objects of its humanitarianism, itself maintains and embodies oppression. It is an instrument of dehumanization” (Freire, 2000, p. 54).

Il n'est donc pas étonnant à la lumière de ces propos que des liens aient alors surgi suite à la publication de ce livre entre les idées de Freire, à la base dans le domaine de l'éducation, et les méthodes communicationnelles alors utilisées dans le cadre de projets de développement dans les pays du Sud. Faisant allusion à l'éducation traditionnelle comme un instrument de domination, Freire a influencé les penseurs de son époque en les invitant à repenser les schémas communicationnels alors établis et en critiquant les relations de pouvoir à l'œuvre derrière la réalité sociale et économique de la région. Selon Barranquero, le penseur brésilien a soulevé l'idée selon laquelle l'éducation, tout comme la communication, ne peut pas être neutre, mais que celle-ci est entièrement politique et perpétue la structure du système, la plupart du temps oppressif (Barranquero, 2006, p.247). Pour transformer la communication en véritable « instrument central pour l'articulation d'initiatives ayant une portée démocratique et transformative », tel qu'insinué par Freire et son appel à la libération des masses, Barranquero critique la méthode diffusionniste en proposant un modèle plus participatif, horizontal et endogène (Barranquero, 2011, p.3, *traduction libre*; Barranquero, 2006, p.246). Cette critique représente essentiellement l'ensemble des écrits de Luis Ramiro Beltrán, une icône incontournable de la pensée latino-américaine en matière de communication et de développement.

Tout d'abord influencé par la théorie de la modernisation, Beltrán rompt avec ce paradigme au commencement des années 1970 durant l'écriture de sa thèse de doctorat alors qu'il se dirige vers une théorie de la communication plus participative, réfutant le type de communication pour le développement tel que pratiqué à cette époque, se liant ainsi avec la théorie de la dépendance (Barranquero, 2014, p.24).

Les définitions et les modèles traditionnels sont unilinéaires et proposent, de façon erronée, la notion mécanique de la communication en tant que transmission d'informations depuis des sources actives à des récepteurs passifs. En réalité, il n'y a pas de transmission; il n'y a que des signifiés préexistants dans les gens qui, en décodant les symboles, participent de manière active. (Beltrán, 2011, p.124).

Dans un de ses premiers articles portant sur la communication et le développement en Amérique latine, *Notes pour un diagnostic de l'incommunication sociale en Amérique Latine : la persuasion en faveur du statu quo* (1971), Beltrán critique la communication diffusionniste telle qu'implantée dans la région alors qu'il définit le développement comme un « processus de changement sociopolitique profond, qui va générer des mutations dans l'économie, l'écologie et la culture, orientées de façon à favoriser le progrès moral et matériel de la majorité de la population » (Beltrán, 2011, p. 51). Concevant la communication comme étant essentiellement un produit de la structure du pouvoir de la société et de sa réalité sociale, la communication verticale ne représente en rien un moyen efficace pour réellement mener à bien un développement juste et égalitaire (Beltrán, 2011, p.83).

Comme auteur critique, Beltrán ne limite pas ses interventions à des commentaires négatifs ; il propose en effet des solutions de rechange et des palliatifs aux problèmes qu'il soulève. Les problématiques abordées par cet auteur, qui s'autoproclamait « artiste de la communication », étaient nombreuses, mais elles se regroupent toutes sous une même réalité : celle des inégalités, qu'elles soient économiques, politiques, ou même culturelles. Beltrán attribuait à la communication un rôle bien précis dans le développement, développement qui touchait non seulement les plans économique et social, mais qui visait aussi la mise en place d'un système démocratique participatif. Cette vision globale du rôle de la communication découle des concepts principaux qui guident la pensée du critique bolivien.

Partant d'une nécessité éthique de combattre les inégalités, les écrits de Beltrán se centrent sur deux concepts clés : l'idéologie et la structure. Sa définition de l'idéologie se rapproche de la pensée marxiste alors qu'il y voit une distorsion de la réalité, un « système d'idées qui légitiment la domination ou qui déforment la science aux profits d'intérêts prédéterminés » (Barranquerro, 2014, p.26). C'est à l'aide de ce concept qu'il tente d'établir les éléments idéologiques se trouvant derrière la formation du savoir scientifique, le discours des médias et la mise en œuvre des projets de développement. Le deuxième concept, la structure, est en lien direct avec sa conception de la réalité, qu'il perçoit comme un système social réunissant des aspects politiques, économiques et culturels, au sein duquel il entrevoit les phénomènes sociaux comme étant des dérivés des relations de dominance entre les centres et les périphéries (Barranquerro, 2014, p.26).

Au niveau international, Beltrán croit qu'un déséquilibre des forces permet une domination communicationnelle, supportée par un ascendant économique, politique et culturel des pays développés. Selon les concepts clés de Beltrán, la structure internationale reflète les systèmes de domination politique, économique et culturelle de certains pays plus influents, leur permettant par le fait même d'imposer certaines idéologies favorisant l'atteinte des divers objectifs de ces mêmes pays dominants. La communication selon Beltrán possède donc le rôle de dissocier l'Amérique latine des courants mondiaux de subordination en menant à bien les transformations structurelles nécessaires pour s'émanciper de ce système de domination (Barranquero, 2014, p. 31).

Beltrán, nous l'avons déjà dit, ne se livrait pas qu'à la critique, il apportait des solutions. Pour répondre aux problématiques soulevées ci-haut, le penseur bolivien a élaboré plusieurs lignes de politiques nationales de communication visant la

démocratisation de la communication et cherchant à favoriser l'émergence d'une participation citoyenne active dans les pays latino-américains. Beltrán définit les politiques nationales de communication comme étant :

des ensembles de mesures intégrées, explicites et durables sous forme de politiques partielles de communication harmonisées dans un corpus cohérent de principes et de normes visant à guider la conduite des institutions spécialisées dans la gestion générale des communications d'un pays donné »⁶ (Beltrán, 1974, p.4).

Son apport ne se limite pas aux politiques nationales de communication. Beltrán s'est aussi attaqué au concept de la communication horizontale, notamment avec son essai *Adieu à Aristote : la communication « horizontale »* paru en 1978 au World Media Conference à New York. L'auteur bolivien propose alors une nouvelle définition de la communication :

La communication est le processus d'interaction sociale démocratique qui se base sur l'échange de symboles à travers lesquels les êtres humains partagent de façon volontaire leurs expériences, sous des conditions d'accès libre et égalitaire, de dialogue et participation. [...] Les êtres humains se communiquent entre eux cherchant de multiples finalités. La principale n'est pas d'exercer une influence sur la conduite des autres (Beltrán, 2011, p.139).

Il faut relever ici la mention de l'influence, ou plus précisément du pouvoir de persuasion que possède la communication. Beltrán, soucieux des relations de pouvoir et de domination, stipule clairement que la communication ne devrait pas avoir comme but premier celle d'influencer autrui, un aspect intéressant à souligner. Sur

⁶ Traduction libre de la définition suivante : « una política nacional de comunicación es un conjunto integrado, explícito y duradero de políticas parciales de comunicación armonizadas en un cuerpo coherente de principios y normas dirigidos a guiar la conducta de las instituciones especializadas en el manejo del proceso general de comunicación de un país »

l'importance de la pensée de l'auteur bolivien quant à la pratique communicationnelle en matière de développement en Amérique latine, José Luis Exeni écrit :

Il est impossible de penser les politiques de communication, ou de les repenser, en marge de l'influence de la pensée et des actions de Luis Ramiro Beltrán. Quand un de nos pays planifie des actions de communication pour le développement, la présence du communicologue bolivien est comme un fantôme gênant qui nous rappelle sans cesse l'utopie de démocratiser la communication (Exeni, 1998, p.41).

Comme le note ainsi José Luis Exeni, Beltrán ne cesse de viser la démocratisation au travers de l'exercice communicationnel. Ce but ultime vient confirmer une aspiration marquée du penseur bolivien : réduire l'intensité et la présence des relations de domination présentes dans la société latino-américaine. En argumentant en faveur d'une démocratie riche en participation citoyenne, Beltrán reconnaît par le fait même les pouvoirs inégaux existants entre les différents acteurs entrant en jeu dans le développement d'une communauté, ou même d'un pays en entier.

En désirant rendre la parole et le pouvoir aux sociétés latino-américaines concernant leur propre développement, les travaux de Beltrán s'imposent donc comme étant la voix principale de la pensée critique latino-américaine. C'est à ce titre qu'elle formera mon cadre théorique critique pour l'analyse de ce mémoire.

Les deux théories présentées dans ce chapitre – la diffusion des innovations et la pensée critique latino-américaine – permettront de mieux comprendre l'essence de la communication pour le développement sous-jacente aux accords Chine-CELAC. Ce cadre théorique, qui fait appel à deux théories communicationnelles et au concept du pouvoir, constituera une solide base de référence lorsque viendra le temps de répondre aux questions sectorielles posées dans ce mémoire.

Avant de passer à la méthodologie privilégiée, il nous faut souligner que la théorie la plus récente, et la plus en vogue, en matière de communication et de développement, soit la communication participative, n'a pas été explorée dans le cadre de cette recherche. Un simple fait a présidé à ce choix. En effet, il ne semble pas que les accords Chine-CELAC laisseront beaucoup de place à la communication participative. Cependant, afin de mieux encadrer l'analyse des documents issus des relations diplomatiques entre les deux régions, nous explorerons la communication sous l'angle de la diplomatie.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE : L'ANALYSE DE DISCOURS

Puisqu'il s'agit ici d'étudier des écrits dans le but d'analyser un phénomène social difficilement quantifiable (Anadón, 2006, p.23), ce mémoire s'appuie sur une méthode de recherche qualitative : l'analyse de discours. La présence croissante de la Chine en Amérique latine en tant que partenaire de coopération est un phénomène relativement récent qui n'a pas encore été, jusqu'à maintenant, étudié en profondeur dans le domaine précis de la communication et du développement. Alors que les résultats et les conséquences de ces accords demeurent inconnus, l'analyse de discours est toute désignée pour tenter de comprendre vers où se dirigent les acteurs en jeu dans leur relation de coopération.

3.1 Le discours et le développement

L'analyse de discours de ce projet de mémoire s'inscrit dans un contexte précis, celui du développement. Plusieurs avancent que l'idée même du développement s'est imposée au fil des décennies par l'entremise des discours occidentaux. À l'instar de Foucault, Escobar estime, dans son livre intitulé *Encountering Development : The Making and the Unmaking of the Third World*, que le besoin de développer les pays les moins nantis est devenu une nécessité sociale et politique acceptée par toutes et tous: « the fact of development itself, and the need for it, could not be doubted.

Development had achieved the status of a certainty in the social imaginary » (Escobar, 1995, p.5). La nécessité du développement et l'emprise sur l'imaginaire social qui en résulte ont nettement forgé l'identité des pays en voie de développement, ou des pays du Sud. Escobar résume ainsi sa pensée :

I propose to speak of development as a historically singular experience, the creation of a domain of thought and action, by analyzing the characteristics and interrelations of the three axes that define it: the forms of knowledge that refer to it and through which it comes into being and is elaborated into objects, concepts, theories, and the like; the system of power that regulates its practice; and the forms of subjectivity fostered by this discourse, those through which people come to recognize themselves as developed or underdeveloped. The ensemble of forms found along these axes constitutes development as a discursive formation, giving rise to an efficient apparatus that systematically relates forms of knowledge and techniques of power (*ibid*, p.10).

Ces discours ont donc non seulement construit l'idée du développement et circonscrit le rôle des pays développés et en voie de développement dans ces échanges, ils ont aussi créé un véritable système de production de savoir qui permet l'exercice d'un certain pouvoir sur les pays du Sud (*ibid*, p.9). Selon Jian Yan Wang, la diplomatie publique, alignée dans le contexte du développement, présente un point de rencontre intéressant où les identités sont en constante construction, et où ces constructions et ces régimes de représentation influencent et gèrent les actions des acteurs en jeu (Wang, 2004, p.8).

En se positionnant comme un pays toujours en voie de développement, la Chine semble suggérer à ses partenaires de coopération que la relation mise en place est basée sur des critères d'égalité et de recherche de bénéfices mutuels. Il semblerait ainsi que la Chine profite de la représentation construite du « pays en voie de

développement » pour légitimer ses avancées dans les autres régions du Sud, dans ce cas-ci l'Amérique latine.

Cette rhétorique chinoise soulève évidemment plusieurs questions relativement au thème de la communication et du développement. Au niveau communicationnel, où se situe la balance du pouvoir en ce qui touche la coopération sino-latino-américaine? Comment les deux parties sont-elles représentées à l'intérieur de ces accords? Quelle vision la coopération Sud-Sud véhicule-t-elle?

Pour encadrer l'analyse de discours de ce mémoire en lien avec les théories de la communication pour le développement et le cadre conceptuel du pouvoir, nous ferons appel une fois de plus aux écrits de Michel Foucault, notamment ceux concernant l'analyse de discours.

3.2 L'analyse de discours selon Foucault

La méthodologie utilisée dans ce mémoire fait une large part aux théories de Foucault sur le discours et le pouvoir. Un choix naturel dans le contexte des relations internationales, notamment en coopération, car la pensée de Foucault se concentre sur les contraintes qui s'exercent sur la construction et la diffusion du discours.

Je suppose que dans toute société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité. (Foucault, 1971, p.10)

Selon Foucault, le discours est en fait un construit contrôlé, produit par les diverses contraintes externes et internes qui s'imposent tout au long de la construction et de la diffusion du discours. En effet, le discours serait en partie formé par des procédures d'exclusion, provenant de sources extérieures à la production du discours. L'interdit, qui révèle non seulement l'importance du rituel et de l'exclusivité de l'interlocuteur, mais aussi l'objet de désir se cachant derrière le discours, est la première notion d'exclusion caractérisant ce type de procédure. Foucault écrit : « le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer » (Foucault, 1971, p.12). Arrive en second lieu le partage de la folie, appuyé par la présence d'institutions permettant la diffusion et l'écoute de discours. Troisième et dernière notion d'exclusion : la volonté de vérité. L'expression de cette volonté, qui s'appuie sur un support institutionnel, est rendue possible grâce à « la manière dont le savoir est mis en œuvre dans une société, dont il est valorisé, distribué, réparti et en quelque sorte attribué » (Foucault, 1971, p.20). Essentiellement, Foucault estime que cette volonté de vérité, celle de dire ce qui est vrai, offre au travers du discours une idée de l'objet de désir du discours, une idée du pouvoir qu'il tente de concrétiser.

Le discours n'est pas seulement contraint par des forces externes, mais aussi par des procédures internes. La première est celle du commentaire, principe que Foucault nomme décalage, selon lequel un discours renaît incessamment à travers la construction de discours nouveaux reprenant les mêmes idées ou encore à travers la répétition de celui-ci (Foucault, 1971, p.25, p.27). La deuxième procédure interne est celle de l'auteur, que Foucault décrit comme : « un principe de groupement du discours, comme unité et origine de leurs significations, comme foyer de leur cohérence » (Foucault, 1971, p.28). Le commentaire et l'auteur ont tous les deux le même but : celui de limiter le hasard du discours. Le troisième principe, la discipline, contraint le discours à se développer à l'intérieur d'un même champ précis, qui

compte ses propres méthodologies et ses propositions sur ce qui est vrai et faux et qui pourrait être associé à la notion de paradigme. Alors que le commentaire et l'auteur limitent le hasard du discours, la discipline quant à elle contrôle la production du discours.

Le discours est aussi considéré par Foucault comme une construction de la réalité sociale environnante, qui façonne les discours – et ses formalités sous-jacentes – selon des éléments bien précis. Au regard du présent mémoire, sont considérés éléments d'importance les rituels de parole et la société du discours. Les rituels ont pour tâche d'assurer la qualification de ceux et de celles qui prennent la parole et partagent les discours alors que la société du discours prend en charge la construction, la diffusion et la protection des discours selon des règles établies (Foucault, 1971, p.41). Analysant aux fins de ce mémoire des discours prononcés par des dirigeants politiques d'envergure lors d'un événement hautement symbolique, orchestré par les autorités chinoises et diffusé à l'échelle mondiale, la pensée de Foucault semble offrir un cadre méthodologique approprié.

Les contraintes internes et externes explorées ici seront celles privilégiées pour l'analyse des discours choisis. Les contraintes provenant de forces externes permettront d'identifier l'objet de désir du discours tandis que les contraintes internes permettront d'observer les principes derrière la production du discours, le paradigme dans lequel celui-ci s'inscrit.

En plus de se conformer à certaines contraintes telles qu'énoncées précédemment, le discours – ou plutôt son contenu hautement contrôlé – a pour objectif d'imposer une certaine logique. En tentant de dicter une manière distincte d'entrevoir la réalité, les discours des accords pris en considération dans ce mémoire aident autant à forger la relation entre la Chine et l'Amérique latine qu'à définir les rôles que ces acteurs

peuvent jouer à l'intérieur de cette alliance. Foucault invite les personnes qui tentent d'analyser des discours à déconstruire les continuités et les logiques établies et imposées devant nos yeux et à en examiner la légitimité (Wang, mémoire, p.14). Dans l'*Archéologie du savoir*, Foucault écrit :

Ces formes préalables de continuité, toutes ces synthèses qu'on ne problématise pas et qu'on laisse valoir de plein droit, il faut donc les tenir en suspens. Non point, certes, les récuser définitivement, mais secouer la quiétude avec laquelle on les accepte ; montrer qu'elles ne vont pas de soi, qu'elles sont toujours l'effet d'une construction dont il s'agit de connaître les règles et de contrôler les justifications ; définir à quelles conditions et en vue de quelles analyses certaines sont légitimes ; indiquer celles qui, de toute façon, ne peuvent plus être admises (Foucault, 1969, p.37)

Il s'agit donc de s'interroger sur les logiques qui nous sont présentées, et de remettre en question leur légitimité. Dans le cadre de cette recherche, la logique du développement et les bien-fondés d'une alliance de coopération Sud-Sud seront examinés dans la perspective critique latino-américaine. Une des étapes de l'analyse aura donc pour but de comparer le discours chinois au discours latino-américain dans le but d'établir les continuités et les discontinuités qui forment les logiques des discours des deux régions, et ce, relativement aux documents officiels des accords.

3.3 Le discours comme outil de propagande

Dans le contexte de ce mémoire, le discours sera analysé comme étant un outil de propagande – aussi perçu comme un outil de diplomatie publique – ayant comme objectif principal la dissémination du *soft power* chinois, au travers de l'aide officielle au développement. Comme il a été mentionné précédemment, cet outil sera examiné au regard de la pensée critique latino-américaine.

Selon Jacques Ellul, les gouvernements doivent constamment devancer l'opinion publique et faire en sorte que l'opinion publique suive les décisions politiques des dirigeants au pouvoir. Celui-ci écrit :

Il faut convaincre cette masse présente, pesante, passionnée, que les décisions techniques du gouvernement sont bonnes et légitimes, que sa politique étrangère est juste. L'État démocratique, justement parce qu'il suppose l'expression de l'opinion publique et ne la bâillonne pas, doit, si l'on tient compte de la réalité et non pas du rêve idéologique, endiguer et former cette opinion publique (Ellul, 1990, p.143).

Cette considération mènera à entrevoir les discours comme un moyen de persuader, ou encore de séduire, les populations chinoise et latino-américaine quant aux bienfaits des accords Chine-CELAC et du courant de pensée qui y préside : la coopération Sud-Sud. Les éléments clés de l'analyse du discours selon Foucault – le contrôle et les contraintes externes et internes – s'articuleront autour de l'idée que les discours étudiés sont des outils dédiés à la persuasion, ou à la séduction, des populations visées par les accords. Ces lignes méthodologiques feront partie intégrante de la grille d'analyse élaborée pour structurer la phase analytique de cette recherche.

3.4 Les documents sélectionnés

Cinq documents officiels ont été retenus pour mener l'analyse de la situation sino-latino-américaine de coopération Sud-Sud en cours de développement. Le premier, la déclaration de Beijing signée en janvier 2015 lors du premier forum officiel Chine-CELAC, est un document qui résume l'ensemble des accords du sommet. Le deuxième est le plan de coopération Sud-Sud signé par la Chine et le CELAC lors du même forum à Beijing. Le troisième document pris en compte, mais dans une moindre mesure, est celui des Arrangements institutionnels, un document très

technique ayant pour but d'encadrer les mécanismes assurant le dialogue entre la Chine et l'Amérique latine.

Dans l'ordre du discours, le quatrième document choisi est le discours de Xi Jinping prononcé le 9 janvier 2015 à la suite de la signature des accords Chine-CELAC. Le dernier document étudié est le discours prononcé par le ministre brésilien des Affaires étrangères, Mauro Vieira, lors du premier forum Chine-CELAC. Le discours brésilien a été retenu pour représenter la voix latino-américaine puisque le Brésil demeure le pays le plus peuplé de la région et qu'il possède aussi l'économie la plus forte en Amérique latine. De plus, le Brésil est le partenaire économique de la Chine le plus important de la région, la Chine représentant plus de 40% des exportations et des importations brésiliennes (COHA, 2015, p.3) Pour ces raisons, le discours de ce ministre des Affaires étrangères a été retenu devant les discours des présidents présents lors du forum en Chine.

Deux raisons ont présidé au choix de ces cinq documents : ils sont les piliers de ces nouveaux accords et donnent un aperçu du type de coopération que comptent développer les acteurs en jeu. Ces discours et documents officiels s'adressent à un public multiple. En effet, ceux-ci visent non seulement les peuples latino-américains et chinois, mais ciblent aussi les acteurs de coopération internationale en général, le secteur privé ainsi que les gouvernements. Puisque ce mémoire se préoccupe des répercussions des accords Chine-CELAC en Amérique latine, l'analyse se fera dans l'optique du récepteur latino-américain, notamment ses gouvernements et ses peuples. À la suite de cette analyse, ce mémoire tentera de cerner les nouveaux enjeux pour la communication et le développement auxquels seront confrontés les accords Chine-CELAC.

3.5 La grille d'analyse élaborée

Afin d'analyser les documents choisis selon le cadre théorique et la tangente méthodologique établis, une grille d'analyse a été élaborée. Celle-ci comporte trois sections distinctes, chacune liée à une question sectorielle. La première section s'attache au contexte des accords Chine-CELAC et à la vision qui en résulte en matière de coopération Sud-Sud ; elle vise principalement les documents officiels des accords, soit la Déclaration de Beijing, le Plan de coopération et, à un degré moindre, les arrangements institutionnels. Pour sa part, la deuxième section de la grille touche essentiellement les discours chinois et brésilien. Quant à la troisième section, elle propose une analyse générale de tous les documents examinés et de toutes les réponses récoltées à ce stade de la recherche. Il est à noter que même si certaines questions ont été élaborées en fonction de certains documents, celles-ci pourront être appliquées aux autres documents, lorsque possible et pertinent.

C'est donc l'ensemble des réponses issues de cette grille, mises en commun au terme de l'exercice de recherche, qui permettra une analyse concise des enjeux communicationnels que soulève ce mémoire. Voici cette grille :

1. Objectif : Identifier la vision que véhiculent les accords Chine-CELAC pour la coopération Sud-Sud (*comprendre le contexte des accords*)
 - a) Comment le premier forum Chine-CELAC est-il présenté?
 - b) Quels sont les thèmes généraux des discours officiels?
 - c) Quels messages (ou vérités) les discours tentent-ils de véhiculer?
 - d) Quels arguments viennent en appui aux messages véhiculés?
 - e) Y aurait-il des « non-dits », ou encore des omissions, dans les discours officiels?

2. Objectif : Comprendre quels rôles et quels pouvoirs sont conférés aux pays mis en relation par les accords Chine-CELAC; (*comprendre la relation entre les acteurs impliqués*)
 - a) Comment les discours positionnent-ils les acteurs en jeu?
 - b) Les deux discours officiels, chinois et brésilien, proposent-ils exactement la même vision du rôle qu'ils sont appelés à jouer au sein des accords?
 - c) Si ces visions se recoupent, par quels moyens/arguments/logique les acteurs sont-ils différenciés?
 - d) Quelles actions deviennent alors possibles à l'intérieur des rôles attribués?
 - e) Quels bénéfices les deux acteurs principaux en tirent-ils? L'un des deux en ressort-il gagnant et, si oui, en quoi est-il avantage?

3. Objectif : Déterminer le type de communication pour le développement que laissent présager les accords Chine-CELAC (*comprendre la stratégie communicationnelle envisagée par les dirigeants en ce qui a trait aux objectifs de développement et de coopération*)
 - a) En tenant compte des questions du bloc précédent, pouvons-nous affirmer qu'une relation de pouvoir existe dans le contexte des accords?
 - b) Les deux parties engagées dans ces accords possèdent-elles le même poids au chapitre de la définition des objectifs de développement?
 - c) À quel type de communication pour le développement ce type de relation et les objectifs visés par les accords s'apparentent-ils?

C'est par la mise en commun des informations ainsi compilées que nous trouverons réponse à notre question principale : comment la Chine utilise-t-elle son aide publique au développement comme instrument de diplomatie au sein des nouveaux accords Chine-CELAC?.

CHAPITRE IV

ANALYSE ET RÉSULTATS

Ce quatrième chapitre a comme objectif de procéder à l'analyse des documents et discours choisis. Tout d'abord, les documents officiels issus du premier forum Chine-CELAC 2015 seront analysés. Ceux-ci seront suivis par l'analyse des discours officiels du président chinois Xi Jinping et du ministre brésilien des Affaires étrangères Mauro Vieira. Suite à ces analyses, les résultats de cette recherche seront abordés, suivis par les limites que présente cette analyse.

4.1 Les documents officiels du premier forum Chine-CELAC 2015

Cette première section vise à résumer l'analyse des documents officiels du premier forum Chine-CELAC 2015. Les documents choisis sont les suivants : la Déclaration de Beijing, le Plan de Coopération 2015-2019 ainsi que les arrangements institutionnels.

Voyons tout d'abord la première question sectorielle visant à cerner la vision que véhiculent les accords Chine-CELAC à l'égard de la coopération Sud-Sud et des principes guidant cette nouvelle alliance internationale. L'exploration du forum Chine-CELAC 2015 nous offre diverses pistes d'analyse : les particularités des engagements pris en vertu de ces nouveaux accords, les thèmes majeurs ressortant des

documents officiels, les messages et arguments plaidant en faveur des initiatives proposées ainsi que les omissions et les non-dits laissés en suspens.

En premier lieu, cet événement d'envergure tente de s'imposer comme une nouvelle ère en matière de coopération Sud-Sud, comme le confirme à lui seul le titre du Forum : « New Platform, New Starting Point, New Opportunity – Joints Efforts to Promote China – Latin America and the Caribbean Partnership of Comprehensive Cooperation ». Il est même soutenu clairement que la plateforme Chine-CELAC apportera de nouvelles contributions à la coopération Sud-Sud en général. Il est donc question ici de nouveauté tout autant que de changements anticipés dans le domaine de la coopération internationale. De son côté, le plan de coopération définit cette réunion comme un espace de partage amical et égalitaire entre les pays participants.

En ce qui touche les origines de cette initiative, la Déclaration de Beijing les présente comme étant une initiative latino-américaine, issue du premier sommet CELAC à Santiago au Chili, où les ministres aux Affaires étrangères des différents pays se sont vu donner la tâche de coordonner la tenue d'un forum entre l'Amérique latine et la Chine. C'est au sommet CELAC suivant, à La Havane en 2014, que les gouvernements latino-américains ont exprimé, en présence du président chinois, leur engagement à créer un forum Chine-CELAC. Le crédit de l'organisation de ce nouveau forum est entièrement donné aux pays latino-américains, sans mention aucune à l'égard du rôle de la Chine dans l'avènement de cet événement d'envergure internationale. Comme il semble peu probable que la Chine n'ait aucunement participé aux étapes précédemment mentionnées, force est de déduire que les documents officiels taisent l'apport chinois aux efforts préforum, une omission en soi notable.

Ensuite, les documents officiels du premier forum se concentrent sur quelques thèmes bien précis. Le thème principal, qui transcende la déclaration de Beijing du début à la fin, est sans aucun doute celui de la coopération. Ce concept est décrit tout au long du document comme répondant à des critères spécifiques : des bénéfices mutuels pour tous et le respect de la souveraineté des pays partenaires. Il faut aussi souligner la règle d'or de l'aide internationale chinoise : la non-conditionnalité. On met aussi l'accent sur l'aspect « *comprehensive* » de la coopération, une notion souvent rendue en français par le concept de coopération globale. Le deuxième thème d'importance est celui du dialogue. En effet, l'outil de prédilection de ces engagements semble être le dialogue, qui se retrouve au cœur de la plupart des initiatives proposées. Ce thème est encore plus présent au sein du plan de coopération, chaque domaine d'engagement comptant au minimum un objectif ayant trait à l'établissement de tables de dialogue et de forums internationaux sur des sujets précis (ex. agriculture, sciences et technologies, etc.).

En matière d'engagements, deux thématiques se détachent : politique et sécurité d'un côté; commerce, investissement et finances de l'autre. Ces deux domaines souscrivent respectivement à 7 et à 9 objectifs particulièrement précis, se démarquant ainsi des autres engagements qui semblent moins solides, notamment ceux en matière de tourisme et d'amitié entre les peuples.

Au regard des thèmes centraux de la coopération et du dialogue, les documents officiels véhiculent les messages principaux suivants :

- que tous les acteurs participant à ce forum agissent en tant qu'entités indépendantes, possédant chacune une voix égale et respectée, où tous sont libres de s'impliquer ou non dans les projets à venir.

- que les décisions du forum Chine-CELAC sont gouvernées par les principes de respect, d'égalité, de pluralité, de bénéfices mutuels, d'ouverture, de coopération, d' « inclusivité » et de non-conditionnalité.
- que le développement de la Chine et de l'Amérique latine est un mouvement qui contribue à instaurer la paix mondiale, à assurer la prospérité des nations et à faire la promotion du multilatéralisme.

Par ces messages principaux, les accords semblent traduire une orientation qui cherche à transcender le « simple » développement économique pour accueillir des enjeux d'une nature plus large, plus humanitaire. Les accords précisent :

China and Latin America and the Caribbean countries, as developing countries and emerging economies, are important forces for the attainment of world peace and prosperity as well as for the promotion of multilateralism and a multipolar world, and greater democracy in international relations (La Déclaration de Beijing, 2015, p.2).

Ces énoncés font l'éloge d'un développement commun et partagé sous l'étendard de la coopération Sud-Sud. Au nombre des divers arguments portés à l'appui de ces énoncés, deux méritent d'être mentionnés et pris en compte dans cette analyse. Premièrement, les accords soutiennent qu'il est possible d'assurer un développement offrant des bénéfices mutuels à tous les acteurs impliqués puisque les deux régions concernées partagent des objectifs de développement similaires ainsi que des intérêts semblables. Les accords légitiment aussi leurs initiatives sur le plan légal. En effet, il est clairement spécifié que les actions découlant du forum Chine-CELAC respecteront les normes et les principes légaux internationaux, notamment le respect de la souveraineté et de la territorialité des pays partenaires.

Jusqu'ici, seul le contenu écrit des documents a été pris en compte. Il est maintenant temps de se pencher sur les non-dits de ces documents officiels, ces omissions qui, comme le soutient Foucault, en disent souvent long sur les intérêts et les objectifs des acteurs en jeu.

Selon moi, la première omission d'importance à l'intérieur de ces documents est le fait qu'il n'est aucunement mentionné en quoi les engagements Chine-CELAC offraient une nouvelle vision de la coopération Sud-Sud et quels sont ces nouveaux mécanismes dont la Déclaration de Beijing fait mention. Hormis le fait d'accumuler les belles citations et de donner aux parties prenantes une apparence de bonne volonté, la prétention à créer un nouveau modèle de coopération sans en présenter les spécificités demeure ultimement vide de sens.

La deuxième omission digne de mention est celle entourant le rôle de la Chine lors de la période précédant la tenue du premier forum Chine-CELAC. Seul l'apport latino-américain est souligné dans la Déclaration de Beijing, accordant à cette région tout le crédit en ce qui a trait à la conception de cette nouvelle plateforme de coopération. Or, il serait fort étonnant que la Chine n'ait pas tenu un rôle plus prépondérant dans la création de cette initiative d'envergure. Pourquoi dès lors ne mentionner que le travail effectué du côté latino-américain? L'hypothèse la plus plausible voudrait que les têtes bien pensantes derrière ces accords aient cherché à s'assurer que nul ne croit que ces engagements n'étaient nés qu'en vertu des intérêts chinois. En mettant l'accent sur le désir des gouvernements latino-américains de créer cette plateforme de coopération, la Chine évite la critique posant que ces accords soient ultimement le fruit de sa seule volonté.

Sur un plan plus technique, les documents ne divulguent pas les priorités associées aux engagements Chine-CELAC et ne révèlent que peu de détails sur les questions de

financement. Mis à part la promesse de la Chine de parvenir à injecter plus de 250 milliards de dollars en investissements directs et de hausser à 500 milliards la balance du commerce bilatéral entre les deux régions d'ici les dix prochaines années, aucun détail n'est donné quant à l'origine des financements nécessaires à la mise en place des instances de dialogue mentionnées dans le plan de coopération.

Cette analyse des deux documents représentant les piliers des accords, soit la Déclaration de Beijing et le plan de coopération sous-jacent, nous amène tout naturellement à étudier le document des arrangements institutionnels puisqu'on y retrouve la stratégie des accords Chine-CELAC en ce qui concerne les échanges et les dialogues à prévoir entre les deux régions.

Les portes qu'ouvriraient les accords officiels en matière d'instauration d'un véritable dialogue sur divers plans entre la Chine et l'Amérique latine semblent se refermer au vu des arrangements institutionnels. La Déclaration de Beijing propose:

We will strive to increase people-to-people exchanges through greater interaction between legislative bodies, state and local governments as well as young people and other actors of society to promote mutual knowledge and to expand exchanges and cooperation in such fields as education, human resources training, think-thanks, media, culture, sports, science and technology, agriculture, tourism, energy, natural resources and infrastructure (Déclaration de Beijing, 2015, p.2).

Or, à la lecture des arrangements institutionnels destinés à assurer le dialogue entre le géant asiatique et l'Amérique latine, l'ouverture créée dans la Déclaration de Beijing se referme de plus en plus. En effet, trois mécanismes majeurs seront mis en place pour assurer la planification et la coordination des communications entre les deux régions : 1) les rencontres ministérielles, 2) les tables de concertation entre ministres aux affaires étrangères chinois et représentants des pays du CELAC et 3) les

rencontres entre coordonnateurs nationaux (« Senior Official's Meeting »). Les rencontres ministérielles constituent la tribune où se décideront les actions à entreprendre et où se discuteront les différentes avenues à envisager pour améliorer la coopération globale entre la Chine et les membres du CELAC. La concrétisation des décisions prises lors de ces rencontres ministérielles officielles est ensuite dévolue aux tables de concertation entre ministres chinois et représentants du quatuor du CELAC⁷ ; ces tables auront pour tâche de poursuivre les discussions portant sur les affaires régionales et internationales en recourant à différents mécanismes tels que les sessions de l'assemblée générale de l'ONU, les visites officielles, etc. Finalement, les coordonnateurs nationaux entreront en jeu au moment d'implanter les décisions prises par les instances précédentes; il leur incombera de planifier les actions à entreprendre, d'établir la faisabilité technique et financière des décisions prises ainsi que d'évaluer la capacité des pays latino-américains à mener ces projets à terme.

Il appert donc que la Déclaration de Beijing, qui fait l'éloge d'une coopération à tous les niveaux – même régionaux et subrégionaux – entre la Chine et l'Amérique latine, ne semble pas offrir un support institutionnel permettant d'entrer véritablement en dialogue avec les régions concernées. En effet, celles-ci ne peuvent intervenir qu'au moment d'implanter les décisions prises au sommet par les ministres chinois et le quatuor CELAC.

L'analyse des deux documents officiels nous permet de répondre partiellement aux questions sectorielles de ce mémoire. Voyons-les une à une. En matière de vision de la coopération Sud-Sud portée par les accords, et contrairement à ce qu'ils

⁷ À tout moment, le CELAC compte sur un quatuor, quatre pays, en charge de l'organisation. Ce quatuor est formé du pays qui a précédemment présidé, qui préside actuellement, et qui présidera à la tête de l'organisation. Chaque présidence est d'une durée d'un an. Le pays présidant actuellement le CELAC pour la période de 2015 est l'Équateur. En plus de ces trois pays délégués, le quatrième membre est celui détenant la présidence de l'organisation de la Communauté caribéenne (CARICOM) (Cancillería colombiana, 2015).

proclament, les documents officiels n'offrent pas, semble-t-il, une perspective nouvelle sur le phénomène : aucun détail n'est donné quant aux caractéristiques qui font de cette alliance un nouveau modèle de coopération. En ce qui touche les rôles et les pouvoirs conférés aux acteurs en jeu, les documents officiels ne sont guère édifiants : on se limite à statuer que les partenaires en jeu sont tous égaux, une façon d'affirmer, sans pour autant le démontrer, qu'il s'agit bien d'une alliance coopérative où tous bénéficient des retombées positives des projets menés et des engagements pris. Les arrangements institutionnels apportent pour leur part un éclairage intéressant sur les instances de dialogue qui seront privilégiées, mais rien ne laisse présager l'existence d'une communication pour le développement de type horizontal, comme en témoignerait un souci de concordance avec les théories latino-américaines de communication.

Prochaine étape de notre analyse de discours, nous aborderons maintenant l'étude des deux discours sélectionnés afin d'explorer les rôles respectifs de la Chine et de l'Amérique latine, ainsi que leur vision propre de ce que représentent les engagements Chine-CELAC.

4.2 Les discours officiels, Chine et Brésil

Dans cette deuxième section, notre analyse porte sur les deux discours officiels prononcés respectivement par le président chinois Xi Jinping et le ministre brésilien des Affaires étrangères Mauro Vieira.

Lors de son discours intitulé "Jointly Writing a New Chapter of the China-CELAC Comprehensive Cooperative Partnership", Jinping souligne la portée de ce forum en ce qui touche la promotion de la coopération Sud-Sud entre la Chine et l'Amérique

latine dans un but commun de développement. Les thèmes principaux du discours chinois sont évidemment les principes qui distinguent l'approche chinoise de coopération, soit :

Sincerity and mutual trust in politics, win-win cooperation in economy and trade, mutual learning in people-to-people and culture engagement, close cooperation in international affairs, and mutual promotion of the overall cooperation and the bilateral relations, so as to gain in-depth promotion of mutually beneficial cooperation in various fields (Jinping, 2015).

Afin d'introduire la nécessité et la pertinence des engagements Chine-CELAC pour la coopération Sud-Sud, le président chinois s'appuie sur le contexte international actuel. Effectivement, Jinping soutient que le monde est actuellement en phase de redéfinition des ordres internationaux et que les structures mondiales de pouvoir se dirigent vers une nouvelle ère de développement, de prospérité et de paix. Le monde étant, selon Jinping, en redéfinition profonde, l'alliance Chine-CELAC s'imposerait en quelque sorte d'elle-même puisqu'elle vise à promouvoir la coopération, un développement commun et un ordre mondial plus juste. Exposer une telle vision du contexte international masque d'une certaine façon les intérêts premiers – économiques et politiques – sous-jacents aux engagements sino-latino-américains, et justifie principalement l'émergence de cette alliance en la liant à une nouvelle conjoncture internationale favorable à ce genre de coopération.

Pour défendre l'idée que ces engagements s'inscrivent dans un courant mondial changeant favorisant un ordre international plus juste, le président chinois présente la Chine et l'Amérique latine comme des partenaires idéaux dans ce contexte précis. De fait, celui-ci soutient bel et bien que ces deux régions possèdent un poids important dans la balance mondiale, à un moment précis où les pays en développement et les

économies émergentes gagnent en importance et en influence au niveau mondial.

Jinping dit :

Their (China and Latin America) combined population accounts for one third of the world's total population. And their combined economic aggregate accounts for one eighth of the world's total. All these form great advantages and valuable resources for the comprehensive and in-depth development of China-CELAC relations (Jinping, 2015).

À propos des statistiques citées ici quant à l'importance mondiale combinée de la Chine et de l'Amérique latine, il n'est aucunement spécifié les proportions qu'occupe chacune des deux régions. Il ne faut pas perdre de vue que la Chine possède une population nettement supérieure à celle de l'Amérique latine entière : plus d'un milliard trois cents millions de Chinois par rapport à environ cinq cent vingt-cinq millions d'habitants et d'habitantes latino-américains⁸. Par ailleurs, l'économie chinoise représente désormais depuis quelques années le rival numéro un de l'économie américaine, menaçant de manière de plus en plus convaincante de lui ravir le titre de première économie mondiale, titre que les Etats-Unis détiennent depuis plusieurs décennies. Cette alliance pèse donc lourd dans l'échiquier mondial, mais, est-il besoin de le préciser, grâce à la présence du géant asiatique plus qu'à la présence des pays latino-américains.

En ce qui concerne la manière dont les acteurs sont positionnés par le président chinois, un discours à deux vitesses peut être observé. On trouve tout d'abord les refrains classiques du discours chinois sur la coopération Sud-Sud : le désir de bâtir une relation de coopération menant à des résultats « gagnant-gagnant » et des bénéfices mutuels, obtenus dans le cadre de partenariats où les participants sont tous

⁸ Selon le CIA World Factbook. Consulté le 24 novembre 2015 à l'adresse suivante : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>

égaux. Mais par la suite, une certaine partie du discours dévie subtilement de cette lignée égalitaire pour tous. En effet, Xi Jinping dit:

At the present, the Chinese people are striving for the Chinese dream of fully building a moderately prosperous society and achieving great rejuvenation of the Chinese nation, and the people of Latin America and the Caribbean are also making efforts to realize the Latin American dream of solidarity and cooperation as well as development and prosperity (Jinping, 2015).

Cette phrase, en particulier, mérite notre attention. Au chapitre du vocabulaire, le choix des deux verbes principaux indique une différence marquée dans le degré d'engagement de la part des deux peuples. Alors que les Chinois s'ingénient à (*strive*) réaliser leur rêve de bâtir une société plus prospère, les peuples latino-américains quant à eux s'efforcent de (*are making efforts*) concrétiser leur propre rêve de solidarité. Ces deux verbes recouvrent des champs sémantiques similaires, mais qui se distinguent en matière d'intensité. En effet, le verbe « *strive* » ne signifie pas seulement faire des efforts, mais bien, selon le dictionnaire Collins, « *to make a great and tenacious effort* »⁹. Il semblerait donc ici que le peuple chinois travaille avec acharnement au développement d'une société prospère alors que les peuples latino-américains font quant à eux des efforts afin de réaliser leurs plus larges objectifs de solidarité et de coopération.

Il est également possible d'interpréter les buts mentionnés dans cette citation de manière à percevoir une différenciation notable entre les deux régions dont il est question ici. Les Chinois sont concentrés sur des objectifs précis, destinés à leur propre peuple et visant la prospérité de ce dernier. Pour leur part, les objectifs latino-américains semblent nettement plus vagues, moins axés sur des résultats concrets

⁹ The Collins English Dictionary. Consulté en ligne le 24 novembre 2015, récupérer de: <http://www.collinsdictionary.com/dictionary/english/strive>

telle la « société modérément prospère » des Chinois, mais plutôt dirigés vers plusieurs idéaux larges : la coopération, la solidarité, le développement et la prospérité. Cette citation semble donc octroyer à la Chine des objectifs de développement plus précis et atteignables, axés sur son propre peuple, alors qu'elle attribue à l'Amérique latine des objectifs plutôt vagues et évasifs.

Quant au rôle que se donne la Chine au sein de ces engagements, il n'est aucunement caché que cette dernière possède des moyens financiers supérieurs à ceux de l'Amérique latine. La Chine peut ainsi démontrer son côté coopératif, comme le fait Xi Jinping lorsqu'il déclare : « China is willing to closely combine China's development with common of other developing countries », conscient que la capacité économique de la Chine lui permettra d'offrir à la région latino-américaine plus d'opportunités en matière de commerce et d'investissement (Jinping, 2015).

Considérant donc que la Chine est l'acteur possédant les moyens financiers les plus importants au sein de cette alliance, ce constat remet en question les dires de cette dernière selon lesquels cette nouvelle relation de coopération Sud-Sud se bâtit entièrement sur des principes de bénéfices mutuels, d'égalité, de consensus et de résultats « gagnant-gagnant ». La Chine occupe une position qui se démarque particulièrement alors qu'elle contrôle les flots d'investissements, lui donnant ainsi une voix plus importante au chapitre des décisions et des plans d'action. Quant à elle, l'Amérique latine se retrouve en position d'infériorité puisqu'elle se situe du côté des receveurs et a à sa disposition moins de leviers de négociation lors des rencontres décisionnelles.

Pour sa part, le ministre brésilien des Affaires étrangères, Mauro Vieira, décrit le premier forum Chine-CELAC comme étant un tournant nouveau dans les relations sino-latino-américaines. En effet, Vieira note que cette nouvelle alliance représente

une opportunité possédant le potentiel de renforcer et de diversifier les initiatives entre la Chine et l'Amérique latine, et ce, de manière durable, équilibrée et pleine de possibilités.

Le discours brésilien se divise en trois principaux segments. Une première portion du discours s'attache au contexte économique favorable et au développement social constant des deux régions et expose comment ces avancées convergent pour former un environnement favorable aux initiatives Chine-CELAC. La deuxième portion du discours s'adresse directement au ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Hi. Vieira y souligne les avancées réalisées en matière de coopération entre la Chine et le Brésil au courant des dernières années, mentionnant notamment les investissements chinois dans le pays et les contributions chinoises faites au marché et au commerce brésiliens. Quant à la troisième partie, elle livre un message directement aux représentants latino-américains présents. Vieira relève alors les multiples engagements du plan de coopération, et termine en mettant un accent sur la flexibilité institutionnelle des engagements, qui laisse à tous les pays participants la possibilité de s'engager de manière volontaire.

Ce discours brésilien semble faire le constat que des rôles différents ont initialement été donnés à l'Amérique latine et à la Chine au sein de l'alliance Chine-CELAC. De fait, Vieira livre non seulement des messages différents et personnalisés aux deux régions en interaction, mais il met aussi très clairement en relief les forces et faiblesses de chacun, et précise comment celles-ci influencent la relation sino-latino-américaine. Vieira mentionne :

Les relations économique et politique entre la Chine et les pays latino-américains ont crû de manière exponentielle au courant de la dernière décennie. Cette croissance a été rendue possible grâce à la consolidation de la Chine comme deuxième économie mondiale et grâce à la récente période de

développement économique et social qu'a connue l'Amérique latine¹⁰ (Vieira, 2015).

Vieira, alors qu'il s'adresse au ministre Wang, porte à son attention le fait que la Chine a substantiellement augmenté ses investissements directs dans la région. Vieira enchaîne immédiatement avec son souhait de voir l'Amérique latine augmenter à son tour sa présence dans les marchés de son partenaire asiatique. Par la suite, Vieira cite un accord conclu en 2013 entre la Banque Populaire de Chine et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), qui institue un fonds d'investissement pour les infrastructures en Amérique latine, soulignant notamment la contribution de 2 milliards de dollars de la Chine. Derechef, le ministre brésilien ajoute aussitôt que le Brésil souhaite voir ce fonds « amplifié », et ce afin de véritablement renforcer les liens de coopérations sino-latino-américains.

Par ce segment de discours fortement axé sur le pouvoir économique chinois, le Brésil semble confier à la Chine la responsabilité de nourrir financièrement les initiatives d'investissements des accords Chine-CELAC. Le Brésil paraît aussi vouloir s'engager dans une voie similaire, mais à une moindre échelle.

Quant à son message destiné à l'Amérique latine, le ministre brésilien met l'accent sur le plan de coopération et sur ses portées potentielles relativement au développement latino-américain, et ce, malgré les défis que pose l'exécution d'une telle coopération multisectorielle. Vieira fait ressortir les forces de l'Amérique latine, soit la présence d'organisations régionales et subrégionales d'intégration, comme le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et l'Union des nations sud-américaines

¹⁰ Traduction libre de : « O relacionamento político e econômico entre a China e os países latino-americanos e caribenhos exponencialmente nos últimos dez anos. Esse crescimento foi possível graças à feliz coincidência entre a consolidação da posição da China como segunda maior economia mundial com o recente período de crescimento econômico e desenvolvimento social da região latino-americana e caribenha »

(UNASUL). En effet, Vieira signale que les mécanismes de ces instances peuvent contribuer à la réalisation des objectifs du plan de coopération Sud-Sud Chine-CELAC, et ce, lorsqu'appuyés par les généreuses contributions chinoises

Fait intéressant, le discours brésilien semble accorder une importance toute particulière au domaine des infrastructures – un axe important des engagements du plan de coopération – qui est mentionné à plus de trois reprises dans une courte allocution.

Il ressort de cette analyse que la Chine, positionnée comme étant le porte-monnaie principal de ces accords, se voit octroyer la responsabilité d'investir et d'injecter dans l'économie les sommes nécessaires à la réalisation des objectifs de développement choisis. Les acteurs sont donc différenciés selon leurs pouvoirs économiques respectifs. Ces deux rôles différents, celui du donneur et celui du receveur, semblent donner à chacun une force distinctive. À titre de donneur, la force de la Chine réside dans le fait qu'elle possède les moyens financiers et détient donc un pouvoir d'influence certain sur le choix des objectifs établis et des moyens pris pour les atteindre. À titre de receveur, l'Amérique latine – ici représentée par la voix brésilienne – trouve sa force dans les règles de fonctionnement du forum, qui stipulent clairement que les engagements se prennent sur une base volontaire et flexible, donnant ainsi aux membres un minimum de contrôle sur les projets adoptés.

Après ce survol, il est temps maintenant de voir comment les discours officiels chinois et brésilien viennent éclairer les deux premières questions sectorielles. En résumé, les discours avancent que cette nouvelle alliance de coopération Sud-Sud s'inscrit dans un contexte international mouvant, où un nouvel ordre mondial se dessine. Il ne s'agirait pas par contre d'un nouveau type de coopération comme le proclame notamment le président chinois, mais plutôt d'une alliance se voulant, ne

serait-ce que de l'extérieur, d'égal à égal, puisqu'il n'est mention nulle part de nouvelles façons de faire en matière de coopération. En ce qui touche les rôles respectifs des parties prenantes, les discours offrent une même vision des responsabilités de chacun sur le plan de la participation financière : la Chine possède le portefeuille, l'Amérique latine reçoit. En d'autres mots, il semblerait que le géant chinois est le donneur alors que les pays latino-américains sont des receveurs. Cette démarcation économique ne va pas sans rappeler celle qui caractérise depuis des décennies les initiatives de développement Nord-Sud, prenant toujours place entre deux acteurs économiquement inégaux où souvent l'acteur qui détient les moyens financiers peut imposer des conditions claires aux projets d'aide au développement.

Avant de se plonger vers la dernière question sectorielle et notre analyse finale des résultats, nous concluons cette première partie d'analyse en faisant un bilan commun de ce que nous ont appris les documents officiels et les discours chinois et brésilien. Alors que les documents officiels font l'éloge d'un nouveau type de coopération Sud-Sud, où chacun ressort gagnant et où tous sont égaux, aucun détail, aucune précision ne fait surface quant à cette « nouvelle » nature de la coopération, ni ne vient dire en quoi celle-ci sera différente des mouvements déjà vus de collaboration entre des pays du Sud. Les discours officiels n'offrent pas plus de détails à ce sujet, ce qui peut porter à mettre en doute la véracité, la légitimité de ces propos. Il s'agit donc ici d'une omission de taille de la part des participants, qui bâtissent tout le bien-fondé de l'initiative sur la nouveauté des mécanismes de coopération, sans en faire aucunement mention. Or, comme le sous-entend Foucault, les omissions représentent des indices clés lors de l'analyse de discours. Pourquoi ne pas s'approprier pleinement ce nouveau modèle en offrant des détails sur comment celui-ci est nouveau et bénéfique pour tous? Puisqu'aucune réponse ne peut actuellement être émise à ce sujet, il semblerait que l'utilisation de l'argument d'un « nouveau modèle de coopération Sud-Sud » représente dans les documents officiels une affirmation nécessaire afin de

légitimer les engagements entrepris. Ces ententes Chine-CELAC se retrouvent donc justifiées par le principe qui, officiellement, les sous-tend : une relation de coopération ouverte, amicale et assurant des situations « gagnant-gagnant ». Il s'agit donc ici d'un discours, tel que conçu par Foucault, hautement contrôlé, où la notion d'un nouveau type de coopération Sud-Sud devient en soi un « commentaire », figurant de ce fait dans tous les discours et documents étudiés. Ce principe devient le pilier de tous les documents et discours, et est à ce titre repris par tous les acteurs en jeu considérés, selon la perspective foucauldienne, comme les auteurs. Ce commentaire, répété par tous les auteurs, limite donc le « hasard » du discours, limite les interprétations potentielles de celui-ci. Cette interprétation confirme donc l'idée d'un discours général hautement contrôlé, voulant véhiculer un message clair et concis au public auquel il est destiné.

Sous un autre angle, le martèlement discursif à propos de la coopération Sud-Sud et ses bienfaits représente une manière pour les détenteurs des discours de reconnaître les critiques latino-américaines en matière de développement et de tenter d'offrir une certaine réponse à celles-ci. Il est effectivement clair ici que les discours et les documents officiels s'inscrivent parfaitement, au premier regard, dans le paradigme présent de coopération Sud-Sud. Ces discours cadrent dans des initiatives se voulant plus respectueuses de la souveraineté des pays, où toutes les parties prenantes possèdent le droit de déterminer quels projets sont bénéfiques pour leur propre société, et ce, de manière autonome. C'est en fait exactement le message véhiculé dans les documents officiels et les discours du forum Chine-CELAC. Ce constat peut être interprété comme une tentative de justification des engagements Chine-CELAC qui, par la répétition d'un message rappelant que ces engagements sont basés sur des ententes de bénéfices mutuels, de respect de la souveraineté de chacun, etc., chercherait à rassurer tant les gouvernements que les populations latino-américaines sur deux points : la protection, dans le cadre de ces initiatives, de leur droit à

l'autodétermination et la préservation de leur libre arbitre quant à leur participation ou non aux projets proposés par le forum.

Par ailleurs, alors que les documents des accords restent passablement vagues quant aux rôles et aux pouvoirs des parties prenantes, les discours officiels offrent des pistes de réflexion intéressantes quant à la nature de la relation sino-latino-américaine. Puisqu'il serait impossible de dissimuler la réalité économique des acteurs en jeu, on y affirme d'entrée de jeu que la Chine a la capacité monétaire d'investir dans des projets de grande envergure en Amérique latine. Ce fait est facilement constatable : il suffit de se pencher sur les engagements financiers chinois de l'ordre des centaines de milliards de dollars au courant des dix prochaines années pour comprendre qui donne et qui reçoit. Il est intéressant de faire ce constat, car la rhétorique de coopération utilisée par la Chine repose sur le fait que la Chine, tout comme l'Amérique latine, est un pays en voie de développement et que cette relation de coopération se bâtit sur des bases d'égal à égal. Or, cette relation d'égal à égal est-elle réellement possible lorsqu'un acteur se pose en grand donneur et que les autres sont relégués au rôle de récepteur? Indubitablement, le pouvoir de négociation repose entre les mains de ceux qui possèdent les fonds monétaires suffisants. Sans aucun détail sur les mécanismes de dialogue et de prise de décision dans ce nouveau modèle de coopération Sud-Sud, comment s'assurer que cette alliance ne devienne pas une autre initiative de développement Nord-Sud?

Selon la théorie de Foucault sur le pouvoir et la « subjectification », il est clair ici que l'Amérique latine devient un sujet par rapport à cette alliance et qu'elle se voit automatiquement impartir le rôle de la région du Sud en manque de financement, s'alliant avec un bailleur de fonds étranger. Son champ d'action se retrouve ainsi passablement restreint, puisqu'elle n'a pas les mêmes moyens financiers que son partenaire principal et que son rôle premier est de recevoir du financement.

L'Amérique latine occuperait donc le traditionnel rôle de la région du Sud alors que la Chine, malgré ses dires, s'approprie le rôle du pays du Nord, soit celui d'un pays donateur. L'analyse de cette relation de pouvoir sera poursuivie dans la prochaine section, qui traite en particulier de la communication et du développement, et analyse comment et à quelles fins les instances chinoises utilisent, ultimement, ces accords comme outil diplomatique.

4.3 Résultats

Cette première analyse achevée, il nous faut maintenant évaluer, au chapitre de la communication et du développement dans la région latino-américaine, les répercussions de cette relation qui se définit du type de coopération Sud-Sud. Répondre à notre questionnement concernant le type de communication pour le développement dans le cadre des accords Chine-CELAC viendra non seulement clore les questions sectorielles, mais il nous sera alors possible de mieux répondre à notre question principale. En effet, les réponses aux questions sectorielles permettront de mieux cerner comment le géant asiatique qu'est la Chine utilise ses accords de coopération comme un outil diplomatique visant à justifier et à légitimer ses intérêts dans la région latino-américaine. À la fin de cette section, des pistes de réflexion seront offertes quant aux possibles raisons derrière cette instrumentalisation de l'aide publique chinoise au développement et des balises seront posées quant aux limites de cette analyse. Avant, il est de mise de revenir brièvement sur les deux premières questions sectorielles et d'établir ce qui en ressort à cette étape de notre recherche.

Tout d'abord, les affirmations selon lesquelles ces accords représentent un nouveau levier pour la coopération Sud-Sud, de même que la promotion de cette coopération, semblent fausses. Comme il a été mentionné précédemment, aucun détail, aucun

mécanisme en particulier n'ont été évoqués pour confirmer qu'il s'agissait bel et bien d'un « nouveau » modèle de coopération visant des retombées positives pour tous dans le respect de la souveraineté de chacun. Ces omissions notables portent à croire que cet argument n'est en fait qu'une tentative pour légitimer les engagements et persuader les populations touchées par ses accords que ceux-ci se font de manière ouverte, responsable, et où chacun possède son mot à dire.

Ensuite, il a été établi qu'une relation de pouvoir est à l'œuvre alors que les forces économiques des pays en lien sont fortement inégales, la Chine représentant le pays donateur principal de ces engagements et l'Amérique latine jouant le rôle traditionnel de région du Sud qui reçoit de l'aide publique au développement. La différenciation des acteurs est basée sur leurs pouvoirs économiques inégaux, ce qui leur confère des rôles bien différents au sein du forum, engendrant ainsi une relation où la Chine se retrouve en position de pouvoir par rapport à ses partenaires.

En matière de communication pour le développement, les arrangements institutionnels ne semblent pas pointer vers une communication de type horizontal. En effet, les mécanismes de dialogue se retrouvent tous au niveau des instances décisionnelles gouvernementales. La communication n'a donc pas ici pour rôle de contribuer positivement au développement social, politique et économique des pays touchés, comme le conçoit Beltrán et ses collègues latino-américains ; elle occupe plutôt un rôle typique de transfert d'information. L'objectif n'est pas non plus de consolider la démocratie et d'ouvrir des espaces de dialogue à tous les secteurs et groupes formant les sociétés touchées par ses accords, un autre point central de la communication horizontale pour le développement. Les populations locales et les différents regroupements de la société civile ne se retrouvent donc aucunement au cœur des dialogues, aucunement capables de véritablement influencer des décisions qui touchent pourtant le développement de leur propre société. Ces caractéristiques

rappellent un type de communication pour le développement *top-down*, qui se rapproche de la diffusion des innovations, où les décisions et les plans d'action sont concoctés dans les hautes sphères politiques et imposées aux populations.

Il faut préciser que ce type de communication *top-down* va tout simplement à l'encontre du concept de la coopération Sud-Sud, ce qui appuie en quelque sorte notre interprétation selon laquelle l'utilisation de ce type d'initiative pour le développement ne représente qu'un outil rhétorique pour persuader le public latino-américain du bien-fondé du premier forum officiel entre l'Amérique latine et la Chine. Une véritable coopération Sud-Sud posséderait à son actif des mécanismes de communication permettant aux populations locales d'entrer en dialogue avec les instances décisionnelles, ce qui n'est aucunement le cas dans le cadre des accords Chine-CELAC. De plus, le fait qu'une relation de pouvoir existe entre les deux acteurs principaux ajoute à la difficulté de respecter une communication horizontale où l'opinion de tous est respectée de manière égale.

Il semble donc clair que les accords Chine-CELAC représentent pour la Chine un instrument diplomatique important dans la région latino-américaine. Au chapitre des apparences, ces accords offrent des réponses aux principales critiques du développement latino-américaines. En effet, les discours et les documents officiels font état d'une alliance tissée sur des liens égaux, où tous pourraient profiter des retombées positives des projets menés et des engagements pris dans le cadre de ces accords de coopération. Cette entente de coopération ferait en sorte que le classique déséquilibre Nord-Sud y serait absent puisque la Chine se positionne aussi comme un pays en voie de développement, et peut ainsi mettre de l'avant l'argument selon lequel tous les pays inclus dans ces engagements partagent des défis similaires et aspirent à des buts semblables.

Pour résumer, afin de convaincre la population latino-américaine du bien-fondé de cette initiative, les accords – et la Chine en particulier – mettent l'accent sur la coopération Sud-Sud et ses valeurs intrinsèques d'égalité et de respect. Il n'en demeure pas moins qu'une relation de pouvoir existe entre l'Amérique latine et la Chine, remettant en question les principes de base de l'aide chinoise, comme, par exemple, la non-conditionnalité. De plus, les mécanismes de dialogue prévus pour le fonctionnement des ententes Chine-CELAC ne semblent pas offrir un support suffisant pour permettre une communication horizontale respectant les objectifs premiers de la coopération Sud-Sud. Pour ces raisons, il s'avérerait donc que les accords Chine-CELAC, propulsés par l'aide publique au développement chinoise, représentent pour la Chine un instrument de diplomatie dans la région, instrument qui fait appel à un discours général destiné à apaiser les critiques latino-américaines en matière de développement. Ce discours aurait pour but de convaincre le public latino-américain que cette alliance se construit sur des valeurs partagées de coopération visant des bénéfices pour tous, une manière logique pour la Chine de tenter de renforcer son *soft power* dans une région qui combat depuis plusieurs siècles le colonialisme, l'impérialisme ainsi que les autres formes de domination étrangère. Cette conclusion va de pair avec la définition que Mowlana attribue à la communication internationale en contexte diplomatique, soit une communication politique et persuasive ayant comme objectif premier de convaincre des partenaires étrangers de telle chose ou de telle autre.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce besoin pour la Chine d'utiliser ces accords comme outil diplomatique. Tout d'abord, les engagements liant la Chine au CELAC représentent une occasion unique de solidifier une alliance régionale et multilatérale, et non seulement bilatérale, importante dans une région bien souvent perçue comme étant la cour arrière des États-Unis. Cette entente forge donc un lien intéressant avec l'Amérique latine, lien qui se reflétera probablement au sein des organisations

internationales. Comme il a déjà été mentionné au premier chapitre, la Chine a vu ses appuis africains sur la scène internationale augmenter de manière significative à la suite de ces premiers projets de développement d'envergure en Afrique. Que la Chine tente de répéter une expérience ayant déjà fait ses preuves ne serait aucunement surprenant.

Cette entente ne se limite pas à une intéressante relation multilatérale du point de vue politique entre les gouvernements et les secteurs privés des deux régions, elle sécurise aussi un accès à long terme aux nombreuses et riches ressources naturelles se trouvant au sud du Rio Grande. En effet, la Chine ayant comme objectif de poursuivre son développement économique national se doit de s'assurer de pouvoir accéder aux ressources lui permettant de maintenir une production économique toujours en pleine croissance. Du côté latino-américain par contre, l'acceptabilité des projets d'extraction de ressources naturelles est de plus en plus fragile. Les populations locales, notamment les peuples indigènes, haussent la voix davantage pour dénoncer ces projets qui, par le biais de leurs opérations, s'attaquent à l'environnement et aux peuples occupant les territoires touchés. Il faut croire que les veines de l'Amérique latine ne se sont toujours pas refermées.

4.4 Limites

Nous ne saurions achever cette analyse sans en circonscrire les limites. La plus importante limite est sans doute celle imposée par la barrière des langues et de la traduction, tout particulièrement dans le cas du discours du président chinois Xi Jinping. L'analyse de ce discours a été effectuée à partir de la version officielle en anglais, version réalisée par le ministère des Affaires étrangères chinois. Il ne fait aucun doute que certaines subtilités de la langue chinoise se soient perdues entre les

lignes, que ce soit de manière délibérée ou non. De plus, la version anglaise de ce discours est présentée de manière bien singulière. La seule version accessible est un résumé des énoncés du président chinois, écrit à la troisième personne. Citons, à titre d'exemple, une phrase typique du document officiel :

Xi Jinping stressed that the current world is a world under changes, a world with constant new opportunities and new challenges, a world under profound adjustment of international systems and international orders, and a world with the international power structure profoundly changing in the direction conducive to peace and development (Jinping, 2015).

Il est alors légitime de se demander à quel point la traduction écrite est fidèle aux paroles prononcées.

Une deuxième limite de cette étude est celle de l'impossibilité d'en connaître plus sur les accords et leurs conséquences directes pour l'Amérique latine à ce stade-ci. Difficile de déterminer avec précisions comment les mécanismes de dialogue s'opéreront, comment les pays latino-américains tenteront de négocier, et de quelle manière la société civile répondra aux projets qui naîtront de ces accords. Ces questions présentent par ailleurs des pistes de recherche futures intéressantes.

Une troisième limite est celle de l'étendue géographique de cette analyse. Par son côté généraliste, cette recherche ne s'est pas penchée sur les subtilités régionales qui façonnent l'Amérique latine. Cette limite représente en fait aussi une ouverture, alors qu'il serait intéressant de se pencher par la suite sur la relation entre la Chine et un pays latino-américain précis, et comment celle-ci s'inscrit dans les courants de pensée du développement et de la coopération. Une telle recherche permettrait de plonger plus en profondeur dans les détails dans le type d'aide offerte par la Chine, ses répercussions sur le pays concerné et les critiques que suscitent les engagements chinois pour cette région particulière.

CONCLUSION

5.1 Résumé

Depuis son ouverture au monde, la Chine ne cesse de gagner en importance et en influence dans les pays du Sud. Le géant asiatique est en effet en train de changer la donne en matière d'aide publique au développement, notamment grâce à son approche directe et à sa non-ingérence dans les politiques internes de ses pays partenaires, deux traits qui le distinguent des organisations internationales et des pays donateurs traditionnels. Après l'Afrique, c'est désormais au tour de l'Amérique latine de développer plus en profondeur sa relation avec le fameux dragon. Que signifie cette nouvelle alliance pour le développement et la communication en Amérique latine ? Voilà le questionnement principal qui a guidé cette recherche.

Les accords Chine-CELAC, officialisés en janvier 2015 à Beijing en la présence du président chinois ainsi que des dignitaires latino-américains, présentaient une étude de cas intéressante et d'actualité, qui permettait de se pencher sur les aspects communicationnels et diplomatiques de ces engagements d'aide publique au développement. La question principale de ce mémoire se préoccupait donc de comprendre dans quelle mesure les accords Chine-CELAC représentaient pour la Chine un instrument diplomatique nécessaire à ses activités en terres latino-américaines.

Pour répondre à cette question, trois questions sectorielles ont servi à définir le cadre de cette étude. Il fallait en un premier temps comprendre le contexte des accords :

celui d'un soi-disant nouveau modèle de coopération Sud-Sud. À quoi ce nouveau modèle correspond-il ? Comment ce type de coopération se bâtirait-il ? En un second temps, il était nécessaire d'établir quels rôles et quels pouvoirs pourraient être dévolus aux acteurs en jeu dans le cadre de ces accords, et ce afin de vérifier si une relation de pouvoir existait entre la Chine et l'Amérique latine. Il s'agissait ici de voir si le discours de coopération Sud-Sud, fondé sur des idéaux d'égalité et de respect, s'alignait avec la réalité de la relation sino-latino-américaine. Ensuite, il était de mise de caractériser le type de communication pour le développement envisagé dans le contexte des accords Chine-CELAC, à savoir si les mécanismes communicationnels permettraient de créer des échanges respectant les valeurs de base de la coopération Sud-Sud.

Pour répondre à ces questions, un cadre théorique a été élaboré en tenant compte des différents aspects à analyser dans cette recherche. Tout d'abord, un concept clé a été choisi pour interpréter les sources choisies. Ce concept était celui du pouvoir selon la pensée de Michel Foucault. Le pouvoir, à titre d'enjeu majeur dans le domaine du développement Nord-Sud en particulier, semblait être la bonne lentille à utiliser pour focaliser sur la relation grandissante entre l'Amérique latine et la Chine. Ce concept permettrait en particulier d'établir si une relation de pouvoir existait entre les deux régions.

Par la suite, le cadre théorique s'est enrichi de deux pensées de la communication pour le développement, mises à contribution dans le but d'identifier quel type de communication serait mis en place par les instances du forum Chine-CELAC. Pour finaliser le cadre théorique, le besoin d'un bref aperçu de la communication en contexte diplomatique a surgi, et ce pour bien cadrer la conception de la communication sur ce plan, communication qui demeure dans un certain flou

théorique alors que plusieurs auteurs hésitent à trancher entre les termes propagande et diplomatie publique.

Pour mener à bien cette étude, l'analyse de discours a été retenue comme méthodologie. Celle-ci s'est basée encore une fois sur les écrits de Michel Foucault. Une grille d'analyse, comportant des sous-questions aux trois questions sectorielles, a été conçue afin d'encadrer l'analyse de discours dans une optique foucauldienne.

Cinq documents ont été choisis pour l'analyse effectuée dans le cadre de cette étude. Trois documents officiels – la Déclaration de Beijing, le plan de coopération 2015-2019 et les arrangements institutionnels – ont été retenus, car ils constituent les bases sur lesquelles les accords Chine-CELAC sont construits. Ensuite, deux discours officiels ont été sélectionnés : le discours du président chinois Xi Jinping et le discours du ministre des Affaires étrangères brésilien Mauro Vieira. La pertinence de ces discours ne fait aucun doute puisqu'ils représentent le point de vue propre de la Chine et de l'Amérique latine. Le discours brésilien a été choisi pour représenter la voix latino-américaine compte tenu de l'importance de la population et de l'économie brésiliennes au niveau régional et international.

L'analyse des documents et des discours choisis a mené aux conclusions suivantes. Premièrement, aucune proposition concrète ne semble tenir quant au type de coopération Sud-Sud mis de l'avant par les accords Chine-CELAC. Malgré les nombreuses déclarations soutenant que ces accords s'inscrivent dans un nouveau modèle de coopération Sud-Sud, aucun détail ne vient expliquer en quoi ce type de coopération est inédit. Cette omission peut porter à croire qu'aucune véritable stratégie n'est au point à cet effet, signifiant dans un premier temps que l'accent mis sur ce type de coopération n'est qu'une façon de légitimer les engagements à venir dans le cadre de ces accords. De plus, l'idée d'une coopération Sud-Sud offre, en

théorie, une meilleure crédibilité à ces initiatives de développement puisqu'elle s'aligne sur les critiques latino-américains. En effet, dénonçant le manque de respect envers la souveraineté ainsi qu'envers l'autodétermination des pays du Sud dans les partenariats de développement, la coopération Sud-Sud offre des solutions intéressantes à ces problématiques en rassemblant des pays partageant habituellement des défis semblables et pouvant travailler de manière solidaire au mieux-être de chacune des parties prenantes. Par contre, cette idée repose sur le principe premier que les deux régions ou pays partenaires soient considérés en voie de développement. Dans le cadre des accords Chine-CELAC, où la Chine se présente, tout comme elle l'a fait en Afrique, comme un pays toujours en voie de développement, il s'agit d'un argument peu convaincant étant donné le statut économique assez développé de la Chine au niveau mondial. Pour ces deux raisons, l'expression « coopération Sud-Sud » dans le cadre des accords Chine-CELAC semble être utilisée à des fins de séduction des populations concernées par les accords, principalement latino-américaines.

Par la suite, il était de mise de vérifier si une relation de pouvoir existait bel et bien entre l'Amérique latine et la Chine, et ce afin de renforcer l'argument précédent selon lequel l'appellation coopération Sud-Sud était plus un slogan accrocheur qu'une réalité concrète dans le contexte de cette relation sino-latino-américaine. Il a été déterminé que le pouvoir économique de la Chine, grandement supérieur à celui de l'Amérique latine et de tous ces pays mis en commun, créait une relation inégale dans un contexte d'aide publique au développement. Même si les accords soutiennent qu'il s'agit d'une coopération Sud-Sud, il semblerait que le scénario se déroule plutôt selon le modèle classique Nord-Sud, alors qu'un pays donateur possède les moyens financiers de négocier et d'imposer certains projets de développement dans une région moins développée. Selon la théorie de la « subjectification » et du pouvoir de Foucault, il s'avérerait que l'Amérique latine se transforme en véritable « sujet » dans

cette relation, contrainte au rôle de pays receveur d'aide en raison de la différence majeure entre elle et la Chine au chapitre des moyens financiers.

Quant à la communication pour le développement, il a été établi que les arrangements institutionnels, qui représentent le pilier des mécanismes de dialogue prévus par les accords, faisaient état d'une communication passablement verticale concernant la mise en œuvre des accords et du plan de coopération Chine-CELAC. En effet, les décisions et les plans d'action subséquents puisent tous leurs origines dans les plus hautes instances décisionnelles rassemblant les délégués envoyés par chaque pays représenté. Les principes d'une communication horizontale, telle que prônée par Beltrán et les autres penseurs latino-américains de la communication, sont tout simplement absents des documents officiels. Aucun espace de dialogue et de travail n'est ouvert au travers des mécanismes de coordination Chine-CELAC aux différentes sphères de la société latino-américaine, ne contribuant aucunement à donner une voix aux nombreux groupes marginalisés par les élites politiques et économiques majeures des pays concernés. Tout porte donc à croire que le type de communication qui apparaît être privilégié par les accords n'offre aucune solution à l'inégalité des forces constatée entre les pays partenaires ainsi qu'à l'intérieur même de ces pays.

Pour conclure, il est soutenu que les accords Chine-CELAC représentent pour la Chine un instrument diplomatique visant à séduire les populations latino-américaines face à l'accélération des investissements chinois dans la région. En effet, la Chine mise sur le concept de la coopération Sud-Sud, de ses bénéfices mutuels et de ses situations « gagnantes-gagnantes » pour légitimer ses actions en Amérique latine, tentant du moins en surface d'apaiser les critiques traditionnelles faites au développement par les penseurs de la région. La relation inégalitaire existante entre les deux régions, principalement attribuable aux moyens financiers respectifs de

chacun, et l'absence d'un plan communicationnel inspiré par la communication horizontale pour le développement diminuent la crédibilité de la ligne directrice des accords, la coopération Sud-Sud.

De manière exploratoire, deux raisons ont été mentionnées pour expliquer ce besoin de la Chine de solidifier son *soft power* en Amérique latine en légitimant son aide publique au développement auprès de celle-ci. Premièrement, cette alliance Sud-Sud lui permet de consolider une relation intéressante avec une région du monde émergente et possédant une affiliation indéniable aux États-Unis, que l'Amérique latine l'apprécie ou non. Deuxièmement, la Chine recherche sans aucun doute à blanchir ses activités en lien avec l'exploitation des ressources naturelles de la région en les présentant comme des projets de développement porteurs pour les populations touchées. L'exportation des ressources naturelles latino-américaines demeure encore à ce jour un sujet sensible pour cette région, puisque l'histoire de celle-ci a été marquée, et l'est toujours, par des retombées économiques réalisées au détriment des populations locales et de l'environnement physique et social des territoires touchés.

En conclusion, les accords Chine-CELAC ne proposent pas pour l'instant un nouveau modèle de coopération Sud-Sud convaincant, ce qui porte à voir en ceux-ci un instrument diplomatique important pour la dissémination du *soft power* chinois en Amérique latine. Alors que la communication pour le développement possède, selon certains auteurs comme Luis Ramiro Beltrán, le devoir de combattre les inégalités ainsi que les relations de pouvoir, l'exemple des accords Chine-CELAC n'offre en rien des solutions à ces problèmes qui rongent l'Amérique latine. D'ici à ce que les véritables retombées de ces engagements puissent être constatées, il demeure important de garder un œil sur la manière dont ces projets de développement financés par l'aide officielle chinoise seront mis en œuvre, de voir à qui ces initiatives

bénéficieront et surtout de lire quelles seront les réactions des différentes populations latino-américaines touchées par ceux-ci.

5.2 Nouvelles pistes de recherche

À la suite à ce mémoire, plusieurs pistes de recherche futures s'ouvrent aux chercheurs et chercheuses en communication. Tout d'abord, en ce qui concerne la région latino-américaine, la question des nouveaux enjeux communicationnels que feront ressortir ces accords s'impose. Quelles seront les conséquences directes de cette approche Chine-CELAC en Amérique latine ? Comment et par quels moyens la société civile répondra-t-elle aux dirigeants ? Il serait par ailleurs intéressant de comparer l'approche chinoise en Amérique latine avec celle utilisée en Afrique, de voir en quoi les discours et les thèmes varient. S'agirait-il de l'exacte même recette ou serait-il possible d'observer des différences en lien avec le passé et la réalité de chacune des deux régions ?

De manière plus théorique, devrait-il y avoir de nouvelles discussions par rapport à la communication et au développement dans un contexte de coopération Sud-Sud ? Serait-il temps d'élaborer une nouvelle théorie communicationnelle entourant cette pratique récente et grandissante entre les pays du Sud, la communication Sud-Sud par exemple ?

Du côté asiatique, la Chine, qui demeure généralement en marge des institutions internationales de développement, comme la BM et le FMI, travaille actuellement à lancer sa propre banque de développement. En effet, la Chine désire mettre sur pied une nouvelle banque de développement régional, la *Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB), afin de diminuer, dans la région asiatique plus particulièrement, les

influences de la Banque mondiale et de la *Asian Development Bank* (ADB), deux institutions où les États-Unis et le Japon détiennent une part importante du processus décisionnel (Keck, 2014). Qu'est-ce qui distinguera l'approche chinoise face aux autres institutions internationales ? De quelle façon les autres banques de développement réagiront-elles face à cette nouvelle venue chinoise et en quoi celle-ci changera-t-elle les façons de faire dans le domaine du développement ?

Ces questions ne touchent que quelques thèmes parmi tant d'autres, tous thèmes qui mériteraient d'être approfondis. La Chine, loin de prendre du recul en ce qui concerne l'étendue et la portée de son aide internationale, jouera au fil des prochaines décennies un rôle clé dans la redéfinition du développement et de la coopération. Étudier ses alliances avec les autres de pays du Sud s'avère une tâche nécessaire afin de comprendre vers où le développement international se dirige et comment les pratiques en sont affectées, et ce, non seulement au chapitre de la communication, mais sur tous les plans. La pertinence de ce mémoire repose donc sur l'importance de se pencher sur les nouveaux courants qui balaient nos idées préconçues et proposent des avenues de rechange aux pratiques traditionnelles, tout en remettant toujours en question les mécanismes travaillant à l'envers du décor.

ANNEXE A : THE BEIJING DECLARATION



Beijing Declaration
2015/01/23

Beijing Declaration of the First Ministerial Meeting of the CELAC – China Forum

1. We, the Foreign Ministers and representatives of the People's Republic of China and the member countries of the Community of Latin American and Caribbean States (CELAC), held the First Ministerial Meeting of the China-CELAC Forum (CCF) under the theme of "New Platform, New Starting Point, New Opportunity - Joint Efforts to Promote China - Latin America and the Caribbean Partnership of Comprehensive Cooperation" on January 8th and 9th, 2015 in Beijing.
2. We appreciate the attendance of the President of China, Xi Jinping, the President of Costa Rica, Luis Guillermo Solís, the President of Ecuador, Rafael Correa, the Prime Minister of The Bahamas, Perry Gladstone Christie and the President of Venezuela, Nicolas Maduro, at the opening ceremony.

We recall the I CELAC Summit celebrated in Santiago, Chile, where the Heads of State and Government of Latin America and the Caribbean instructed the Ministers of Foreign Affairs to coordinate efforts in order to establish a “CELAC – China Forum” and the II CELAC Summit held in Havana, Cuba, where the Heads of State and Government of Latin America and the Caribbean expressed their commitment to the creation of the CELAC – China Forum through the adoption of a Special Declaration.

3. We recognize that the Special Declaration, the China – Latin America and the Caribbean Leaders' Meeting and the Meeting of the Heads of State and Government of CELAC's Quartet, formed by Costa Rica, Antigua and Barbuda, Ecuador and Cuba, with China, held in Brasilia in July 2014 were important events in the history of relations between China and the region. These meetings decided to formalize a partnership of comprehensive cooperation for equality, mutual benefit, and common development between the two sides, charting out the course for the longterm development of China-Latin American and the Caribbean relationship, in the framework of the CELAC-China Forum.

We are determined to work together to strengthen our mutual relationship, in the framework of the CELAC-China Forum, fully comply with norms and principles of International Law including the mutual respect of the sovereignty and territorial integrity, promote cooperation and equitable and equally beneficial treatment in the trade and economical field, mutual learning in the cultural field, enhance constructive dialogue and close consultation in international affairs, and mutually reinforce all areas of cooperation.

4. We are convinced that the formal establishment of the China-CELAC Forum provides an important platform for the countries to have widespread cooperation. The Forum, led by the CELAC – China Foreign Ministries will address diplomatic, political, economic, science and technology, trade, financial, cultural, social and environmental areas, among others arising from the meetings held within the Forum.

We are guided by the principles of respect, equality, plurality, mutual benefit, cooperation, openness, inclusiveness and non-conditionality; we are resolved to

carry out a dialogue in the framework of the Forum's thematic areas and others added by mutual agreement, through innovative ways of cooperation, in order to promote common sustainable development, social well-being, economic growth and make new contributions to South-South cooperation.

5. Determined to further deepen the partnership of comprehensive cooperation between the two sides, we have reached the following consensus concerning the CELAC - China Forum as a new platform, new starting point and new opportunity for dialogue and cooperation:

China and Latin American and Caribbean countries, as developing countries and emerging economies, are important forces for the attainment of world peace and prosperity as well as for the promotion of multilateralism and a multipolar world, and greater democracy in international relations.

The sides are ready to intensify dialogue and collaboration on regional and global affairs of mutual interest, enhance their collaboration on major global issues, strengthen the voice of developing countries in decision-making bodies of multilateral institutions and continue to make positive contributions to peace, stability, development and prosperity.

China and Latin America and the Caribbean face similar development goals and share broad interests, while recognizing the specific challenges faced by less developed members of CELAC. We agree that our relationship is an important opportunity for mutual development.

We will actively work to maintain high-level exchanges and contacts including institutionalized dialogues at relevant levels, to strengthen experiences on governance and enhance consultations on international issues.

Promoting substantial and comprehensive mutual cooperation is a priority. We will work actively to develop a mutually agreed framework for cooperation, based in the follow-up and monitoring of initiatives, programs and projects, in

order to promote dialogue on our respective development strategies and macroeconomic policies, transform and upgrade cooperation at a faster pace, aiming at achieving inclusive growth and sustainable development.

We will strive to increase people-to-people exchanges through greater interaction between legislative bodies, state and local governments as well as young people and other actors of society to promote mutual knowledge and to expand exchanges and cooperation in such fields as education, human resources training, think-tanks, media, culture, sports, science and technology, agriculture, tourism, energy, natural resources and infrastructure.

The overall cooperation within the framework of the China-CELAC Forum will promote the deepening of comprehensive cooperation between China and Latin America and the Caribbean. In this context, we have adopted the "Plan of Cooperation between China and the Latin American and Caribbean Countries (2015-2019)", identifying the key areas and specific measures of cooperation between China and the region in the next period. We have also adopted the "Institutional Arrangements and Operating Rules of the CELAC China Forum", in order to build our framework for dialogue and cooperation.

We agree that the China – Latin America and the Caribbean countries Cooperation Plan 2015 – 2019 from the CELAC – China Forum will be implemented, under the principles of flexibility and voluntary participation, in accordance with the domestic policies and the provisions of the national legal system of each Party, and shall not affect any bilateral cooperation program previously agreed upon by individual parties nor substitute the bilateral agreements, decisions and commitments set between the Parties.

We will actively explore the possibility of holding a Summit meeting, when conditions are ripe, with the participation of China and CELAC member countries' leaders, and encourage meetings in specific fields to be held under the framework of the CELAC - China Forum.

We consider that a special treatment should be given to Caribbean countries regarding the strategies and cooperation projects in the Forum.

6. We decide to conduct, where appropriate, dialogue and cooperation with other regional organizations and institutions of Latin America and the Caribbean, within the framework of the China-CELAC Forum, in order to build a network of comprehensive and balanced cooperation between China and the region. We warmly welcome the participation at this meeting of ECLAC, IDB, and CAF.

7. We are satisfied with the positive outcomes of this meeting. The Latin American and Caribbean side applauds and appreciates China's warm reception, hospitality and meticulous preparation for the meeting.

8. China appreciates the coordinating role Costa Rica has actively played as Pro Tempore Presidency in ensuring the success of the meeting and the active participation of the other CELAC member countries and wishes the Third CELAC Summit to be held in San José, Costa Rica on January 28th and 29th, 2015 a great success.

9. We agree that the Second Ministerial Meeting of the CELAC – China Forum will be held in Chile in January 2018.

Copyright©1998-2014, Ministry of Foreign Affairs, the People's Republic of China
Address: No. 2, Chaoyangmen Nandajie, Chaoyang District, Beijing, 100701 Tel:
86-10-65961114

ANNEXE B : COOPERATION PLAN (2015-2019)



Cooperation Plan (2015-2019)
2015/01/23

China-Latin American and Caribbean Countries Cooperation Plan (2015-2019)

The First Ministerial Meeting of the China-CELAC Forum was held in Beijing on January 8th and 9th, 2015. Through equal and friendly consultations, the two sides have considered to adopt the China-Latin American and Caribbean Countries Cooperation Plan (2015-2019) as follows:

I. Policy and Security

1. Increase the exchanges of visits and meetings at multilateral fora between leaders of China and CELAC, as well as its member States, and improve dialogue and varied consultation mechanisms between the two sides. Make full use of the China-CELAC Forum as a platform.
2. Further expand the exchanges and collaboration between the National People's Congress of China and the legislatures of CELAC countries and parliamentary organizations.
3. Consider to hold exchanges between political parties, local government and youth of China and CELAC countries. In this regard, China will invite 1,000 political leaders of CELAC countries to visit China in the next five years. Hold, in due course, the China-LAC Capital City Mayors' Forum and

the China-LAC Local Governments Cooperation Forum. China will continue to run the China-LAC Young Political Leaders' Forum.

4. Work together to enhance consular ties and collaboration between China and Latin American and Caribbean countries, protect the safety and legitimate rights and interests of each other's enterprises and nationals, according to the national legislation of the participant countries.

5. Encourage more interaction between judicial institutions from China and the region, concerning judicial exchanges; expand cooperation in terms of mutual legal assistance in criminal and civil cases. The two sides agree to continue to run the China-LAC Legal Forum on a regular basis under the umbrella of the China-CELAC Forum.

6. Enhance cooperation to prevent, suppress and punish the smuggling of migrants and trafficking of persons, particularly women, children and teenagers, and protect the victims of such crimes, including by protecting their human rights.

7. Enhance dialogue and collaboration on Internet governance and cyber security, work together to build an Internet space that features peace, security, openness and cooperation. Uphold the principles of the International Law in building multilateralism, multistakeholderism, democratic, and transparent global Internet governance system.

II. International Affairs

1. Strengthen dialogue and collaboration in international organizations and multilateral institutions such as the United Nations; based on the purposes and principles of the UN Charter and International Law, uphold the authority of the United Nations and its leading role in international affairs.

2. Enhance collaboration in global economic, trade and financial institutions, improve global economic governance, promote sustainable development with social inclusion and poverty eradication, and bolster the prosperity of global trade and sustainable development.

3. Strengthen dialogue and consultation on sustainable development, and other global issues, and call on the international community to intensify its work towards the drawing up of the Post 2015 Development Agenda, with the aim of effectively contributing, inter alia, to the eradication of poverty, hunger and illnesses of global impact.

Advance on the international negotiations on climate change, under UNFCCC, in accordance with the principle of common but differentiated responsibilities.

III. Trade, Investment and Finance

1. Further promote trade and investment between China and CELAC countries. Work together to increase trade in both directions and in a balanced and mutually beneficial way between China and CELAC countries to 500 billion US dollars, and raise the stock of reciprocal investment to at least 250 billion US dollars in 10 years, and CELAC's stock of investment with particular emphasis in high technology and value added goods production.

2. Intensify cooperation, boost trade in services and e-commerce without prejudice to traditional trade, promote bilateral equitable trade and properly handle trade frictions in compliance with WTO rules and existing trade agreements between China and CELAC countries.

3. Stimulate the promotion and facilitation of investment, including through joint ventures and partnerships.

4. Support the running of the China-CELAC Business Summit.
5. Encourage closer cooperation between micro, small and medium-sized enterprises of CELAC and China with a view to supporting the internationalization and integration of SMEs in global value chains.
6. Enhance collaboration in customs and quality inspection.
7. Enhance dialogue and collaboration between Central Banks and financial regulatory authorities.
8. Make good use of the China-CELAC Cooperation Fund, China-CELAC Special Loan for Infrastructure, concessional loans offered by China as well as other financial resources, to support the key cooperation projects between China and CELAC countries, in a manner consistent with the social, economic and environmental development needs of the CELAC region, as well as with sustainable development vision.
9. Strengthen cooperation between China and CELAC countries through financial institutions for development in the region.

IV. Infrastructure and Transportation

1. Foster infrastructure cooperation between China and CELAC countries and explore the possibility of inaugurating the China - CELAC Infrastructure Forum in due time.
2. Promote infrastructure development in areas such as transportation, ports, roads and warehouse facilities, business logistics, information and communications technologies, broadband, radio and TV, agriculture, energy and power, and housing and urban development.

3. Encourage competent Chinese and CELAC's enterprises to participate in key projects for the integration of Latin America and the Caribbean and the improvement of connectivity and intercommunication between China and CELAC countries.

V. Energy and Natural Resources

1. Foster a closer cooperation in energy between China and the Latin American and Caribbean countries and explore the possibility of inaugurating the China-CELAC Energy and Mineral Resources Forum in due time.
2. Enhance collaboration in the energy and mineral sectors, including technological research and development, and sustainable use of natural resources, based on equality, overall reciprocity and mutual benefit, with close observance of applicable laws, regulations and best international practices, while respecting the full sovereignty over their natural resources.
3. Strengthen collaboration and investment in the electricity sector, including power generation, high and ultra-high voltage power transmission, water resources planning and development, bio-energy, solar, geothermal and wind power.
4. Promote training programs for technicians and experts in management and development of renewable energy.
5. Enhance collaboration to promote in CELAC countries the industrialization for value added goods.

VI. Agriculture

1. Continue to run the China-CELAC Agricultural Ministers' Forum.

2. Enhance and deepen agricultural collaboration, including livestock and forestry, as well as fisheries and aquaculture.
3. Promote the development and demonstration of modern agricultural technologies and strengthen countries' collaboration in research and development (R&D), as well as investment and development zones to advance agricultural technological innovation and increase agricultural production and processing capacity and international competitiveness of both sides.
4. Use the China-CELAC special agricultural cooperation fund established at China's initiative to encourage the development of more agricultural cooperation projects.
5. Promote cooperation between China and LAC countries within the framework of the CELAC Road Map on Family Farming, approved by the I CELAC Ministerial Meeting on Family Farming, held in Brasilia, Brazil, on November 11th, 2014.
6. Promote cooperation between the two sides, within the framework of the CELAC Plan for Food and Nutrition Security and Eradication of Hunger 2025.

VII. Industry, Science and Technology, Aviation and Aerospace

1. Explore initiatives to the joint construction of industrial parks, science and technology, special economic zones and high-tech industrial parks between China and CELAC countries, especially in research and development (R&D) activities in order to improve industrial investment and the forming of industrial value chain.

2. Increase mutual investment in manufacturing industry to support the building of industrial zones under multilateral and bilateral initiatives, to enhance mutually beneficial cooperation in fields such as construction equipments, petrochemicals, agricultural product processing, clean energies, mechanical equipments, automotive, aviation, ship and marine engineering equipments, transportation equipments, electronics, digital medical equipments, information and communication technology, the transfer of technology and know-how between the two sides, biotechnology, food and medicine. Explore the possibility of inaugurating the China-CELAC Industrial Development and Cooperation Forum in due time.
3. Expand cooperation in the information industry in such fields as Internet and digital television, ICT Cluster Development, among others.
4. Strengthen inter-governmental scientific and technological dialogue and cooperation mechanisms between China and CELAC countries. Give consideration to holding the first China-CELAC Scientific and Technological Innovation Forum in due time. Welcome China's official launch of the "China-CELAC Science and Technology Partnership" and "China-CELAC Young Scientists Exchange Program".
5. Jointly apply space technologies in Integrated Risk Management and disaster prevention and reduction, evaluation of crop production, impacts of climate change, long distance learning and medical care, taking into consideration the interests and needs of small and vulnerable economies, in particular of Small Developing States.
6. Encourage effective cooperation between the civil aviation authorities and enterprises from both sides in discussing the opening of more air routes

between China and Latin America and the Caribbean, and closer air links by means of code sharing, so as to promote an increase in tourism and closer links between the populations of CELAC member countries and China.

- 7 Increase the collaboration in the area of sustainable fuels for aviation, including renewable jet fuel from biomass.

VIII. Education and Human Resources Training

- 1 Promote exchanges, research mobility programmes and cooperation between education departments and institutions.
- 2 Enhance human resources development, capacity building, and collaboration in different areas. The Chinese side will provide CELAC countries with 6,000 governmental scholarships, 6,000 training opportunities and 400 opportunities for on-the-job master degree programs in China between 2015 and 2019.
- 3 The Chinese side will officially launch the ten-year training program for 1,000 young leaders from both sides entitled “Bridge of the Future” from 2015 and will continue to run the training program for young cadres of the region.
- 4 Promote Mandarin Chinese, English, Spanish, Portuguese language talents. The Chinese side encourages and supports primary and secondary schools of CELAC countries in opening Chinese language courses, including Chinese language teaching in local curriculum and CELAC encourages opening Spanish and English language courses and Spanish and English language teaching in China’s schools. CELAC countries, in turn, encourage

Chinese efforts to promote language courses in the official languages of CELAC in Chinese schools.

5. Continue to promote the establishment and development of Confucius Institutes and Confucius Classrooms in CELAC countries.
6. Implement technical cooperation projects in the field of institutional strengthening.

IX. Culture and Sports

1. Make joint efforts to hold the "Year of Cultural Exchanges between China and Latin America and the Caribbean" preferably in 2016, initiated by the Chinese side.
2. Promote the performance of outstanding art troupes and the showcasing of artwork from the two sides in international art festivals and visual art exhibitions held in China and the region. Encourage exchanges and cooperation in traditional as well as emerging art forms, and cultural and creativity industries.
3. Encourage collaboration in the protection of cultural heritage and the fight against theft, excavation, illegal entry and exit of cultural properties, among other areas. Jointly promote the strengthening of the 1970 UNESCO Convention of the Means of Prohibiting and Preventing the Illicit Import, Export and Transfer of Ownership of Cultural Property.
4. Expand exchanges and cooperation in sports, encourage the participation of athletes from both sides in various types of sporting events, including the establishment of high performance sport centers.

X. Press, Media and Publication

1. Step up dialogue and cooperation between information departments of China and CELAC countries. Explore the signing of comprehensive agreements in radio, television and film.
2. Support collaboration between the news media, encourage the sending of resident correspondents, joint interviews, exchange of news and personnel training between news media from both sides. Encourage capable and influential network media of both sides to enhance collaboration in developing portals and building new media capacity. Welcome the landing of Chinese radio and television programs in the Latin American and Caribbean region.
3. Encourage cooperation between publishing industries and the translation and publication of literary works of China in the Community and of Latin American and Caribbean literature in China.

XI. Tourism

1. Strengthen dialogue and collaboration between governmental tourist departments of China and CELAC countries.
2. Encourage and assist governmental tourist departments and private and state-owned enterprises' participation in tourism promotions.
3. Promote two-way investment in tourism; encourage enterprises of both sides to jointly develop tourism projects.
4. Strengthen dialogue and collaboration between governmental consumer protection bodies of China and CELAC countries, focused on the protection of the consumer rights of international tourist.

XII. Environmental Protection, Disaster Risk Management and Reduction, Poverty Eradication and Health

1. Carry out cooperation on climate change within the framework of South-South cooperation, such as the promotion of low-carbon, high-quality at reasonable prices, energy-saving and renewable technologies to relevant countries.
2. Enhance collaboration in the protection of biodiversity and coastal ecological system, reserves management, environmentally sound technologies, water conservation, desertification combat and pollution control and treatment, among other issues, to improve the capacity for environment protection.
3. Enhance cooperation on natural disaster management, preparedness, prevention and risk reduction, and other impacts of climate change, inter alia, developing and sharing human and technological resources in the area.
4. Encourage and support cooperation between organizations such as Red Cross Society and coordinate efforts on humanitarian cooperation, supporting the work of organizations such as the Food and Agriculture Organization (FAO), the World Food Programme (WFP), and the International Fund for Agricultural Development (IFAD).
5. Promote dialogue and sharing of best practices between poverty and hunger reduction and social assistance agencies, taking into consideration the priority areas of the CELAC Action Plan for Public Social Policies.
6. Expand exchanges and collaboration in areas such as disease control, epidemics with regional or global impact, and public health emergency response.

XIII. People-to-People Friendship

1. Encourage exchanges between civil groups, academic institutions, and major think tanks of China and CELAC countries. Support the holding of the 5th China-LAC People-to-People Friendship Forum to be held in September 2015 in Hangzhou. Continue supporting the celebration of Think-Tanks of China and CELAC countries Forum.
2. Deepen friendly cooperation between women organizations, and jointly promote gender equality and equity and the empowerment of women.

XIV. Implementation of initiatives

The Cooperation Plan will be implemented, under the principles of flexibility and voluntary participation, in accordance with the domestic policies and the provisions of the national legal system of each Party, and shall not affect any bilateral cooperation programs agreed upon by individual parties nor substitute the bilateral agreements, decisions and commitments set between the Parties.

In this regard, it is pertinent to establish agreed procedures for the formulation and follow-up of the programs, projects and initiatives of cooperation, related to all CELAC members.

The areas of Cooperation included in this Plan are indicative and not exclusive.

The implementation of concrete cooperation initiatives or the adoption of norms will be subject to specific negotiations between China and the interested Latin American and Caribbean countries. Any CELAC Member State may completely or partially refrain from participating in an approved

initiative, be it for a period defined beforehand, or for an indefinite period, without preventing it from later joining the total or partial implementation of that initiative, with prior approval from China and the participant States.

In implementing this cooperation plan, due consideration will be given to the challenges and needs of the least developed countries, landlocked developing countries and small island developing States of CELAC.

China and the CELAC member States will continue holding consultations in order to complement and strengthen the contents of this cooperation plan, as well as its implementation.

Copyright©1998-2014, Ministry of Foreign Affairs, the People's Republic of China
Address: No. 2, Chaoyangmen Nandajie, Chaoyang District, Beijing, 100701 Tel:
86-10-65961114

ANNEXE C : INSTITUTIONAL ARRANGEMENTS



Institutional Arrangements

2015/01/23

The Institutional Arrangements and Operating Rules of CELAC-China Forum

The People's Republic of China and the member States of the Community of Latin American and Caribbean States (CELAC),

Desiring to formulate the Institutional Arrangements and Operating Rules of the CELAC – China Forum (CCF), in order to achieve better planning for the development of the CCF, and effectively implement in the future the cooperation initiatives and measures in different areas adopted at the Ministerial Meeting of the CCF,

We have agreed to adopt the Institutional Arrangements and Operating Rules of the CCF, as follows:

1. The CCF is defined as the platform for intergovernmental cooperation led by the Foreign Ministries of China and the member countries of CELAC, its main mechanisms include the Ministerial Meeting, the Dialogue of Foreign Ministers of China and the "Quartet" of CELAC, and the Meeting of National Coordinators (Senior Officials' Meeting).

a. The Ministerial Meeting. Ministerial meetings will be held every three years in principle and by turns in China and the Presidency country of CELAC or another member country of CELAC agreed upon by CELAC and China, and ad hoc meetings

may be held, when necessary. The Ministerial Meetings are mainly held to discuss ways to improve mutually beneficial cooperation between China and CELAC member countries, at the regional and sub-regional level, and review and adopt outcome documents such as decisions and action plans, all of which will serve as cooperation guidelines for the two sides. The Ministerial Meetings will be held in the official languages of CELAC and in Chinese. All official documents approved by the Ministerial Meeting level will be translated into the official languages of CELAC and Chinese. Working documents will be circulated in Spanish and English.

b. The Dialogue of Foreign Ministers of China and the "Quartet" of CELAC. The two sides will continue to make good use of this dialoguemechanism, maintain discussions on the affairs of the CCF, as well as international and regional issues of common concern, including through meetings during the UN General Assembly sessions and mutual visits.

c. The Meeting of National Coordinators (Senior Officials' Meeting). The principal role is to make preparations for the Ministerial Meetings, follow-up the implementation of the outcomes of the Ministerial Meetings, and formulate stage-specific work plans for the CCF, considering their technical and financial feasibility, sustainability and impact, as well as the capacity and capability of member countries of CELAC. In principle, it will be held at least once a year by turns in China and the Presidency country of CELAC, or another CELAC member country agreed upon by CELAC and China. When in the CELAC region, the meeting will be held on the sidelines of the CELAC National Coordinators meeting.

d. At the appropriate time, the CCF will explore the possibility of incorporating Forums and meetings in specific fields, gradually and subject to the CELAC consensus. The date, venue and agenda of any of these forums will be agreed upon by the two sides in advance. The outcome of the forums will be reported for consideration to the Ministerial Meeting.

2. Other CELAC member countries may also express willingness to host the meetings on a voluntary basis. The host country will be decided upon through consultation.

The Ministerial Meetings and the Meetings of National Coordinators (Senior Officials' Meeting) will be organized by the host countries in coordination with CELAC's PTP, which will be responsible for setting the meeting agenda, printing and distributing documents, translating speeches and documents of the meeting, and other technical work. The meetings will be co-chaired by CELAC's PTP, the host country and China.

The side hosting the meeting will draft documents for the meeting according to the meeting agenda agreed upon by the two sides, submit the draft documents for review and revision by all member countries of the CCF, and present the final documents to the meeting for discussion and adoption. The PTP, in coordination with the host country, will conduct the negotiation of the referred documents within CELAC.

3. The Chinese side has established the Chinese Committee of the Follow-up Actions of the CCF, responsible for coordination among the Chinese institutions. The Secretariat of the Chinese Committee is at the Ministry of Foreign Affairs of China.

The Secretariat of the Chinese Committee, the CELAC PTP and CELAC member countries will coordinate to jointly implement the outcomes of the Ministerial Meetings of the CCF.

CELAC will define the procedures and mechanisms for the presentation of cooperation projects and regional initiatives to China.

4. On the basis of the Ministerial Meeting of the CCF and at a time agreed upon by both sides, both may discuss holding a Summit Meeting of leaders of China and the member countries of CELAC at a proper time, as the highest form of the overall

cooperation between China and Latin America and the Caribbean. Summit meetings will be held in all official CELAC languages and Chinese. All official documents approved by the Summit will be translated into the official languages of CELAC and Chinese. Working documents will be circulated in Spanish and English.

For the consideration of cooperation projects or multilateral initiatives, understood as projects, which will have systematic impacts in the relationship between Latin America and the Caribbean and China, in the framework of the CELAC-China Forum, the following principles should be met:

- Correspond to the mutually agreed key areas of cooperation.
- Contribute to effective regional integration and sustainable cooperation.

Be designed so that they have a multiplier effect for the CELAC member States and China.

Can be adapted to other member countries that express interest in the project

Make optimum use of capacities in the CELAC countries.

5. The Institutional Arrangements and Operating Rules may be amended at an appropriate time and in light of actual conditions by all the participant countries in the CFF through consensus.

Copyright©1998-2014, Ministry of Foreign Affairs, the People's Republic of China

Address: No. 2, Chaoyangmen Nandajie, Chaoyang District, Beijing, 100701

Tel: 86-10-65961114

ANNEXE D : DISCOURS DU PRÉSIDENT CHINOIS, XI JINPING

First Ministerial Meeting of China-CELAC Forum Grandly Opens in Beijing Xi Jinping Attends Opening Ceremony and Delivers Important Speech, Stressing Firm Grasp of New Opportunities in China-CELAC Overall Cooperation to Jointly Write New Chapter of China-CELAC Comprehensive Cooperative Partnership

2015/01/08

On January 8, 2015, the first ministerial meeting of the Forum of China and the Community of Latin American and Caribbean States (CELAC) grandly opened at the Golden Hall of the Great Hall of the People in Beijing. President Xi Jinping attended the opening ceremony and delivered an important speech entitled "Jointly Writing a New Chapter of the China-CELAC Comprehensive Cooperative Partnership". Xi Jinping stressed that the convening of the first ministerial meeting of the China-CELAC Forum marks the translation of the bilateral overall cooperation from conception into reality, sends the world a positive signal of China and the CELAC deepening cooperation for joint development, and exerts significant and profound influence on the promotion of South-South cooperation as well as world prosperity and progress. China is willing to work together with the Latin American and Caribbean countries to, with the first ministerial meeting of the China-CELAC Forum as a new starting point, promote China-CELAC relations for new development at a higher level.

On behalf of the Chinese government and people, Xi Jinping extended warm welcome to the distinguished guests from the Latin American and Caribbean countries.

Xi Jinping pointed out that half a year ago, I had a milestone meeting with the leaders of the Latin American and Caribbean countries in Brasilia. The two sides decided to establish the China-CELAC comprehensive cooperative partnership featuring equality, mutual benefit and common development and officially establish the China-CELAC Forum, which conforms to the trends of the times of peace, development, cooperation and win-win results, and should be called a creation in the history of China-CELAC relations. Over the past half year, both China and the CELAC are committed to building the new pattern of China-CELAC relations with integration of

five aspects including sincerity and mutual trust in politics, win-win cooperation in economy and trade, mutual learning in people-to-people and culture engagement, close cooperation in international affairs, and mutual promotion of the overall cooperation and the bilateral relations, so as to gain in-depth promotion of mutually beneficial cooperation in various fields. The China-CELAC relationship has displayed a new thriving climate with bilateral practical cooperation further expanded, people-to-people and culture exchanges further enhanced, international cooperation further strengthened, and overall cooperation further promoted.

Xi Jinping stressed that the current world is a world under changes, a world with constant new opportunities and new challenges, a world under profound adjustment of international systems and international orders, and a world with the international power structure profoundly changing in the direction conducive to peace and development. A large group of developing countries and emerging markets have gained rapid development, vigorously promoting the development of a more just and reasonable international order. It's just the right time for China and the CELAC to join hands and deepen cooperation. The combined area of national territories of China and the Latin American and Caribbean states accounts for one fifth of the total land area of the world. Their combined population accounts for one third of the world's total population. And their combined economic aggregate accounts for one eighth of the world's total. All of these form great advantages and valuable resources for the comprehensive and in-depth development of China-CELAC relations.

Xi Jinping pointed out that the China-CELAC Forum is a newborn, just like a young shoot sprouting out of the earth, whose sturdy growth into a towering tree needs meticulous cultivation of both sides. This meeting's outcome will particularly reflect the political consensus of both sides on promoting the China-CELAC comprehensive cooperative partnership, identify the key areas and specific measures in carrying out overall cooperation between China and the CELAC in the next five years, and formulate the rules for the Forum.

Xi Jinping pointed out that such cooperation initiatives as special loans for China-CELAC infrastructure, preferential loans, and China-CELAC cooperation fund that I

proposed during the China-CELAC leaders' meeting last July are now being actively implemented. China has started to carry out the plan of providing the CELAC member states with 6,000 scholarships as well as 6,000 trainee positions in China within 5 years, the plan of inviting 1,000 political and party leaders from Latin America to visit China, and the training plan for 1,000 youth leaders of China and the CELAC. Meanwhile, the China-CELAC science and technology partnership plan, the China-CELAC young scientists exchange program as well as relevant work for the 2016 China-CELAC Cultural Exchange Year are being actively promoted. China welcomes active participation of the CELAC member states in the above cooperation programs.

Xi Jinping put forward four proposals on the future development of the China-CELAC Forum. First, adhere to the cooperation principle of equal treatment as well as the idea of friendly discussion, joint construction and achievement sharing, so as to lay a solid political foundation for overall cooperation. Second, adhere to the cooperation objective of mutual benefits and win-win results, firmly hold onto the main theme of common development, and strive for early harvest as well as realization of the effect of "1 plus 1 becomes greater than 2". Third, adhere to flexible and practical approaches of cooperation and carry out various forms of cooperation through bilateral and multilateral channels to achieve mutual supplementation of advantages. Fourth, adhere to the open and inclusive spirit of cooperation and take into full consideration different interests and demands of relevant parties. We welcome other regional organizations and multilateral institutions in Latin America and the Caribbean to actively participate in the overall cooperation between China and the CELAC. The China-CELAC Forum is not only conducive to solidarity and cooperation between the two sides as well as South-South cooperation, but also bound to make positive contributions to promoting world development and prosperity.

Xi Jinping pointed out that Latin America and the Caribbean is one of the most promising emerging regions. The countries in the region attach more importance to developing friendly and cooperative relations with Asia-Pacific countries including China, which provides larger space for the comprehensive and in-depth development

of China-CELAC relations. At present, the Chinese people are striving for the Chinese dream of fully building a moderately prosperous society and achieving great rejuvenation of the Chinese nation, and the people of Latin America and the Caribbean are also making efforts to realize the Latin American dream of solidarity and cooperation as well as development and prosperity. Common dreams and common pursuits have drawn the two peoples together closely. China adheres to the independent and peaceful foreign policy, sticks to the path of peaceful development, pursues the opening-up strategy of mutual benefits and win-win results, and adheres to and actively practices the correct viewpoint on righteousness and benefit, greatly appreciating faith, friendship, justice and morality. China is willing to closely combine China's development with common development of other developing countries, and jointly devote to building the new type of international relations with win-win cooperation at the core. Currently, China's economic development has entered a stage of new normal, and will maintain moderate-to-rapid growth in a period from now on. This will provide countries in the world including Latin American and Caribbean states with more opportunities in terms of market, growth, investment and cooperation. We should make joint efforts to achieve the goal of raising the trade volume between China and the CELAC to 500 billion USD and China's direct investment volume in the Latin American region to 250 billion USD within ten years.

Xi Jinping stressed in the end that China is willing to work with Latin American and Caribbean countries to jointly well build the new platform of China-CELAC overall cooperation from a long-term and strategic perspective, and to firmly grasp new opportunities in China-CELAC overall cooperation to jointly compose a new chapter of the China-CELAC comprehensive cooperative partnership.

President Luis Guillermo Solís of Costa Rica, the rotating presidency of the CELAC, President Rafael Correa of Ecuador, the elect rotating presidency of the CELAC, President Nicolás Maduro of Venezuela and Prime Minister Perry Christie of the Bahamas, the rotating presidency of the Caribbean Community delivered speeches in turn.

Solis said that China-CELAC cooperation has gained substantive achievements in realizing common development and benefiting both peoples, and the China-CELAC Forum has opened up new space for expanding the bilateral cooperation, built a new bridge for enhancing friendship between the two peoples and laid the foundation for establishing long-term and friendly relations between the two sides. He hoped that the two sides strengthen exchanges and cooperation in such fields as investment, trade, connectivity, culture, education, science and technology and environmental protection, and strive to achieve sustainable development, united development and inclusive development.

Correa pointed out that economies of China and Latin America are highly complementary to each other. China could help Latin America to achieve economic and social transformation through support in personnel training, technology transfer, financing and investment and others, while Latin America could provide market space for China's development. China and Latin America could totally become strategic cooperative partners. China-CELAC cooperation is of great significance to establishing a fair and just international order, promoting multilateralism as well as jointly coping with global challenges.

Maduro said that the convening of this meeting is a historic moment, closely connecting China, which is committed to national rejuvenation, with Latin American countries, which are committed to integration. The realization of the initiative to strengthen China-CELAC cooperation proposed by President Xi Jinping last year conforms to the common aspirations of the two peoples. The world is undergoing profound changes, and the peoples of all countries are striving for peace and development. China-CELAC cooperation embodies peace, progress and hope.

Christie pointed out that China-CELAC relations are based on respect of sovereignty, territorial integrity and national self-determination, and will bring benefit to the southern America. The Caribbean Community expects to deepen cooperation with China in such fields as infrastructure, investment, trade, culture, sports, and personnel training.

Wang Huning, Li Zhanshu, Yang Jiechi and others attended. Foreign Minister Wang Yi hosted the opening ceremony.

Prior to the opening ceremony, Xi Jinping friendly met with foreign leaders and heads of delegations attending the meeting, and posed for group photos to mark the occasion.

The first ministerial meeting of the China-CELAC Forum was held from January 8 to 9 in Beijing, with the theme of "New platform, new starting point and new opportunities---Making joint efforts to promote the China-CELAC comprehensive cooperative partnership". More than 500 people attended the meeting, including Foreign Ministers or representatives of China and the members states of the CELAC as well as regional organizations, and heads of relevant Chinese departments.

**ANNEXE E : DISCOURS DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
BRÉSILIEN, MAURO VIEIRA**

Discurso do Ministro Mauro Vieira na I Reunião do Foro CELAC-China

Caro Chanceler Wang Yi,

Caros Chanceleres dos Estados Membros da CELAC e representantes de Organismos Internacionais,

Gostaria, antes de mais nada, de deixar registrado que o povo e o governo brasileiros tomaram conhecimento, com profundo pesar e indignação, do intolerável atentado terrorista ocorrido em Paris, no último dia 7 de janeiro. A Presidenta Dilma Rousseff manifestou de forma clara a sua condenação a este ato de barbárie e estendeu a solidariedade da nação brasileira ao povo francês e as condolências aos familiares das vítimas.

Esta I Reunião Ministerial do Foro CELAC-China é um novo marco nas relações entre a América Latina e Caribe e a China nas próximas décadas. Para mim é motivo de especial satisfação que minha primeira participação em um encontro multilateral como Chanceler do Brasil se dê em uma reunião que congrega todos os países da América Latina e Caribe, com os quais compartilhamos história, cultura, desafios, bem como diversas oportunidades de cooperação, e a China, principal parceiro comercial do Brasil, importante parceiro estratégico.

Inauguramos um mecanismo com potencial para conceber e implementar novas iniciativas que reforcem e diversifiquem o relacionamento sino-latino-americano e caribenho. Lançamos, hoje, uma parceria duradoura, equilibrada e plena de possibilidades.

O Foro CELAC-China é o primeiro mecanismo de interlocução externa formalizado pela CELAC com um país em desenvolvimento. Gradualmente, fortalecemos o papel da CELAC como mecanismo representativo da região, que veicula consensos regionais construídos com base nos interesses nacionais de seus Estados Membros.

O relacionamento político e econômico entre a China e os países latino-americanos e caribenhos cresceu exponencialmente nos últimos dez anos. Esse crescimento foi possível graças à feliz coincidência entre a consolidação da posição da China como segunda maior economia mundial com o recente período de crescimento econômico e desenvolvimento social da região latino-americana e caribenha.

O Brasil e nossa região soubemos utilizar o aumento dos preços das commodities, na última década, para resgatar algumas dívidas históricas com suas respectivas sociedades. Reduzimos a pobreza, combatemos as desigualdades e aumentamos o

bem-estar de nossos cidadãos, incorporando milhões de excluídos a uma emergente classe média.

Construímos também economias com fundamentos mais sólidos. Não há dúvidas de que a desaceleração mundial nos afeta, mas não provoca mais o desarranjo macroeconômico de outrora. Nossos desafios atuais estão ligados principalmente ao investimento em educação, infraestrutura, ciência e tecnologia e inovação, áreas em que a China desponta como uma das principais parceiras da região.

Caro Chanceler Wang,

Tivemos a honra de receber, no ano passado, a visita do Presidente Xi Jinping ao Brasil, para a comemoração dos 40 anos do restabelecimento das relações diplomáticas entre Brasil e China. Na ocasião, a Presidenta Dilma Rousseff e o Presidente Xi Jinping reuniram-se também com líderes latino-americanos e caribenhos, encontro que oficialmente estabeleceu as bases de funcionamento de nosso Foro.

Hoje, em Pequim, estamos dando novo passo na consolidação desse processo. O Brasil sente-se gratificado por ter desempenhado papel ativo nesse exercício.

Os laços de amizade e cooperação entre a China e o Brasil são antigos, havendo alcançado novo dinamismo a partir da década de 1970. Construímos, desde então, uma cooperação inovadora e exitosa em diversas áreas, entre as quais, ressalto o setor aeroespacial. Há cerca de um mês, no dia 7 de dezembro passado, mais um satélite Sino-Brasileiro de Recursos Terrestres – CBERS 4 – foi lançado com sucesso a partir da base de Taiyuan.

Como registrado na Declaração Ministerial, o Foro CELAC-China será um complemento às relações bilaterais entre a China e os países da Comunidade de Estados Latino-Americanos e Caribenhos, funcionando como instrumento adicional para promover a cooperação e a amizade mútuas. O Foro favorecerá, ainda, o aumento do intercâmbio político e humano entre nossos governos e sociedades.

Com o Foro CELAC-China, passamos a contar também com mais um mecanismo para promover o comércio e o investimento recíprocos. Nos últimos cinco anos, a China elevou substancialmente seu investimento direto na América Latina e no Caribe. Empresas brasileiras e de outros países da região também têm aumentado sua presença no mercado chinês. É nossa expectativa que o Foro CELAC-China possa vir a estimular novos investimentos da região na China, assim como chineses na América Latina e no Caribe.

Aproveito este momento para saudar o acordo assinado entre o Banco Popular da China e o Banco Interamericano de Desenvolvimento (BID) em 2013, o qual estabelece fundo de investimento conjunto para promover projetos de infraestrutura na América Latina e no Caribe.

O referido fundo conta com contribuição chinesa de aproximadamente US\$ 2 bilhões, distribuída entre empreendimentos no setor público e no setor privado.

O Brasil espera que esta importante parceira seja ampliada, a fim de seguir fortalecendo os laços de cooperação entre a República Popular da China e os países da América Latina e o Caribe.

É importante ressaltar que concebemos o Foro CELAC-China como novo instrumento de cooperação Sul-Sul, modalidade de cooperação a que o governo brasileiro atribui inequívoca prioridade e cuja validade e importância são crescentemente reconhecidas.

Por todas essas razões, apoiamos, com entusiasmo, a criação do Foro CELAC-China.

Caros Chanceleres,

Aprovaremos, neste encontro, o Plano de Cooperação 2015-2019. O Plano abrange treze setores e prevê uma ampla gama de iniciativas. É certo que teremos, doravante, que enfrentar alguns desafios na execução dessa cooperação setorial. Mas estamos igualmente seguros de que seremos capazes de superar os obstáculos que se nos apresentem e de que estaremos abrindo novas avenidas para o aprimoramento, aprofundamento e diversificação da cooperação entre nossa região e a China.

As iniciativas previstas no Plano de Cooperação estimularão a cooperação entre a China e os países latino-americanos em temas fundamentais para o nosso desenvolvimento, como, por exemplo, o aumento dos investimentos em infraestrutura logística e de transportes e a pesquisa sobre combustíveis de aviação oriundos da biomassa.

Em muitas áreas, como desenvolvimento social, infraestrutura e agricultura familiar, a CELAC e as demais organizações regionais e subregionais de integração (como a UNASUL e o MERCOSUL, para citar duas apenas) já dispõem de importante acervo de acordos regionais e projetos de cooperação. Será útil, assim, sempre que possível, valer-se desse arcabouço para promover a colaboração entre o Foro CELAC-China e essas iniciativas regionais ou sub-regionais, agregando-lhes a valiosa contribuição chinesa.

Destaco, ainda, que as regras de funcionamento do Foro, que adotaremos nesta I Reunião, foram concebidas de forma a moldar nossa cooperação com a flexibilidade

institucional necessária para avançar com arranjos de distintas configurações e de participação voluntária dos membros do Foro.

Caro Chanceler Wang,

Agradeço a Vossa Excelência e ao governo chinês pela organização desta reunião, que marca o início do funcionamento do Foro CELAC-China, e pela recepção calorosa a todos nós brindada em Pequim. Agradeço, também, ao governo da Costa Rica, no exercício da Presidência Pro-Tempore da CELAC, pela excelência do trabalho de coordenação executado.

Muito obrigado.

BIBLIOGRAPHIE

- Arturo, E. (1995). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press.
- Baran, P. (1957). *The Political Economy of Growth*. New York : Monthly Review Press.
- Barranquero, A. (2006). Reclamando voces: contribución latinoamericana a la comunicación para el cambio social. *Redes*, 3, p.244-262.
- Barranquero, A. (2011). Latinoamericanizar los estudios de comunicación. De la dialéctica centre-periferia al dialogo interregional. *TESM Campus Estado de México: Proyecto Internet*.
- Barranquero, A. (2014). *Comunicologia de la liberación, desarrollismo y políticas publicas de Luis Ramiro Beltrán*. Espagne : Kadmos.
- Barthélémy, C. (2009). *Chine, la grande séduction: essai sur le soft power chinois*. Paris : Choiseul.
- Beijing Declaration (*La Déclaration de Beijing*). (2015, 8 janvier). Les accords Chine-CELAC.
Récupéré de : http://www.chinacelacforum.org/eng/zywj_3/t1230938.htm
- Beltran, L.R. (2011). *La communication sociale en Amérique latine*. Pessac : Presses universitaires de Bordeaux.
- Bordenave, J.D. (1976). Communication and Adoption of Agricultural Innovations in Latin America. Dans Crawford, R. H. et Ward, W. R. (dir.), *Communication Strategies for Rural Development*. Ithaca, New York : University of Cornell-CIAT.
- Brautigam, D. Aid in Africa. Dans *Chinese Development*.
- Cabastan, Jean-Pierre. Les relations Chine-Afrique: nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir. *Hérodote*. Vol. 3 no. 150. Récupéré le 18 novembre 2015.

- CELAC. (2015) *Community of Latin American and The Caribbean States (CELAC)*.
Récupéré le 13 septembre 2015 de
http://www.celacinternational.org/?page_id=3232
- Chang, T.-K. et Lin, F. (2014). From propaganda to public diplomacy: assessing China's international practice and its image, 1950-2009. *Public Relations Review*, 40, p.450-458.
- Cheng, J.Y.S. (2006). Latin America in China's Contemporary Foreign Policy. *Journal of Contemporary Asia*, 36(4), 500-528.
- Cheng, S. (2012). China's International Aid Policy and Its Implications for Global Governance. *Research Center for Chinese Politics and Business - Working Paper Series 28*.
- COHA (2015). China and Latin America: What You Need to Know – Analysis. *Eurasia News & Analysis*. Récupéré de :
http://www.eurasiareview.com/02082015-china-and-latin-america-what-you-need-to-know-analysis/?utm_source=GEGI+Round+Up+38+Eblast&utm_c...
- Cooperation Plan. (2015-2019). (2015, 8 janvier). Les accords Chine-CELAC.
Récupéré de :
http://www.chinacelacforum.org/eng/zywj_3/t1230944.htm
- Correa, Rafael. (2015, 8 janvier). *Intervención del presidente Rafael Correa en el foro de cooperación CELAC – China*. Forum Chine-CELAC 2015, Beijing, 8 et 9 janvier 2015. Récupéré de : <http://www.presidencia.gob.ec/intervencion-del-presidente-rafael-correa-en-el-foro-de-cooperacion-celac-china/>
- Ellul, J. (1990). *Propagandes*. Paris : Librairie Armand Colin.
- Evan, E. (2009). *China in Latin America: The What and Wherefores*. Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers.
- Exeni Rodriguez, J.L. (1998). *Políticas de comunicación. Retos y señales para no renunciar a la utopía*. La Paz, Bolivia : Plural Editores y FES.
- Foucault, M. (1971). *L'ordre du discours*. Paris : Éditions Gallimard
- Foucault, M. (1972). *The Archaeology of Knowledge*. New York : Harper Colophon Books.

- Foucault, M. (1980). *Power/Knowledge, Selected Interviews and Other Writings 1972-1977*. Brighton, Sussex : The Harvester Press Limited.
- Galeano, E. (1997). *Open Veins of Latin America*. New York : Monthly Review Press.
- Gonçalves, C.M.A. (2005). Escuela latinoamericana de comunicación y el pensamiento crítico de Antonio Pasquali. *Revista latinoamericana de ciencias de la comunicación*, 2(2), p.22-30.
- Institutional Arrangements. (2015, 8 janvier). Les accords Chine-CELAC. Récupéré de :
http://www.chinacelacforum.org/eng/zywj_3/t1230941.htm
- Jinping, Xi. (2015, 8 janvier). *First Ministerial Meeting of China-CELAC Forum Grandly Opens in Beijing, Xi Jinping Attends Opening Ceremony and Delivers Important Speech, Stressing Firm Grasp of New Opportunities in China-CELAC Overall Cooperation to Jointly Write New Chapter of China-CELAC Comprehensive Cooperative Partnership*. Forum Chine-CELAC 2015, Beijing, 8 et 9 janvier 2015. Récupéré de :
http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1227318.shtml
- Keck, S. (2014). Why the US Is Trying to Squash China's New Development Bank. *The Diplomat*, Récupéré de <http://thediplomat.com/2014/10/why-the-us-is-trying-to-squash-chinas-new-development-bank/>
- Lancaster, C. (2007). The Chinese Aid System. *Center for Global Development: Development essay*, p.1-7.
- Land, G. (2015). China Investing Heavily in Latin America, but human and environmental costs may be too high. *The Latin Correspondant*, Récupéré de <http://latin correspondent.com/2015/10/china-investing-heavily-latin-america-human-environmental-costs-may-high/>
- Lasswell, H. (1948). The Structure and Function of Communication in Society. Dans L. B. (dir.), *The Communication of Ideas*. New York : Harper & Brothers.
- Lazarsfeld, P., Berelson, B. et Gaudet, H. (1944). *The People's Choice*. New York : Duell, Sloan & Pearce.
- Lengauer, S. (2011). China's foreign aid policy: Motive and method. *Culture Mandala: The Bulletin of the Centre for East-West Cultural and Economic*

- Studies*, 9(2, article 3).
- Lerner, D. (1958). *The Passing of Traditional Society: Modernizing the Middle East*. New York : Free Press.
- Li, H. (2008). China-Taiwan Rivalry in Latin America and its Implications. Dans Aranson, C. et Mohr, M. (dir.), *Enter the Dragon? China's Presence in Latin America*. Washington : Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- Maduro, Nicolás. (2015, 8 janvier). Discurso del Presidente Nicolás Maduro en el Primer Foro China – Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños (CELAC). Forum Chine-CELAC 2015, Beijing, 8 et 9 janvier 2015. Récupéré de : http://www.pdvsa.com/index.php?tpl=interface.sp/design/biblioteca/readdoc.tpl.html&newsid_obj_id=12674&newsid_temas=110
- Marta, A. (2006). La recherche dite "qualitative" de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents. *Recherches qualitatives*, 26(1), p.5-31.
- Martin-Barbero, J. (1993). *Communication, Culture and Hegemony: From Media to Mediations*. London : Sage.
- Meibo, H. et Peiqiang, R. (2012). L'aide étrangère de la Chine dans l'architecture de l'aide internationale. *International Development Policy / Revue internationale de politique de développement*, 3.
- Mowlana, H. (1997). *Global Information and World Communication*. London : Sage Publications.
- Nye, J. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York : Public Affairs.
- People's Republic of China, I.O.o.t.S.C. (2011). *China's Foreign Aid - White Paper*. Beijing.
- Rapley, J. (2007). *Understanding Development: Theory and Practice in the Third World*. Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers.
- Rogers, E. (1983). *The Diffusion of Innovations*. New York : Free Press.
- Rojas Aravena, F. (2011). Introducción. Asociación y cooperación. Miradas desde las opciones Sur-Sur. Dans Rojas Aravena, F. et Beirute Brealey, T. (dir.),

América Latina y el Caribe: Nuevas formas de Cooperación. Las Dimensiones Sur-Sur. . Buenos Aires : FLACSO.

Rostow, W.W. (1960). *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. Cambridge : Cambridge University Press.

Servaes, J. (1999). *Communication for Development: One World, Multiple Cultures*. Cresskill, N.J. : Hampton Press.

Shambaugh, D. (2007). China's Propaganda System: Institutions, Processes and Efficacy. *The China Journal*, 57, p.25-58.

Skidmore, T.E., Smith, P.H. et Green, J.N. (2010). *Modern Latin America*. New York : Oxford University Press.

Tiezzi, S. (2013). Why Taiwans Allies Are Flocking to Beijing. *The Diplomat*, Récupéré de <http://thediplomat.com/2013/11/why-taiwans-allies-are-flocking-to-beijing/>

Tiezzi, S. (2015). Despite US-Cuba Detente, China Forges Ahead in Latin America. *The Diplomat*, Récupéré de <http://thediplomat.com/2015/01/despiteuscubadetentechinaforgesaheadinlatinamerica/>

Vieira, Mauro. (2015, 8 janvier). *Discurso do Ministro Mauro Vieira na I Reunião do Foro CELAC-China*. Forum Chine-CELAC 2015, Beijing, 8 et 9 janvier 2015. Récupéré de : http://www.itamaraty.gov.br/index.php?option=com_content&view=article&id=6522:discurso-do-ministro-mauro-vieira-na-i-reuniao-do-foro-celac-china&catid=42:notas&Itemid=280&lang=pt-BR

Wang, J.Y. (2004). *Communication internationale, négociation et diplomatie: analyse de discours des chefs négociateurs américain et chinois concernant l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation mondiale de commerce*. Université du Québec à Montréal, Montréal. Mémoire de maîtrise en communication.

Wang, Y. (2008). Public Diplomacy and the Rise of Chinese Soft Power. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 616, *Public Diplomacy in a Changing World*, p.257-273.

Wejnert, B. (2002). Integrating Models of Diffusion of Innovations: A Conceptual Framework. *Annual Review of Sociology*, 28, p.297-326.

Yi, Y. (2015). First China-CELAC Forum Ministerial Meeting Concludes in Beijing. *Xinhuan News*, Récupéré de http://news.xinhuanet.com/english/china/2015-01/09/c_133908207.htm